EMPIRE CHÉRIFIEN
 PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.200 fr.
	6 mois..	400 »	700 »
France et Colonies	Un an..	750 »	1.500 »
	6 mois..	500 »	850 »
Étranger	Un an..	1.250 »	2.100 »
	6 mois..	750 »	1.250 »

Changement d'adresse : 10 francs.
 Indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Édition partielle 16 fr.
 Édition complète 26 fr.
 Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %.

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
 40 francs
 (Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Havas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat

SOMMAIRE

	Pages
Attribution et port du titre d'émir.	
Dahir du 30 janvier 1949 (30 rebia I 1368) réglementant l'attribution du titre d'émir (prince) et portant désignation des membres de la famille chérifienne alaouite régnante à qui ce titre peut être légalement décerné	407
TEXTES GÉNÉRAUX	
Bons de capitalisation et d'épargne. — Timbre proportionnel.	
Dahir du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) assujettissant au droit de timbre proportionnel les bons de capitalisation et d'épargne	408
Organisation municipale.	
Dahir du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) relatif au mandat des membres des commissions municipales	408
Tribunaux coutumiers. — Frais de justice.	
Arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 27 décembre 1944 (11 moharrem 1364) fixant les tarifs des actes et des frais de justice devant les tribunaux coutumiers	408
Prime aux importateurs de géniteurs mâles.	
Arrêté viziriel du 6 mars 1949 (5 jourmada I 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 15 juin 1935 (13 rebia I 1354) fixant les conditions d'attribution d'une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de douane et de transport.	410
Epizooties.	
Arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 jourmada I 1368) prescrivant les mesures à prendre contre le rouget du porc	410
Timbres-poste.	
Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) portant création et suppression de valeurs fiduciaires postales..	411

Prélèvement sur le ciment.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat portant fixation d'un prélèvement sur le ciment de fabrication locale..	411
Prix du lait condensé.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le prix maximum des laits médicamenteux	411
Prix de certains produits.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant les prix des laits condensés non médicamenteux	412
Prix de certains produits.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat rendant la liberté aux prix de certains produits	412
Rations alimentaires pour le mois d'avril 1949.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat relatif à l'utilisation de la carte de consommation pendant le mois d'avril 1949	413
Accidents du travail. — Tarifs des frais d'hospitalisation.	
Arrêté du directeur du travail et des questions sociales portant fixation du tarif des frais d'hospitalisation en matière d'accidents du travail	414

TEXTES PARTICULIERS

Meknès. — Création d'un tribunal de pacha et de juge délégué.	
Dahir du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) complétant le dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) portant réorganisation des juridictions makhzen en matière civile et commerciale	414
Arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) fixant la date de mise en application des dahirs du 8 octobre 1948 (4 hija 1367) et du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) complétant le dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) portant réorganisation des juridictions makhzen en matière civile et commerciale	414

Comité consultatif des courses.	
Dahir du 5 mars 1949 (4 ^e jourmada I 1368) modifiant le dahir du 22 janvier 1920 (1 ^{er} jourmada I 1338) créant un comité consultatif des courses du Maroc	415
Fès. — Organisation municipale.	
Dahir du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) relatif à l'organisation municipale de Fès	415
Arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) relatif à l'organisation municipale de Fès	415
Arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) portant nomination des membres de la commission municipale française de Fès	415
Commissions municipales. — Nomination des membres.	
Arrêtés viziriels du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) portant nomination des membres des commissions municipales d'Ouezzane, Port-Lyautey, Rabat, Salé, Azemmour, Casablanca, Fedala, Mazagan, Settat, Sefrou, Taça, Marrakech, Mogador, Safi, Meknès, Ifrane, Oujda et Agadir	415
Centre cinématographique marocain. — Droit sur les recettes.	
Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 3 février 1944 relatif à l'organisation du centre cinématographique marocain	419
Cautiionnements.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat autorisant la Société nouvelle de la Compagnie algérienne de crédit et de banque à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et des adjudicataires des marchés de l'Etat ou des municipalités	419
Casablanca. — Echange immobilier entre la ville et M. Foucherot.	
Arrêté du directeur de l'intérieur approuvant une délibération de la commission municipale de la ville de Casablanca autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville et M. Foucherot	419
Taxes portuaires.	
Arrêté du directeur des travaux publics modifiant certaines taxes applicables dans le port de Casablanca	419
Agadir. — Police de la circulation et du roulage.	
Arrêté du directeur des travaux publics sur la police de la circulation et du roulage dans le périmètre du port d'Agadir	425
Hydraulique.	
Arrêté du directeur des travaux publics portant ouverture d'enquête sur le projet de reconnaissance des droits d'eau existant sur les aouinat El-Hajjaj et sur l'aïn El-Kerma, et sur le projet de prise d'eau sur les aouinat El-Hajjaj, au profit de MM. Bensouda, propriétaires....	426
Arrêté du directeur des travaux publics portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau, par pompage dans un puits, au profit de M. Frimigacci Alain, colon à Camp-Monod	426
Fès-banlieue. — Classement du site du marabout de Sidi Ahmed el Bernoussi.	
Arrêté du directeur de l'instruction publique ordonnant une enquête en vue du classement du site du marabout de Sidi Ahmed el Bernoussi (circonscription de Fès-banlieue)	426
Sefrou. — Classement du site de Bahlil.	
Arrêté du directeur de l'instruction publique ordonnant une enquête en vue du classement du site de Bahlil (cercle de Sefrou, bureau du cercle)	427
Région d'Agadir. — Délimitation des massifs boisés (Rectificatif).	
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1895, du 18 février 1949, page 207	427

Ecole marocaine d'agriculture (Rectificatif).	
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1899, du 18 mars 1949, page 338	427

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367) portant attribution de nouveaux taux d'indemnité de logement aux fonctionnaires et agents des cadres généraux	428
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant le taux des indemnités pour charges de famille et de l'indemnité familiale de résidence allouées aux fonctionnaires et agents des cadres généraux	428
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant le taux de l'indemnité pour charges de famille allouée aux fonctionnaires, magistrats et agents du Makhzen central	428
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367) fixant le taux de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et agents marocains en fonction dans les cadres réservés aux Marocains dans les administrations publiques du Protectorat	428
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant le taux de l'aide familiale allouée aux fonctionnaires et agents des cadres réservés aux Marocains	429

TEXTES PARTICULIERS

Corps du contrôle civil.	
Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements des agents du corps du contrôle civil, à compter du 1 ^{er} janvier 1949.	429
Secrétariat général du Protectorat.	
Arrêté viziriel du 29 mars 1949 (28 jourmada I 1368) fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1949, le traitement du conseiller juridique du Protectorat	430
Arrêté viziriel du 29 mars 1949 (28 jourmada I 1368) fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1949, le traitement du conseiller économique du Protectorat	430
Direction des affaires chérifiennes.	
Dahir du 2 mars 1949 (1 ^{er} jourmada I 1368) modifiant le dahir du 5 novembre 1937 (1 ^{er} ramadan 1356) fixant le statut des cadis	430
Direction de l'intérieur.	
Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur, à compter du 1 ^{er} janvier 1949	431
Direction des services de sécurité publique.	
Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale	433
Arrêté résidentiel fixant les traitements du cadre réservé aux Marocains dans l'administration pénitentiaire	434
Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements du personnel des services actifs de la police générale, à compter du 1 ^{er} janvier 1949	434
Direction des travaux publics.	
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories du personnel de la direction des travaux publics, à compter du 1 ^{er} janvier 1949	436

Arrêté du directeur des travaux publics modifiant et complétant les arrêtés directoriaux des 22 octobre 1945 et 13 mars 1947 relatifs à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires, d'employés et agents publics et de sous-agents publics de la direction des travaux publics	437
Direction des finances.	
Arrêté du directeur des finances modifiant l'arrêté directorial du 3 octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel administratif de la direction des finances	437
Direction de la production industrielle et des mines.	
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) allouant une indemnité forfaitaire aux professeurs chargés de cours à l'Ecole de prospection et d'études minières du Maroc	437
Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts ouvrant un concours pour six emplois de secrétaire de conservation foncière	438
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant l'arrêté directorial du 10 octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel technique et du personnel administratif propres à la direction des affaires économiques ..	438
Direction de l'instruction publique.	
Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) portant fixation du régime d'indemnité de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique	438
Arrêté du directeur de l'instruction publique fixant les conditions de classement des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique en vue de l'attribution de l'indemnité de charges administratives	439
Direction de la santé publique et de la famille.	
Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille modifiant l'arrêté du 10 janvier 1946 fixant les conditions d'incorporation de certains agents auxiliaires dans les cadres de fonctionnaires de la direction de la santé publique et de la famille	439
Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille modifiant l'arrêté du 27 juin 1947 relatif à l'incorporation de certains agents auxiliaires journaliers ou à contrat de la direction de la santé publique et de la famille dans les cadres d'employés et agents publics et de sous-agents publics	439
Office des postes, des télégraphes et des téléphones.	
Arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 21 décembre 1948 (19 safar 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones	440
Trésorerie générale.	
Arrêté du trésorier général du Protectorat ouvrant un concours pour le recrutement de commis du Trésor	441
Arrêté du trésorier général du Protectorat modifiant et complétant l'arrêté du 10 décembre 1945 fixant les conditions d'incorporation de certains agents auxiliaires dans les cadres de fonctionnaires de la trésorerie générale ..	441
Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.	
Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, à compter du 1 ^{er} janvier 1949	441

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois	442
Nominations et promotions	442
Admission à la retraite	448
Résultats de concours et d'examens	448

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	448
Avis de concours pour vingt-cinq emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur	448
Avis de concours pour douze emplois de commis stagiaire d'interprétariat de la direction de l'intérieur	449
Avis de concours pour l'emploi de secrétaire de conservation foncière	449
Avis de concours pour le recrutement de commis du Trésor ..	449
Avis aux candidats à l'emploi d'inspecteur-élève de l'administration métropolitaine de l'enregistrement	449
Avis relatif aux examens de licences des sciences et des lettres (session normale et session spéciale de mai 1949)	449
Avis relatif au règlement des frets et des billets de passage ..	449
Médaille d'honneur du travail des employés et ouvriers et assimilés du commerce et de l'industrie	450
Erratum à la nomination des membres de la commission municipale de Meknès, page 418	452

Dahir du 30 janvier 1949 (30 rebia I 1368) réglementant l'attribution du titre d'émir (prince) et portant désignation des membres de la famille chérifienne alaouite régnante à qui ce titre peut être légalement décerné.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

I. Vu la grande importance attachée aux titres officiels de noblesse, la place prépondérante qui leur a toujours été réservée dans le règlement du protocole tant chez les peuples anciens que dans les nations modernes, et la considération dont ils sont l'objet dans les Etats musulmans d'Orient et d'Occident ;

II. Vu l'intérêt que Notre Majesté Chérifienne porte au règlement de tout ce qui touche aux insignes de la dynastie alaouite chérifienne et à la désignation de ses titres impériaux officiels ;

III. Vu la nécessité de protéger le titre d'émir (prince) contre un emploi abusif de ce terme et contre toute appropriation injustifiée, qu'il s'agisse de le décerner à autrui ou de l'utiliser pour soi,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le qualificatif d'émir (prince) est un titre honorifique officiel qui est réservé aux membres de Notre famille alaouite chérifienne régnante ci-après désignés à l'article 2.

ART. 2. — Portent seules le titre d'émir les personnes ci-dessous mentionnées, à savoir :

1° Nos enfants des deux sexes et Nos petits-enfants des deux sexes descendant en ligne directe ;

2° Nos frères, leurs enfants des deux sexes et Nos sœurs ;

3° Nos oncles paternels ;

4° Nos cousins, fils de Nos deux oncles ayant régné précédemment sur le Trône de Nos ancêtres vénérés ;

5° Nos *khelifas*, issus de la famille chérifienne, exerçant leurs fonctions sur l'ensemble du territoire de l'Empire marocain chérifien.

ART. 3. — Les princes, enfants et petits-enfants descendant en ligne directe de Notre Majesté Chérifienne sont désignés, dans la conversation et dans la correspondance, sous l'appellation de « Altesse Impériale ». Le mot « Altesse » tout court désigne les autres princes de Notre famille chérifienne.

ART. 4. — Les princes ont droit à la préséance sur les autres membres de Notre famille chérifienne, dans les cortèges, les cérémonies et les audiences officielles, compte tenu, en cas d'égalité de rang, de l'âge, du degré d'instruction et de l'ancienneté de la fonction.

ART. 5. — Tout prince qui aura commis un acte de nature à le rendre indigne de porter le titre « d'émir » se verra privé par dahir de ce titre et des prérogatives protocolaires qui s'y attachent.

ART. 6. — Toute personne qui se sera arrogé le titre d'émir ou se sera fait appeler indûment « Altesse Impériale » ou « Altesse » tout court, soit en se présentant sous ce titre, soit en le mentionnant dans sa correspondance, ses cartes de visite ou ses écrits, sera poursuivie à la requête de Notre Grand Vizir et du chef de protocole, et punie d'un emprisonnement de trois mois à un an, selon les circonstances atténuantes ou aggravantes; la juridiction compétente pourra ordonner l'insertion du jugement dans un ou plusieurs journaux.

ART. 7. — A titre exceptionnel, le Haut tribunal chérifien sera compétent pour statuer sur toute infraction prévue à l'article 6 précité, commise par un de Nos sujets. En cas d'infraction commise par une personne de toute autre nationalité, les règles générales de compétence s'appliqueront.

ART. 8. — Notre Grand Vizir et le chef de protocole sont chargés de l'exécution des dispositions du présent dahir.

Fait à Rabat, le 30 rebia I 1368 (30 janvier 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 21 février 1949. (22 rebia II 1368)
assujettissant au droit de timbre proportionnel
les bons de capitalisation et d'épargne.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 15 avril 1949, les bons et contrats de capitalisation et les contrats d'épargne seront assujettis au timbre proportionnel de 2 %.

L'impôt est à liquider sur le capital promis au souscripteur pour les bons et contrats de capitalisation, et sur le capital promis par le souscripteur ou l'adhérent pour les contrats d'épargne. Pour ces derniers contrats, le souscripteur ou l'adhérent ne pourra user de la faculté d'effectuer de nouveaux versements excédant le capital promis qu'après l'acquit du droit de timbre sur le capital complémentaire déterminé par une déclaration estimative.

ART. 2. — Toute contravention sera passible d'une amende fiscale de 10 % du capital passible de l'impôt et, au minimum, de 1.000 francs.

ART. 3. — L'impôt et, le cas échéant, la pénalité sont exclusivement à la charge de la partie qui reçoit de l'adhérent l'engagement d'effectuer des versements, à charge par elle de capitaliser ou d'épargner.

Les sociétés d'épargne ou de capitalisation pourront être autorisées à acquitter l'impôt par versements périodiques selon des modalités qui seront déterminées par le directeur des finances.

Fait à Rabat, le 22 rebia II 1368 (21 février 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Dahir du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368)
relatif au mandat des membres des commissions municipales.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 30 décembre 1943 (2 moharrem 1362) relatif au mandat des membres des commissions municipales,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le mandat des membres des commissions municipales nommés à compter du 1^{er} janvier 1944 prendra fin le 10 avril 1949.

ART. 2. — Le mandat des nouveaux membres prendra effet à compter du 11 avril 1949.

ART. 3. — Pour permettre le renouvellement de ces assemblées par moitié tous les trois ans, en application de l'article 15 du dahir susvisé du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335), un tirage au sort désignera, lors de la première séance des commissions nouvellement nommées, les membres qui feront partie de la première série sortante.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1368 (30 mars 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 27 décembre 1944 (11 moharrem 1364) fixant les tarifs des actes et des frais de justice devant les tribunaux coutumiers.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 avril 1928 (20 chaoual 1346) portant classement de tribus de coutume berbère, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 16 mai 1930 (17 hija 1348) réglant le fonctionnement de la justice dans les tribus de coutume berbère non pourvues de mahkamas pour l'application du Chra, et notamment, son article 8 ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 avril 1934 (23 hija 1352) réglant la compétence, la procédure, l'organisation et le fonctionnement des

tribunaux coutumiers, et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 27 décembre 1944 (11 moharrem 1364).

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs des actes passés devant les greffes des tribunaux coutumiers sont fixés ainsi qu'il suit :

1° Acte de mariage	50 francs
2° Acte de répudiation	50 —
3° Acte de rupture de contrat de mariage	50 —
4° Acte de reprise d'une femme répudiée quand cette reprise est possible	50 —
5° Acte de constat de sévices	20 —
6° Acte de pension alimentaire	20 —
7° Acte de reconnaissance d'un enfant	100 —
8° Acte d'adoption sans condition	100 —
9° Acte d'adoption sous condition	100 —
10° Acte de notoriété établissant l'absence	50 —
11° Acte de notoriété établissant la filiation	50 —
12° Certificat d'indigence	gratuit
13° Constitution de tutelle légale ou testamentaire	50 francs
14° Acte de révocation d'un tuteur	50 —
15° Acte de reddition des comptes de tutelle	40 —
16° Décision judiciaire prononçant la tutelle d'un interdit ou d'un mineur	40 —
17° Décision judiciaire de levée d'interdiction ou d'émancipation	40 —
18° Acte d'association commerciale	} 2 % avec minimum de 2 %, minimum
19° Acte d'association agricole	
20° Acte d'association d'élevage	
21° Acte de dissolution d'association	50 —
22° Bail à complant : 2 %, avec minimum de 2 % minimum	50 —
23° Acte établissant la propriété immobilière :	
Jusqu'à 5.000 francs	100 —
De 5.000 à 10.000 francs	200 —
Au-dessus de 10.000 francs	400 —
24° Vente d'immeubles :	
2 % jusqu'à 10.000 francs avec minimum de 50 francs ;	
De 10.001 francs à 50.000 francs : 200 francs sur les premiers 10.000 francs, plus 1 % sur l'excédent ;	
De 50.001 francs jusqu'à 100.000 francs : 600 francs sur les premiers 50.000 francs, plus 0,50 % sur l'excédent ;	
Au delà de 100.000 francs : 850 francs pour la première tranche de 100.000 francs, plus 0,25 % sur l'excédent.	
25° Vente mobilière : la moitié du tarif de la vente immobilière, sans minimum.	
26° Acte établissant un vice rédhibitoire	50 francs
27° Projet de vente immobilière en vertu du dahir du 15 juin 1922	100 —
28° Acte de vente à réméré : tarif de la vente immobilière, plus un droit fixe de	100 —
29° Acte de vente à livrer : tarif de la vente mobilière.	
30° Acte d'échange : tarif de la vente immobilière calculé sur l'immeuble de la plus haute valeur.	
31° Résiliation de vente : 1/4 du tarif de la vente	50 —
32° Déclaration de command : droit fixe de	100 —
33° Acte de demande d'exercice du droit de chefaa (inscription)	100 —
34° Acte de demande d'exercice du droit de chefaa (notification)	100 —
35° Renonciation à la chefaa	60 —
36° Acte de délimitation d'un immeuble	100 —
37° Louage de services	20 —
38° Louage de bêtes de somme	20 —
39° Louage de choses : 2 %, avec minimum de	10 —
40° Acte de sous-location	40 —
41° Mandat <i>ad litem</i>	20 —
42° Mandat ordinaire	40 —
43° Révocation d'un mandat	40 —

44° Acte de prêt mobilier :	
Jusqu'à 1.000 francs	40 francs
De 1.000 à 5.000 francs	60 —
Au-dessus de 5.000 francs	80 —
45° Rahn de chose mobilière : la moitié du tarif de la vente mobilière, sans minimum.	
46° Rahn de chose immobilière : la moitié du tarif de la vente immobilière avec un minimum de	30 —
47° Acte de transfert de rahn de chose mobilière	20 —
48° Acte de transfert de rahn de chose immobilière	20 —
49° Acte de caution de comparution	40 —
50° Acte de caution de paiement	40 —
51° Acte de caution d'exécution de jugement	40 —
52° Acte de dépôt	40 —
53° Acte de retrait de dépôt	40 —
54° Acte d'arrangement à l'amiable	40 —
55° Acte de prestation de serment	40 —
56° Acte constatant des blessures	40 —
57° Acte de reconnaissance de dette : tarif du prêt mobilier.	
58° Acte de quittance de dette	40 —
59° Acte de reconnaissance d'obligation	40 —
60° Acte de décharge d'obligation	40 —
61° Acte de transfert d'obligation	40 —
62° Acte de commandite	100 —
63° Marché	100 —
64° Forfait	100 —
65° Acte de dation en paiement : tarif de la vente mobilière ou immobilière, suivant le cas.	
66° Acte de donation entre époux ou en ligne directe : le quart du tarif de la vente mobilière ou immobilière.	
67° Acte de donation, dans tous les autres cas : tarif de la vente mobilière ou immobilière.	
68° Acte de révocation d'une donation mobilière	100 —
69° Acte de révocation d'une donation immobilière	200 —
70° Acte de constitution habous	100 —
71° Acte d'inventaire successoral :	
Minimum :	
1 % jusqu'à 10.000 francs	30 —
0,75 % de 10.000 à 200.000 francs	50 —
0,50 % de 200.000 à 500.000 francs	100 —
0,25 % au-dessus de 500.000 francs	300 —
72° Testament	100 —
73° Legs	100 —
74° Acte de partage successoral :	
Avec estimation : moitié du tarif de la vente immobilière ;	
Sans estimation	100 —
75° Acte de sortie d'indivision	200 —
76° Acte de règlement de comptes	100 —
77° Recherche d'actés dans les registres du secrétariat-greffe, par année	20 —
78° Copie d'acte	10 —
79° Traduction en langue arabe d'un acte	20 —
80° Autres actes non dénommés. Leur appliquer le tarif des actes similaires.	

ART. 2. — Les tarifs des frais de justice devant les tribunaux coutumiers sont fixés ainsi qu'il suit :

1° Enrôlement d'une instance :	
Demande inférieure à 1.000 francs	30 francs
De 1.001 francs à 2.500 francs	60 —
De 2.501 francs à 5.000 francs	120 —
Au delà de 5.000 francs, 10 francs, plus 5 francs par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs.	120 —
Demande indéterminée	40 —
2° Acte d'arbitrage en première instance	10 —
3° Acte d'arbitrage en appel	40 —
4° Citation à comparaître à partie et à témoin	10 —
5° Vacation d'un membre du tribunal en transport sur les lieux pour enquête, délimitation et prestation de serment pour une journée	100 —
6° Vacation de rekkas du tribunal pour une demi-journée de six heures	36 —

7° Frais de transport d'un membre du tribunal par journée	120 francs
8° Notification d'un jugement de défaut	40 —
9° Grosse d'un jugement de première instance	40 —
10° Grosse d'une décision d'appel.....	80 —
11° Notification d'une décision d'appel par défaut	40 —
12° Droit d'appel :	
1 % du montant des causes du jugement entrepris, avec minimum de.....	100 —
En matière indéterminée, droit fixe de.....	100 —
13° Vacation d'un expert commis par journée	300 —
14° Frais de transport d'un expert par journée	120 —

Tableau annexe.

CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C
Les tribus ou fractions formant les ressorts des tribunaux coutumiers désignés dans la présente colonne, continueront à ne payer aucun frais d'acte et de justice et à n'être pas soumises à l'obligation d'emploi du papier timbré pour les expéditions.	Les tribus ou fractions de tribus formant les ressorts des tribunaux coutumiers désignés dans la présente colonne, sont soumises au demi-tarif des frais d'acte de justice et à l'obligation d'emploi du papier timbré pour les expéditions.	Tribunaux coutumiers auprès desquels aucune dispense n'est accordée.
Néant.	Région de Meknès. Néant.	Tribunaux coutumiers de première instance : Aït Morrhad d'Assoul, Aït Morrhad d'Amellago, Aït Yazza, Aït Brahim de Bou-Ouzemou, Aït Haddidou de l'Isselatèn, de l'Amderhous, Aït Morrhad de Tamtatoucht, Aït Izdeg de Ksar-es-Souk, Aït Khalifa, Aït Atta d'Erfoud, Aït Izdeg de Rich, Aït Chrad Irhsane, Aït Izdeg du Moyen-M'Guir, Aït Atla du Marha, Aït Morrhad du Ferkla, Aït Yahia N'Kerdous, Aït Bou Meriem, Aït Belahçèn, Aït-Bou Ichchaouèn, Aït Aïssa, Aït Saïd, Aït Morrhad du Rheris, Aït Morrhad du Tadirhoust, Izdeg du Guir, Aït Mesroh, Aït Khebbache, Aït Morrhad d'Iferh, Aït Atta du Reg et de l'Hassia d'Alnif, Aït Atta de l'est.

ART. 3. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} avril 1949.

Fait à Rabat, le 23 rebia II 1368 (22 février 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 6 mars 1949 (5 Jomada I 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 15 juin 1935 (13 rebia I 1354) fixant les conditions d'attribution d'une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de douane et de transport.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 juin 1935 (13 rebia I 1354) fixant les conditions d'attribution d'une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de douane et de transport,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 15 juin 1935 (13 rebia I 1354) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — L'importation au Maroc d'animaux mâles des espèces bovine, ovine, porcine, caprine, chevaline et asine donne aux importateurs le droit de recevoir une prime d'importation pour les animaux reconnus par le service de l'élevage comme susceptibles d'améliorer les races locales. »

Fait à Rabat, le 5 Jomada I 1368 (6 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 Jomada I 1368) prescrivant les mesures à prendre contre le rouget du porc.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 juillet 1914 (19 chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, et les dahirs qui l'ont modifié et complété, notamment le dahir du 24 octobre 1927 (27 rebia II 1346) ;

Sur la proposition du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La sortie des animaux de l'espèce porcine hors des exploitations déclarées infectées de rouget est formellement interdite, si ce n'est à destination d'un abattoir surveillé ; dans ce cas, le transport est effectué dans un camion étanche.

ART. 2. — Les animaux destinés à l'abatage sont accompagnés d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire-inspecteur de la circonscription et indiquant le nombre, le signalement et les marques des animaux. Ce laissez-passer est retourné au vétérinaire-inspecteur par le vétérinaire chargé de l'inspection des viandes du lieu d'abatage dans les cinq jours qui ont suivi sa délivrance, avec l'attestation que les animaux ont été effectivement abattus.

ART. 3. — Les véhicules utilisés pour le transport des porcs hors des exploitations déclarées infectées, sont désinfectés sous la surveillance du service de l'élevage. Les porcheries sont également désinfectées avant la levée de la déclaration d'infection.

ART. 4. — La levée de la déclaration d'infection peut être accordée quarante jours seulement après la constatation du dernier cas de la maladie.

ART. 5. — Les vaccinations à partir de cultures tuées et l'emploi du sérum seul sont autorisés à titre préventif.

ART. 6. — La séro-vaccination avec un vaccin contenant des cultures vivantes ne peut être pratiquée qu'après autorisation du chef du service de l'élevage et uniquement dans les exploitations contaminées ou comprises dans un périmètre reconnu infecté. Le cheptel vacciné restera sous le coup d'un arrêté d'infection un mois au moins à partir de la date de la vaccination.

Un compte rendu indiquant la date de l'intervention et le nombre d'animaux vaccinés est adressé au chef du service de l'élevage.

ART. 7. — Lorsque le rouget prend un caractère épizootique, l'autorité locale interdit, par arrêté, la circulation des porcs, leur exposition ou leur mise en vente sur les marchés ou autres rassemblements d'animaux, dans le périmètre déclaré infecté.

ART. 8. — Le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 11 jourmada I 1368 (12 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution : —

Rabat, le 24 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (16 jourmada I 1368) portant création et suppression de valeurs fiduciaires postales.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 4 de l'acte annexe du 1^{er} décembre 1913 à la convention postale franco-marocaine du 1^{er} octobre 1913 ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 août 1917 (7 kaada 1335) créant, pour l'affranchissement des correspondances dans la zone française de l'Empire chérifien, des timbres-poste et des chiffres-taxes spéciaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} septembre 1947 (15 chaoual 1366) portant création de timbres-poste marocains ;

Vu l'arrêté viziriel du 12 juin 1948 (12 rejeb 1367) modifiant l'arrêté viziriel du 1^{er} septembre 1947 (15 chaoual 1366) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 janvier 1949 (1^{er} rebia II 1368) concernant l'exécution de la convention postale universelle du 5 juillet 1947 et du règlement y annexé ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 février 1949 (8 rebia II 1368) portant modification des tarifs postaux dans les régimes intérieur marocain, franco-marocain et intercolonial,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est créé, pour l'affranchissement des correspondances dans la zone française de l'Empire chérifien, le timbre-poste de 15 francs.

ART. 2. — Sont supprimés les timbres-poste de 30 centimes, 60 centimes, 4 francs et 6 francs.

ART. 3. — Les timbres-poste mentionnés à l'article 2 conserveront pouvoir d'affranchissement jusqu'à épuisement.

ART. 4. — Le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1368 (16 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat portant fixation d'un prélèvement sur le ciment de fabrication locale.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 février 1947 instituant une caisse de compensation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 25 août 1948 donnant délégation au directeur de la production industrielle et des mines pour la signature des arrêtés portant fixation des prélèvements pour les marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1948 portant fixation d'un prélèvement sur le ciment de fabrication locale ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} décembre 1948, la Société des chaux et ciments est assujettie à un prélèvement au profit de la caisse de compensation de deux mille quatre cents francs (2.400 fr.) par tonne de ciment produite et vendue par ses soins. Le produit de ce prélèvement est affecté à l'abaissement du prix du ciment importé et réparti dans les conditions prévues par l'arrêté du 15 janvier 1946 concernant l'importation de certaines marchandises en zone française du Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété.

ART. 2. — Le directeur de la production industrielle et des mines et le directeur de la caisse de compensation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ART. 3. — Est abrogé l'arrêté susvisé du 27 novembre 1948.

Rabat, le 23 mars 1949.

Pour le secrétaire général du Protectorat et par délégation,

Le directeur de la production industrielle et des mines,

A. POMMERIE.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le prix maximum des laits médicamenteux.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du 25 février 1948 fixant le prix maximum des laits médicamenteux, et l'arrêté du 4 octobre 1948 qui l'a complété ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} avril 1949, les prix maxima des laits médicamenteux sont fixés ainsi qu'il suit :

	Boîte de 500 grammes ou d'une livre anglaise	Boîte de 400 grammes	Boîte de 350 grammes	Boîte de 300 grammes
	Francs	Francs	Francs	Francs
Prix à grossiste	126	105	94,50	84
Prix à pharmacien	144	120	108	96
Prix à public	180	150	135	120

Frais d'approche à la charge du grossiste.

ART. 2. — Les stocks au 29 mars 1949 de laits médicamenteux, destinés à la revente et excédant globalement 20 boîtes (y compris, pour les destinataires, les stocks en cours de mouvement), feront l'objet, par leur détenteur, d'une déclaration spéciale, certifiée sincère, datée et signée de l'intéressé, remise ou adressée, le 29 mars 1949, au chef de la région (section économique).

Ces déclarations devront mentionner le nom et l'adresse du détenteur, ainsi que l'emplacement des stocks.

Tout stock en cours de mouvement le 29 mars 1949 fera l'objet d'une déclaration particulière par les soins de l'expéditeur et du destinataire.

Un état récapitulatif de ces déclarations sera transmis, par les régions, avant le 30 avril 1949, aux percepteurs chargés du recouvrement.

ART. 3. — Les détenteurs au 29 mars 1949 de laits médicamenteux, visés à l'article 2, verseront, sur l'avis des percepteurs agissant pour le compte de la caisse de compensation : 42 francs par boîte de 500 grammes ou d'une livre anglaise, 25 francs par boîte de 400 grammes, 24 fr. 5 par boîte de 350 grammes, 28 francs par boîte de 250 grammes.

Les destinataires de stocks en cours de transport à la date du 29 mars 1949, sont tenus au versement précité, dont ils devront se libérer dans les mêmes conditions.

ART. 4. — La vérification matérielle des déclarations souscrites et le contrôle des stocks existants seront effectués par les agents de la région (section économique) et du service des prix.

Afin de faciliter les opérations de vérification et de contrôle susvisées, toute vente ou expédition de laits médicamenteux est suspendue du 29 au 31 mars 1949 inclus. Le vente restera autorisée en pharmacie pendant cette période, sur présentation d'ordonnance médicale.

ART. 5. — Sont abrogés les arrêtés susvisés des 25 février et 4 octobre 1948.

Rabat, le 28 mars 1949.

JACQUES LUCIUS.

**Arrêté du secrétaire général du Protectorat
fixant les prix des laits condensés non médicamenteux.**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 mars 1944 donnant délégation au directeur des affaires économiques pour la signature des arrêtés portant fixation du prix des marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 avril 1944 donnant délégation au directeur des affaires économiques pour la signature des arrêtés portant fixation des prélèvements pour les marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 25 février 1948 fixant les prix des laits condensés non médicamenteux, et l'arrêté du 20 mars 1948 qui l'a complété ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} avril 1949, les prix des laits condensés non médicamenteux sont fixés, quelle qu'en soit la marque et l'origine, sur les bases suivantes :

1° Prix.

Cession importateur à grossiste :

Lait sucré :

71 fr. 25 la boîte de 400 grammes ;

56 fr. 25 la boîte de 335 grammes.

Lait non sucré :

53 fr. 25 la boîte.

Ces prix, qui résultent d'une péréquation, tiennent compte de la subvention accordée par la caisse de compensation. Dans l'éventualité où le prix de revient de certains contingents correspondrait à un prix de cession inférieur à celui susmentionné, l'importateur serait assujéti à verser à la caisse de compensation la différence entre le prix de vente basé sur le prix de revient réel et le prix de cession susmentionné.

2° Marges.

Grossistes : 1 fr. 25 par boîte de lait sucré ou non sucré ;

Détaillants : 2 fr. 50 par boîte de lait sucré ou non sucré.

Ces marges couvrent les frais de transport de place à l'intérieur du périmètre municipal de la localité du destinataire de la marchandise.

ART. 2. — Les stocks au 29 mars 1949 de laits condensés non médicamenteux, destinés à la revente, excédant globalement 48 boîtes (y compris, pour les destinataires, les quantités en cours de transport à cette date), feront l'objet par leur détenteur (importateur, grossiste et détaillant) d'une déclaration spéciale certifiée sincère, datée et signée de l'intéressé.

Ces déclarations seront adressées, le 29 mars 1949, aux régions (section économique). Elles devront mentionner le nom et l'adresse du détenteur ainsi que l'emplacement des stocks. Tout stock en cours de mouvement le 29 mars 1949 fera l'objet d'une déclaration particulière par les soins de l'expéditeur et du destinataire.

Un état récapitulatif de ces déclarations sera transmis par les régions, avant le 30 avril 1949, aux percepteurs chargés du recouvrement.

ART. 3. — Les détenteurs de stocks visés à l'article 2 verseront, sur l'avis des percepteurs chargés du recouvrement pour le compte de la caisse de compensation :

Pour le lait condensé sucré :

36 fr. 25 par boîte de 400 grammes ;

20 fr. 05 par boîte de 335 grammes.

Pour le lait condensé non sucré :

18 fr. 25 par boîte.

Les destinataires de stocks en cours de transport le 29 mars 1949 sont tenus au versement précité, dont ils devront se libérer dans les mêmes conditions.

ART. 4. — La vérification matérielle des déclarations souscrites et le contrôle des stocks existants seront effectués par les agents des sections économiques des régions et du service des prix.

Afin de faciliter les opérations de vérification et de contrôle susvisées, toute vente ou expédition de laits condensés sera suspendue du 29 au 31 mars 1949 inclus.

ART. 5. — Sont abrogés les arrêtés susvisés des 25 février et 20 mars 1948.

Rabat, le 28 mars 1949.

*Pour le secrétaire général du Protectorat
et par délégation,*

*Le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,*

SOULMAGNON.

**Arrêté du secrétaire général du Protectorat
rendant la liberté aux prix de certains produits.**

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 avril 1947 rendant la liberté aux prix à la production des conserves de petits pois de la campagne 1947 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 mai 1948 rendant la liberté au prix à la production du chocolat et des autres produits à base de cacao ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 8 juillet 1948 rendant la liberté au prix à la production des farines diététiques de fabrication locale ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Ne sont plus soumis à homologation les prix, à la production et aux différents stades de la distribution, des produits suivants de fabrication locale :

- Conserves de petits pois ;
- Chocolat et produits à base de cacao ;
- Farines diététiques.

ART. 2. — Sont abrogés les arrêtés susvisés des 17 avril 1947, 26 mai et 8 juillet 1948.

Rabat, le 28 mars 1949.

JACQUES LUCIUS.

**Arrêté du secrétaire général du Protectorat
relatif à l'utilisation de la carte de consommation
pendant le mois d'avril 1949.**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation du pays pour le temps de guerre, modifié par le dahir du 1^{er} mai 1939, et notamment en son article 2 bis ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 juillet 1940 relatif à l'établissement d'une carte de consommation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Durant le mois d'avril 1949, les coupons de la carte individuelle de consommation auront la valeur suivante :

Sucre.

0 à 12 mois : 1.500 grammes : coupon E, 1 à 12 (avril) de la feuille N 1 « maternel », « mixte », ou « artificiel ».

13 à 24 mois : 1.500 grammes : coupon E, 13 à 24 (avril) de la feuille N 2.

25 à 36 mois : 1.500 grammes : coupon E, 25 à 36 (avril) de la feuille B 3.

37 à 48 mois : 1.500 grammes : coupon E, 37 à 48 (avril) de la feuille B 4.

4 à 20 ans : 1.500 grammes : coupon 09 (avril) de la feuille G 5 pour 1.000 grammes et coupon 16 (avril) de la feuille S 4 (millésimes 1929 à 1945 inclus) pour 500 grammes.

20 à 70 ans : 1.000 grammes : coupon 09 (avril) de la feuille G 5.

Au-dessus de 70 ans : 1.500 grammes : coupon 09 (avril) de la feuille G 5 pour 1.000 grammes et coupon 20 (avril) de la feuille S 4 V pour 500 grammes.

Lait.

0 à 12 mois (allaitement mixte) : 8 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 1 à 3 (avril) de la feuille N 1 « mixte ».

0 à 3 mois (allaitement artificiel) : 15 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 1 à 3 (avril) de la feuille N 1 « artificiel ».

4 à 12 mois (allaitement mixte) : 9 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 4 à 12 (avril) de la feuille N 1 « mixte ».

4 à 12 mois (allaitement artificiel) : 18 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 4 à 12 (avril) de la feuille N 1 « artificiel ».

13 à 18 mois : 14 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 13 à 18 (avril) de la feuille N 2.

19 à 24 mois : 10 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 19 à 24 (avril) de la feuille N 2.

25 à 36 mois : 10 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 25 à 36 (avril) de la feuille B 3.

37 à 48 mois : 5 boîtes de lait concentré sucré : coupon C, 37 à 48 (avril) de la feuille B 4.

4 à 6 ans : 5 boîtes de lait concentré sucré : coupon 17 (avril) de la feuille S 4 (millésimes 1943 à 1945 inclus).

Au-dessus de 70 ans : 8 boîtes de lait concentré non sucré : coupon 21 (avril) de la feuille S 4 V.

Semoule.

3 à 12 mois : 500 grammes : coupon B, 3 à 12 (avril) de la feuille N 1.

13 à 24 mois : 500 grammes : coupon B, 13 à 24 (avril) de la feuille N 2.

25 à 36 mois : 500 grammes : coupon B, 25 à 36 (avril) de la feuille B 3.

37 à 48 mois : 500 grammes : coupon B, 37 à 48 (avril) de la feuille B 4.

4 à 10 ans : 500 grammes : coupon 18 (avril) de la feuille S 4 (millésimes 1939 à 1945 inclus).

Farine de force.

3 à 12 mois : 500 grammes : coupon H, 3 à 12 (avril) de la feuille N 1.

13 à 24 mois : 500 grammes : coupon H, 13 à 24 (avril) de la feuille N 2.

25 à 36 mois : 500 grammes : coupon H, 25 à 36 (avril) de la feuille B 3.

37 à 48 mois : 500 grammes : coupon H, 37 à 48 (avril) de la feuille B 4.

Pain.

Supplément accordé aux enfants et jeunes gens âgés de 10 à 20 ans : 100 grammes : coupon 15 de la feuille S 4 (millésimes 1929 à 1939 inclus). Ce ticket est valorisé pour les mois d'avril, mai et juin 1949.

Café.

Au-dessus de 4 ans : 250 grammes de café torréfié : coupon 07 (avril) de la feuille G 5.

Conserves de sardines.

25 à 36 mois : 3 boîtes : coupon N, 25 à 36 de la feuille B 3.

37 à 48 mois : 3 boîtes : coupon N, 37 à 48 de la feuille B 4.

Au-dessus de 4 ans : 3 boîtes : coupon 08 de la feuille G 5.

Vin.

10 litres pour les hommes au-dessus de 16 ans : tickets 13 et 14 (avril) de la feuille G 5.

5 litres pour les femmes au-dessus de 16 ans : ticket 13 (avril) de la feuille G 5.

5 litres pour les adolescents de 10 à 16 ans : ticket 13 (avril) de la feuille G 5.

Suppléments (travailleurs de force). — 5 litres contre remise d'un bon spécial émis par les autorités régionales.

Les coupons suivants sont laissés à la disposition des autorités locales, pour avril 1949, en particulier pour les distributions d'alcool, pétrole, etc. :

Coupons : M, V, X, Y, Z (avril) de la feuille N 1.

Coupons : O, P, R, S, V, X, Y, Z (avril) de la feuille N 2.

Coupons : P, R, S, V, X, Y, Z (avril) des feuilles B 3 à B 4.

Coupons : 01, 02, 03, 04 (avril) de la feuille G 5.

Coupons : 19 (avril) de la feuille S 4.

Coupons : 22, 23 (avril) de la feuille S 4 V.

ART. 2. — Les rations visées par cet arrêté ne pourront être servies par un commerçant que sur présentation de la carte individuelle à laquelle devront être rattachées les feuilles de coupons. Le commerçant aura lui-même à détacher les coupons de cette carte.

Les autorités locales feront connaître, s'il y a lieu, à la population, les dates exactes auxquelles les denrées ci-dessus seront mises en distribution.

Rabat, le 28 mars 1949.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales portant fixation du tarif des frais d'hospitalisation en matière d'accidents du travail.

LE DIRECTEUR DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail, tel qu'il a été modifié par le dahir du 21 mai 1943, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 14 octobre 1948 portant fixation du tarif des frais d'hospitalisation en matière d'accidents du travail ;

Sur la proposition du directeur de la santé publique et de la famille,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais d'hospitalisation des victimes d'accidents du travail sont fixés ainsi qu'il suit, par journée :

Hôpitaux civils « Jules-Colombani » de Casablanca, « Auvert » de Fès, hôpital civil de Marrakech, hôpital civil mixte de Port-Lyautey et section européenne de l'hôpital civil mixte d'Agadir : 630 francs ;

Annexes civiles des hôpitaux militaires de Rabat et de Meknès : 470 francs ;

Salles civiles des autres hôpitaux militaires et hôpitaux militaires annexes, sections européennes des hôpitaux et infirmeries mixtes de la santé publique : 430 francs ;

Hôpital « Jules-Mauran » à Casablanca, hôpital « Cocard » à Fès, hôpital « Mauchamp » à Marrakech, hôpital « Sidi-Sâïd » à Meknès, hôpital « Moulay-Youssef » à Rabat, hôpital « Georges-Bazin » à Ouezzane, hôpital « Yves-Machoire » à Port-Lyautey, hôpital « René-Darbas » à Taza, hôpital « Maurice-Loustau » à Oujda, hôpital « Chatinière » à Taroudannt, sections marocaines des hôpitaux et infirmeries mixtes et de l'hôpital civil d'Agadir : 400 francs ;

Autres formations sanitaires marocaines : 350 francs.

ART. 2. — Conformément aux prescriptions de l'article 5 du dahir susvisé du 25 juin 1927, les honoraires médicaux et chirurgicaux s'ajoutent, le cas échéant, aux frais d'hospitalisation prévus à l'article premier ci-dessus, pour les victimes autres que les Marocains.

Sont en outre dus pour toutes les catégories de victimes, les traitements spéciaux ci-après :

Pénicilline ou spécilline, l'ampoule de :

100.000 unités	90 francs
200.000 unités	150 —
500.000 unités	320 —

Spécilline « retard », l'ampoule de 200.000 unités
 220 — |

Streptomycine, le gramme
 400 — |

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté susvisé du 14 octobre 1948, prendra effet à compter du 1^{er} avril 1949.

Rabat, le 25 mars 1949.

R. MARGAT.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) complétant le dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) portant réorganisation des juridictions makhzen en matière civile et commerciale.

· LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu les dahirs du 4 août 1918 (26 chaoual 1336) réorganisant les juridictions makhzen ;

Vu le dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) portant réorganisation des juridictions makhzen en matière civile et commerciale ;

Vu le dahir du 8 octobre 1948 (4 hija 1367) portant création d'un tribunal de juge délégué dans la ville de Meknès,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Par complément aux dahirs susvisés du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) et du 8 octobre 1948 (4 hija 1367), il est créé un tribunal de pacha dans la ville de Meknès.

Fait à Rabat, le 22 rebia II 1368 (21 février 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) fixant la date de mise en application des dahirs du 8 octobre 1948 (4 hija 1367) et du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) complétant le dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) portant réorganisation des juridictions makhzen en matière civile et commerciale.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363) portant réorganisation des juridictions makhzen en matière civile et commerciale ;

Vu les dahirs du 8 octobre 1948 (4 hija 1367) et du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) complétant le dahir précité,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des dahirs du 8 octobre 1948 (4 hija 1367) et du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) complétant le dahir susvisé du 28 novembre 1944 (12 hija 1363), seront applicables à partir du 1^{er} avril 1949.

ART. 2. — Toutefois, à titre transitoire, les appels des décisions déjà rendues par le tribunal du pacha de Meknès à la date du 31 mars 1949 inclusivement, seront soumis à l'examen du Haut tribunal chérifien, même s'ils échappent désormais à la compétence de cette juridiction d'appel, en application des dahirs susvisés.

ART. 3. — Les affaires rentrant dans la compétence du juge délégué, telle qu'elle est fixée par l'article 5 du dahir du 28 novembre 1944 (12 hija 1363), et dont le tribunal du pacha de Meknès se trouvera saisi à la date du 31 mars 1949 inclusivement, seront enrôlées au greffe du tribunal du juge délégué de Meknès pour être jugées par cette juridiction.

Fait à Rabat, le 23 rebia II 1368 (22 février 1949).

MOHAMED EL MOKRI,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Dahir du 5 mars 1949 (4 jourmada I 1368) modifiant le dahir du 22 janvier 1920 (1^{er} jourmada I 1338) créant un comité consultatif des courses du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 22 janvier 1920 (1^{er} jourmada I 1338) créant un comité consultatif des courses du Maroc, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 30 mars 1936 (6 moharrem 1355),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du dahir susvisé du 22 janvier 1920 (1^{er} jourmada I 1338), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Ce comité est présidé par le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, ou son représentant.

« Il comprend les membres suivants :

« Le délégué de S. E. le Grand Vizir à l'agriculture, au commerce et aux forêts ;

« Le chef du service de l'élevage ;

« Le directeur du service vétérinaire et des remontes des troupeaux du Maroc ;

« Les présidents des sociétés de courses du Maroc ;

« Trois membres désignés par l'Association des propriétaires de chevaux de course et trois membres désignés par le Syndicat d'élevage du cheval de pur sang anglais au Maroc.

« Ce comité désigne chaque année, lors de sa première réunion, un secrétaire-trésorier qui aura pouvoir d'encaisser les sommes allouées audit comité. »

ART. 2. — Le dahir susvisé du 30 mars 1936 (6 moharrem 1355) est abrogé.

Fait à Rabat, le 4 jourmada I 1368 (5 mars 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Dahir du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) relatif à l'organisation municipale de Fès.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est abrogé le dahir du 23 mars 1944 (27 rebia I 1363) suspendant provisoirement l'application du dahir du 2 septembre 1912 (20 ramadan 1330) dotant la ville de Fès d'une commission municipale marocaine.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1368 (30 mars 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) relatif à l'organisation municipale de Fès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} avril 1949 (2 jourmada II 1368) relatif à l'organisation municipale de Fès,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté viziriel du 23 mars 1944 (27 rebia I 1363) relatif à l'organisation municipale de Fès, est abrogé.

ART. 2. — Est remis en vigueur l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) relatif à l'organisation municipale de Fès.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1368 (30 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Nomination des membres de la commission municipale de Fès.

Par arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368), ont été nommés membres de la commission municipale française de Fès, à compter du 11 avril 1949 :

MM. Bertin Laurent, agriculteur ;
Boch Charles, industriel ;
Fernandez Edmond, avocat ;
Guinaudeau Paul, docteur en médecine ;
Haslây Raymond, expert-comptable ;
Hourdille Jean, entrepreneur ;
Igert Robert, inspecteur d'assurances ;
Jacob Joseph, avocat ;
Kaïd Hammoud Mohamed ben Omar, avocat ;
Michel Roger, agent du Tanger-Fès ;
Richard Eugène, industriel ;
Ronda Pierre, ouvrier.

Nomination des membres des commissions municipales d'Ouezzane, Port-Lyautey, Rabat, Salé, Azemmour, Casablanca, Fedala, Mazagan, Serrat, Sefrou, Taza, Marrakech, Mogador, Safi, Meknès, Ifrane, Oujda et Agadir.

Par arrêtés viziriels du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368), ont été nommés membres des commissions municipales, à compter du 11 avril 1949, les personnes dont les noms suivent :

I. — RÉGION DE RABAT.

Ouezzane.

Membres français (3) :

MM. Boilleau Léon, hôtelier ;
Comte Pierre, entrepreneur de travaux publics ;
Mattéi Louis, entrepreneur de transports ;

Membres musulmans (6) :

MM. Abdeslem ben Moulay Ahmed, naqib des chorfas ;
Ahmed ben Mohamed el Hadri, commerçant ;
Brahim ben Moulay Ali, propriétaire ;
Hadj Mohamed ben Boussehham, commerçant ;
Mohamed ben Sellam Lousgani, commerçant ;
Thami ben Bachir, commerçant ;

Membre israélite (1) :

M. El Hadad Mayer, employé à la C.T.M.

Port-Lyautey.

Membres français (14) :

MM. Benayoun Jacob, céréaliste ;
Bernède Gaston, commerçant ;
Bêteille Léon, exportateur ;

MM. Cannac Auguste, agent d'affaires ;
Castellano Albert, pharmacien ;
Chamboredon Raoul, commerçant ;
Chapus Gabriel, agent d'assurances ;
Gervais Abel, directeur de sociétés ;
Guillemot Jean, maraîcher ;
Lays Paul, industriel ;
Malevergne René, commerçant ;
Pollet André, commerçant ;
Roux Gaston, chef-comptable ;
Sales Jacques, avocat ;

Membres musulmans (8) :

MM. Hadj Miloud ben Mohamed Serghini, tanneur ;
Hadj Mohamed ben Abdelaziz Tazi, commerçant ;
Hadj Mohamed ben Mohamed Zizi, commerçant ;
Larbi ben Hadj Omar ben Allal Djerrari, céréaliste ;
Lyazid ben Ali Soussi, commerçant ;
Mohamed ben Mefeddel Benzakour, commerçant ;
Mohamed Zeroual Bennani, commerçant ;
Moulay Larbi ben Ali Djilali el Alaoui, commerçant ;

Membre israélite (1) :

M. Amar Messod, négociant.

Rabat.

Membres français (18) :

MM. Boyer Raoul, négociant en vins ;
Brulé François, directeur de sociétés ;
Casanova Jean, commerçant ;
Cruiziat André, directeur de France-Auto ;
Cudél Robert, officier en retraite ;
Dufourcq-Brana Émile, radio-électricien ;
Felzinger Alfred, pharmacien ;
Lacour Marcel, avocat ;
Laoust Émile, retraité ;
Lesbats Emmanuel, chirurgien dentiste ;
M^{me} Maillot Simone, sans profession ;
MM. Martineu Jean, employé à la Banque d'État ;
Michaud Paul, architecte ;
M^{me} Michel, née Lauriat Henriette, docteur en médecine ;
MM. Monjanel Jean, agriculteur ;
Pauty Pierre, docteur en médecine ;
Servetto Lucien, comptable ;
Zennou Mardoché, employé ;

Membres musulmans (14) :

MM. Abdelkrim ben Abdallah, commerçant ;
Abderrazak Souissi, propriétaire ;
Ben Aïssa Raïssi, commerçant ;
Driss el Medkouri, commerçant ;
Allal Karakchou, commerçant ;
Hadj Abdelouahab Achour, chevillard ;
Hadj Abdesslem Ghennan, propriétaire ;
Hadj Abdesslem Guedira, tanneur ;
Hadj Ahmed Frej, propriétaire ;
Hadj el Mekki el Kadiri, propriétaire ;
Hadj Mohamed Debbi, commerçant ;
Hadj Mohamed Zebdi, commerçant ;
M'Hamed ben el Hadj Bouhelal, commerçant ;
Mustapha Britel, commerçant ;

Membres israélites (4) :

MM. Amzallag Albert, agent d'affaires ;
Berdugo Joseph, garagiste ;
Elkaïm Isaac, commerçant ;
Ghana Jack, entrepreneur de transports publics.

Salé.

Membres français (4) :

MM. Exbrayat Félix, comptable ;
Laloy Georges, propriétaire ;
Pierret Maurice, hôtelier ;
Sburlati Simon, entrepreneur ;

Membres musulmans (8) :

MM. Abdallah ben Abdelladi Zniber, commerçant ;
Driss ben Ahmed Aouad, commerçant ;
El Hadj Abdallah ben Mohamed Hassar, propriétaire ;
Hadj Abdallah ben Mohamed Zouaoui, propriétaire ;
Larbi ben Abdallah ben Saïd, propriétaire ;
Larbi Nejjar, colon ;
Larabi ben Abdallah Aouad, adel ;
Mehdi ben Mohamed ben Abdelladi Zniber, propriétaire ;

Membres israélites (2) :

MM. Benaudis Meyer, commerçant ;
Bension Hayot, commerçant.

II. — RÉGION DE CASABLANCA.

Azemmour.

Membre français (1) :

M. Quère Marcel, hôtelier ;

Membres musulmans (6) :

MM. Abdelouahab ben Hadj Moktar, commerçant ;
Bouchaïb ben Abdesslem Khay, commerçant ;
Hadj Mohamed ben Hassoun, propriétaire ;
Hadj Mohamed Bouaïm, commerçant ;
Mohamed ben Larbi Zemmouri, commerçant ;
Mohamed Sbiti, propriétaire ;

Membres israélites (2) :

MM. Abichid Meyer, commerçant ;
Abisoror David, commerçant.

Casablanca.

Membres français (28) :

MM. Berger Vincent, ingénieur des mines ;
Bonan Joseph, avocat ;
Bonnat Georges, entrepreneur de travaux publics ;
Bourrin Fleury, comptable à l'É.É.M. ;
Cormier Alexandre, architecte ;
Croze Henri, administrateur de sociétés ;
Daveluy Victor, retraité ;
Duchâteau Jean-Guy, agent général d'assurances ;
Dumat Louis, administrateur de sociétés ;
Fyraud Émile, directeur de la *Vigie marocaine* ;
Fleurant Louis, architecte ;
Fournier Henri, docteur en médecine ;
Garçon Jacques, conservateur ;
Gorrias Michel, employé à l'O.C.P. ;
Gouin Édouard, industriel ;
Grenon-Andrieu Émile, assureur maritime ;
Grévin Jacques, docteur en médecine ;
Grillot Auguste, directeur de banque ;
Lafuente Guy, avocat ;
Lebastard Ernest, comptable ;
Marazzani Émile, administrateur de sociétés ;
Oleggini François, colon-maraîcher ;
Paoletti François, directeur de la Compagnie générale transatlantique ;
Richard Paul, administrateur de sociétés ;
Restany Paul, directeur de la Compagnie marocaine ;
Reveillaud Pierre, avocat ;
Rolland Eugène, avocat ;
Sièrre Auguste, administrateur de sociétés ;

Membres musulmans (12) :

MM. Abdeslem ben Bouchaïb ben Bark, propriétaire ;
Abdelkrim Bouhalal, commerçant ;
Ahmed ben Hammadi, contremaître ;
Ali ben Ahmed Soussi, commerçant ;
El Hadj Abderrahman Benjelloun, commerçant ;
El Hocine Tahiri, courtier ;
Hadj Abdelaziz Sebti, commerçant ;
Hadj Ahmed ben Hadj Mejdoub Zarrouk, avocat ;
Hadj Mokhtar ben Abdeslam, propriétaire ;
Mohamed ben Abderrahman Zemmouri, propriétaire ;
Mohamed ben el Fquih Ahmed Tazi, commerçant ;
Mohamed ben Omar Hajjoui, commerçant ;

Membres israélites (4) :

- MM. Cohen Mardokhaï J., administrateur de sociétés ;
Abenmoha Mardochée, commerçant ;
Lasry Chaloun, interprète assermenté ;
Nahou Sam, agriculteur.

Fedala.

Membres français (4) :

- MM. Baélen Maurice, retraité ;
Duchemin Charles, directeur de sociétés ;
Hoffèle Marie-Joseph, commerçant ;
Péraire Jean, administrateur de sociétés ;

Membres musulmans (2) :

- MM. El Mir ben el Hadj el Ghazi, commerçant ;
Mohamed ben Boujema Jerrari, commerçant ;

Membre israélite (1) :

- M. Chaloun ben David Youssef, commerçant.

Mazagan.

Membres français (6) :

- MM. Dupré Raymond, agriculteur ;
Gimenez François, quincaillier ;
Nichols Jean, employé ;
Planas Henri, retraité ;
Rivault Marcel, retraité ;
Scoffoni Luc, retraité ;

Membres musulmans (6) :

- MM. Ahimed bel Hadj Mohamed ben Driss, agent d'affaires ;
Hadj Ahmed ben Ali Boumelha, agriculteur ;
Hadj Zouine ben Dacha, propriétaire ;
Mohamed bel Hadj Hamed Lahlali, commerçant ;
Moulay el Hadj Saïd ben Cherqui, commerçant ;
Moussa bel Hadj Abdallah, dit « Moussa ould Fakir », carrossier-transporteur ;

Membres israélites (2) :

- MM. Amiel Salomon, commerçant ;
Bensimon Salomon, comptable.

Settat.

Membres français (4) :

- MM. Assier Mirabeau, entrepreneur ;
Cazemajou Jean, ingénieur ;
Lloret Philippe, agriculteur ;
Magnin Charles-René, géomètre-architecte ;

Membres musulmans (6) :

- MM. Abdesselam ben Mohamed ben Larbi Bourgila, commerçant ;
Ahmed ben Salah, commerçant ;
Brahim ben Belkacem, commerçant ;
Hadj Abderrahman ben el Hadj Layachi Skirej, commerçant ;
Hadj Mohamed ben Taleb ben Djelloun, commerçant ;
Mohamed ben el Hadj Mohamed ben Badaoui Berrada, agent de la C.T.M. ;

Membres israélites (2) :

- MM. Amar Messim, agent d'assurances ;
Sibony Isaac, céréaliste.

III. — RÉGION DE FÈS.

Sefrou.

Membres français (2) :

- MM. Dhiser Pierre, cafetier ;
Moiroud Victor, colon ;

Membres musulmans (8) :

- MM. Hadj Boubekeur bel Hadj Larbi Bouchareb, commerçant ;
M'Hamed ben Bennaceur Bouchama, propriétaire ;
Mohamed bel Abbès, commerçant ;
Mohamed ben Cherif, commerçant ;
Mohamed ben Mektar Hammamouch, commerçant ;
Moulay Abdesslem ben Larbi Adlouni, commerçant ;
Moulay Hafid ben Abderrahman, cultivateur ;
Moulay Seddiq ben el Abid, commerçant ;

Membres israélites (4) :

- MM. Botbol Isaac, éleveur ;
Harroch Abraham ben David, commerçant ;
Houta Salomon Haim, commerçant ;
Zini Amrani, commerçant.

Taza.

Membres français (8) :

- MM. Besson Marcel, transporteur ;
Coulais Marcel, hôtelier ;
Jacquenod Joseph, agent des C.F.M. ;
Maurel Antoine, agent d'affaires ;
Mohring Francis, industriel ;
Montesinos Roger, cafetier ;
Ségura Pascal, propriétaire ;
Vieuilq Louis, officier en retraite ;

Membres musulmans (8) :

- MM. Abdelghani ben Abdellaziz Bennani, commerçant ;
Hadj Mohammed ben Abdellaziz Bennani, commerçant ;
Hadj Mohamed Bouarraki, commerçant ;
Hadj Taïeb ben Ahmed Karmouni, commerçant ;
Lahrache Si Mohamed, commerçant ;
M'Hammed ben Mohamed ben Lahbib Zerhouni, entrepreneur ;
Mohamed Mehdi, industriel ;
Mohamed Tazi, épicier ;

Membre israélite (1) :

- M. Marciano Aaron, épicier.

IV. — RÉGION DE MARRAKECH.

Marrakech.

Membres français (12) :

- MM. Berti Paul, entrepreneur de transports ;
Faure Maurice, distillateur ;
Garnier Jean, entrepreneur de travaux publics ;
Gui Charles-Gérard, avocat ;
Laucalul Georges, carrossier ;
Maheu René, cafetier ;
Merme Ferdinand, agriculteur ;
Miaudet Maurice, employé de commerce ;
Michelot Pierre, officier en retraite ;
Modot Henri, chirurgien ;
Moitier Albert, entrepreneur de transports ;
Thiriart Abel, libraire ;

Membres musulmans (12) :

- MM. Abbès ben Mohamed Bouziane, commerçant ;
Ahmed ben Hadj Abdesslem el Khomsi, commerçant ;
Hadj Mohamed ben Hadj Mohamed ben Thami, commerçant ;
Hadj Mohamed ben Larbi Debbagh, tanneur ;
Kacem ben Hadj el Khadir, commerçant ;
M'Hamed ben Hadj Omar ben Ider, agriculteur ;
Mohamed ben Abbès ben Thami, commerçant ;
Mohamed ben Mohamed ben Aomar Ouarzazi, commerçant ;
Mohamed Lamir ben Mahjoub Slaï, commerçant ;
Mohamed ould Hadj Lachmi, agriculteur ;
Moulay Ahmed ben Moulay Abdallah Slitin, propriétaire ;
Tahar ben Mohamed Khal el Ayoun, propriétaire ;

Membres israélites (4) :

- MM. Corcos Jacob, commerçant ;
Dray Judah, commerçant ;
Hadida David, commerçant ;
Mimram David, commerçant.

Mogador.

Membres français (6) :

- MM. Alexandre Mathieu, négociant ;
Carel Jean, industriel ;
Maurin Claude, industriel ;
Mendiberry Gaston, entreposeur de la Régie des tabacs ;
Robreau Émile, gérant du Dar-el-Askri ;
Sandillon Henri, industriel ;

Membres musulmans (6) :

- MM. Brahim ben Larbi ben Larbi, commerçant ;
Maalem Allal ben Ahmed ben Mohamed, artisan ;
Mahi Kettani, commerçant ;
Mohamed ben Ahmed « Chiadmi », commerçant ;
Mohamed ben Ali el Gadiri, commerçant ;
Mohamed ould Bouya, propriétaire ;

Membres israélites (3) :

- MM. Bensmihen Joseph, entrepreneur de travaux publics ;
Bohbot Joseph, agent maritime ;
Rosilio Messod, commerçant.

Safi.

Membres français (6) :

- MM. Codaccioni Louis, industriel ;
Daburon Camille, commerçant ;
Dedieu René, agent immobilier ;
Girard Edmond, agent de l'O.C.P. ;
Maurras Ernest, agent des C.F.M. ;
Métenier Paul, docteur en médecine ;

Membres musulmans (6) :

- MM. Allal ben Hida, commerçant ;
Ghali ben Hima, commerçant ;
Hadj Mohamed Abid, industriel ;
Hadj Mohamed ben Abdelkhaleq, commerçant ;
Mohamed ben Larbi el Ouezzani, propriétaire ;
Mohamed Serghini, commerçant ;

Membres israélites (2) :

- MM. Hazan Jean, industriel ;
Lévy Nessim, céraliste.

V. — RÉGION DE MEKNÈS.

Meknès.

Membres français (17) :

- MM. Andrieux Christian, agriculteur ;
Audit Maurice, directeur de banque ;
Carbuccia Joseph, avocat ;
de Combarieu Paul, agriculteur ;
Digard Emile, entrepreneur de travaux publics ;
Dimier-Vallet Raymond, directeur de sociétés ;
Dominici Jean, directeur de sociétés ;
Durel Paul, agent du Tanger-Fès ;
Guglielmi François, docteur en médecine ;
Hilaire Léon, industriel ;
Legeleux René, pharmacien ;
Martin Jean-Charles, retraité ;
Pagnon Emile, agriculteur ;
Rivière-Laborde Paul, agent du Tanger-Fès ;
Sauvaire Charles, directeur de banque ;
Secret André, architecte ;
Watrigan Louis, agriculteur ;

Membres musulmans (11) :

- MM. Ahmed ben Mhammed ben Chemsî, industriel ;
Hadj Mohamed bel Khadir Skalli, commerçant ;
Hadj Hamid ben Abdeljlil, commerçant ;
Hadj Larbi ben Abdejellil, commerçant ;
Hammadi ben Chaïb, transporteur ;
Mohamed bel Mahdi Tahri, agriculteur ;
Mohamed ben Driss el Aoud, propriétaire ;
Mohamed ben Hassan Amor, commerçant ;
Mohamed ben Salem ben Chemsî, dessinateur-géomètre ;
Moulay Abderrahmane ben Mohamed ben Hachem el Alaoui, propriétaire ;
Moulay Hafid ben Lahcèn el Alaoui, transporteur ;

Membres israélites (4) :

- MM. Berdugo Joseph, négociant ;
El Krief Yamin, commerçant ;
Mrejen Joseph, négociant ;
Tolédano Daniel, commerçant.

Ifrane.

Membres français (6) :

- MM. Baumann André, comptable ;
Buckwell André, comptable ;
Guichard Robert, architecte ;
Lachanaud Albert, mécanicien motoriste ;
Marolleau Victor, hôtelier ;
Moret Raymond, employé à l'E.E.M. ;

Membres musulmans (3) :

- MM. Lahoucine ben Larbi, boucher ;
Moha ben Smail, commerçant ;
Moulay Abdeselem ben Lahcèn, commerçant.

VI. — RÉGION D'OUJDA.

Oujda.

Membres français (16) :

- MM. Boule Francis, architecte ;
Corbeloni Maurice, administrateur de sociétés ;
Degand Paul, retraité ;
Dreveton Marcel, commerçant ;
Greffulhe Alexandre, vétérinaire ;
Haddam Mokhtar ould Ghaouti, docteur en médecine ;
Hadj Housti Mohamed Boucif, agent de la C.T.M. ;
Langlois André, employé de banque ;
Legier Pierre, directeur de sociétés ;
Meyer Martial, directeur de sociétés ;
Prat-Espouey Armand, avocat ;
Peyre Emile, docteur en médecine ;
Rigailh Hippolyte, dessinateur ;
Sarrailh Maurice, avocat ;
Touboul Albert, agriculteur ;
Wellinger Charles, directeur de banque ;

Membres musulmans (8) :

- MM. Abdallah ben Hamed ben Mohamed « Ben Taj », commerçant ;
Abdelkader ben Si Mohamed Berrissoul, commerçant ;
Ahmed ben Abdelqader bel Hachemi Berroukech, commerçant ;
Mohamed ben Cherif ben Yacoub, commerçant ;
Mohamed ben el Haj Abdelkader ben el Guendouz, commerçant ;
Mohamed ben Hamed Zemmama, commerçant ;
Mohamed ben Larbi el Hassani, commerçant ;
Mohamed ben Moktar bel Mehdi, commerçant ;

Membres israélites (2) :

- MM. Dray Haim, commerçant ;
Obadia Moïse, commerçant.

VII. — RÉGION D'AGADIR.

Agadir.

Membres français (6) :

- MM. Barutel Fernand, administrateur de sociétés ;
Breton Henri, armateur ;
Duverdièr Henri, horloger ;
Evesque Gustave, ingénieur ;
Romand Richard, inspecteur-entrepôseur des tabacs ;
Setout Léon, directeur de sociétés ;

Membres musulmans (5) :

- MM. Ahmed ben Mohamed Laouriri, entrepreneur ;
Aomar Mesguini, administrateur de sociétés ;
Brahim ou Lhassèn Tamri, commerçant ;
Mohamed ou Lahoucine Amjoub, dit « Largo », patron pêcheur ;
Moulay Chaffai, propriétaire ;

Membre israélite (1) :

- M. Moryoussef David, cimentier.

Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 3 février 1944 relatif à l'organisation du centre cinématographique marocain.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 8 janvier 1944 créant le centre cinématographique marocain ;

Vu l'arrêté résidentiel du 3 février 1944 relatif à l'organisation du centre cinématographique marocain, tel qu'il a été modifié par l'arrêté résidentiel du 27 septembre 1947,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 de l'arrêté résidentiel susvisé du 3 février 1944 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Il est perçu, au profit du centre cinématographique marocain, une redevance de 3 % sur les recettes brutes des établissements cinématographiques dans les villes érigées en municipalités et de 2 % dans les autres centres. »

Rabat, le 5 mars 1949.

A. JUIN.

Cautionnements.

Aux termes d'un arrêté du secrétaire général du Protectorat du 16 mars 1949, la Société nouvelle de la Compagnie algérienne de crédit et de banque, société anonyme au capital de 750 millions de francs, dont le siège social est à Paris, 50, rue d'Anjou, a été autorisée, au lieu et place de la Compagnie algérienne à laquelle elle se substitue, à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et des adjudicataires des marchés de l'État marocain et des municipalités en ce qui concerne le cautionnement provisoire, le cautionnement définitif et la retenue de garantie, dans les conditions prévues par la circulaire du 16 juin 1930.

Echange immobilier entre la ville de Casablanca et M. Foucherot.

Par arrêté du directeur de l'intérieur du 28 mars 1949, a été approuvée la délibération de la commission municipale de la ville de Casablanca, en date du 2 septembre 1948, autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville et M. Foucherot, dont le détail est donné ci-dessous :

1° Cession par la ville de Casablanca d'une parcelle de terrain d'une superficie de neuf mètres carrés (9 mq.) environ, sise à l'angle du boulevard des Crêtes et de la route de Mediouna, pour être fusionnée au T. F. n° 1758 C. ;

2° Cession par M. Foucherot d'une parcelle de terrain d'une superficie de neuf mètres carrés (9 mq.) environ, située en bordure de la route de Mediouna, à distraire du T. F. n° 1758 C., propriété dite « Ain Seck », en vue de son incorporation au domaine public municipal.

Arrêté du directeur des travaux publics modifiant certaines taxes applicables dans le port de Casablanca.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêtés, les taxes portuaires, après avis conforme du directeur des finances ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics du 8 juin 1948 ayant modifié certaines taxes portuaires applicables à Casablanca ;

La chambre de commerce et d'industrie de Casablanca entendue ;
Après avis conforme du directeur des finances ;
Sur la proposition du directeur du port de Casablanca,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la mise en vigueur du présent arrêté, telle qu'elle résulte de l'application de l'article 4 ci-après, les taxes énumérées à l'article 2 du présent arrêté et perçues dans le port de Casablanca, soit par l'administration, soit par la Manutention marocaine, société gérante de l'aconage et du magasinage, sont modifiées suivant les tarifs ci-après.

Les conditions et modalités diverses de perception de ces taxes restent celles qui ont été fixées par les différents textes les ayant instituées ou modifiées.

Nouveaux tarifs.

ART. 2. — Les nouveaux tarifs susvisés sont les suivants :

1° AIDE DE REMORQUEURS DANS LE PORT.

Mouvements de navires. — Tarifs horaires par remorqueur :

Pour la première demi-heure 2.350 fr.
Pour chaque demi-heure au delà 1.380

Mouvements d'engins de servitude, chalands, etc. — Tarifs « au mouvement » :

Dans le port, par mouvement et par remorqueur 1.180 fr.
Dans l'avant-port, par mouvement et par remorqueur. 1.800

2° ACONAGE PAR ALLÈGES, CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT DES NAVIRES ACCOSTÉS A QUAI, TRANSBORDEMENT DE NAVIRE A NAVIRE, TRANSPORTS ENTRE LES QUAIS, MAGASINS, HANGARS, DÉPÔTS, ANNEXES, TERRE-PLEINS D'USAGE PUBLIC.

A. — Tarifs généraux.

Marchandises ordinaires taxées au poids (et en colis d'un poids unitaire ne dépassant pas 10 tonnes) :

Marchandises de 1 ^{re} catégorie :	La tonne
Débarquement	340 fr.
Embarquement	320

Marchandises de 2 ^o catégorie :	
Débarquement	280
Embarquement	280

Marchandises de 3 ^o catégorie :	
Débarquement	245
Embarquement	235

Marchandises de 4 ^o catégorie :	
Débarquement	200
Embarquement	200

Marchandises ordinaires. — Colis lourds (d'un poids unitaire supérieur à 10 tonnes) :

Débarquement ou embarquement :	
Colis d'un poids unitaire dépassant 10 tonnes, jusqu'à 15 tonnes, par tonne	1.340 fr.
Colis d'un poids unitaire dépassant 15 tonnes, jusqu'à 150 tonnes, par tonne	1.780

Marchandises ordinaires. — Articles taxés à l'unité :

Débarquement ou embarquement :	L'unité
Piano	660 fr.
Brouette	23
Bicyclette	40
Motocyclette	108
Cercueil	660
Wagonnet	270
Voiture non automobile, araba, charrette, embarcation, camion non automobile, d'un poids ne dépassant pas 500 kilos	560
Et par 100 kilos au-dessus de 500 kilos, jusqu'à 10 tonnes	84

	L'unité
Voiture automobile de tourisme ou autocar d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	2.000 fr.
Si la voiture est immatriculée au Maroc	1.060
Et par 100 kilos au-dessus de 1.000 kilos, jusqu'à 10 tonnes	84
Locomotive, wagon, remorque d'auto, camion automobile, camionnette, tracteur, rouleau compresseur d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	1.530
Et par 100 kilos au-dessus de 1.000 kilos, jusqu'à 10 tonnes	84
Cadre à marchandises plein, ne nécessitant pas l'intervention d'élingues, d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	520
Et par 100 kilos au-dessus, jusqu'à 10 tonnes	60
Marchandises dangereuses et inflammables (hydrocarbures et combustibles liquides sous emballage; matières dangereuses énumérées par le dahir du 2 mars 1938) : embarquement ou débarquement, la tonne.	390
Animaux vivants sur pieds :	
A l'embarquement ou au débarquement :	Par tête
Cheval, mulet, chameau (en box)	280 fr.
Cheval, mulet, chameau (sans box)	215
Bœuf, taureau (en box)	245
Bœuf, taureau (sans box)	118
Veau, âne (sans box)	35
Porc (sans box)	32
Mouton, chèvre (sans box)	13
Embarquement par passerelles :	
Porc	17
Mouton, chèvre	6
Matières précieuses d'or, d'argent, de platine, bijoux :	
A l'embarquement ou au débarquement :	
a) Taxe fixe :	
Colis de 0 à 20 kilos, l'unité	45 fr.
— de 21 à 50 kilos, l'unité	75
— de 51 à 100 kilos, l'unité	95
Par 100 kilos ou fraction de 100 kilos au-dessus de 100 kilos	45
b) Taxe ad valorem :	
Par 1.000 francs sur valeur reconnue en douane	8
Majoration des taxes pour les opérations effectuées à bord des navires en dehors des heures normales :	
Le minimum de ces majorations est porté à 1.500 francs par main desservie ou demandée et par heure demandée.	
B. — Tarifs spéciaux.	
Tarif spécial n° 1 :	
a) Débarquement :	
Sucre raffiné en sacs de 70 à 100 kilos et par lots de 50 tonnes au moins, la tonne	305 fr.
Essence de pétrole et pétrole, en fûts ou en caisses, d'un poids minimum de 30 kilos :	
Par lots de 20 à 100 tonnes, la tonne	365
Par lots d'un poids supérieur à 100 tonnes, la tonne ..	360
Alcool en fûts :	
Par lots de 20 à 50 tonnes, la tonne	365
Par lots d'un poids supérieur à 50 tonnes, la tonne ..	360
b) Embarquement :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie :	
En sacs d'un poids unitaire de 80 kilos au moins ou en fûts d'un poids unitaire de 100 à 250 kilos, par lots de 20 tonnes au minimum, la tonne	305

Marchandises ordinaires de 2 ^e catégorie :	
En sacs ou en fûts dans les mêmes conditions que ci-dessus, par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne.	265 fr.
Marchandises ordinaires de 3 ^e catégorie :	
En sacs ou en fûts dans les mêmes conditions que ci-dessus, par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne.	235
<i>Tarif spécial n° 2 :</i>	
Lièges bruts :	
A l'embarquement :	
Par lots de 200 tonnes au minimum, la tonne	215 fr.
<i>Tarif spécial n° 3 :</i>	
Produits pétroliers noirs, huiles minérales de combustion et similaires, sous emballages :	
Au débarquement et à l'embarquement :	
Par lots de 20 tonnes au minimum, la tonne	305
<i>Tarif spécial n° 4 :</i>	
Chaux et ciment d'origine locale :	
A l'embarquement :	
Marchandise livrée sur quai par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne	187 fr.
Marchandise livrée sur wagons V.N. par lots de 100 tonnes au minimum, la tonne	180
<i>Tarif spécial n° 5 :</i>	
Pavés et bordures de trottoirs :	
A l'embarquement :	
Marchandises livrées sur quai par lots de 200 tonnes au minimum, la tonne	215 fr.
<i>Tarif spécial n° 6 :</i>	
Pyrites de fer, cendres de pyrites, superphosphates (tarifs du môle du Commerce) :	
a) Au débarquement :	
Pyrites par bateaux complets à quai, déchargement direct sur quai ou sur wagons, la tonne	180 fr.
b) A l'embarquement :	
Cendres de pyrites, minerais divers, superphosphates, par lots de 100 tonnes au minimum, livrés sur wagons V.N., la tonne	180
<i>Tarif spécial n° 8 :</i>	
Sucre raffiné d'origine locale :	
A l'embarquement :	
Par lots de 25 tonnes au minimum, la tonne	230
<i>Tarif spécial n° 9 :</i>	
Sucre brut en sacs :	
Au débarquement :	
Par lots de 100 tonnes au minimum, avec mise directe sur wagons ou camions du destinataire, la tonne	245 fr.
<i>Tarif spécial n° 10 :</i>	
Charbons (houille, coke, anthracite, agglomérés, etc.), tarifs du môle du Commerce :	
Au débarquement :	
De 1 à 100 tonne, la tonne	230 fr.
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	230
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	200
Prix moyen maximum pour les lots de 250 tonnes et au-dessus, la tonne	215
A l'embarquement :	
De 1 à 50 tonnes, la tonne	230
De la 51 ^e à la 100 ^e tonne, la tonne	230
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	215
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	200

C. — Tarifs du quai à charbon et à minerais de la jetée transversale.

Débarquement :

a) Charbons de toute nature :

Mise à terre ou sur wagons, sans pesage :

De 1 à 250 tonnes, la tonne 160 fr.

A partir de la 251^e tonne, la tonne 146

Prix moyen maximum pour les lots de plus de 250 tonnes, la tonne 150

Mise sur wagons, avec pesage :

Même taxe que ci-dessus majorée par tonne de 9

Mise sur chalands pour la soute :

Taxe de débarquement ci-dessus diminuée de 30 %.

b) Pyrites :

Mise à terre ou sur wagons, sans pesage, la tonne 118 fr.

c) Gypse :

Mise à terre ou sur wagons, sans pesage, la tonne 146 fr.

d) Autres marchandises, même tarif qu'au môle du Commerce (voir ci-dessus).

Embarquement :

a) Charbons de toute nature :

Charbon non destiné aux soutes :

De 1 à 100 tonnes, la tonne 160 fr.

De la 101^e à la 250^e tonne, la tonne 150

A partir de la 251^e tonne, la tonne 146

Charbon destiné aux soutes :

Taxe ci-dessus réduite de 50 %.

b) Minerais de fer ou de manganèse :

Mise à bord directe, la tonne 95 fr.

Déchargement de bennes, sur parc, la tonne 40

Reprise sur parc et mise à bord, la tonne 60

Résidus de pyrites, cendres, la tonne 118

c) Gypse :

De parc à navire, la tonne 146 fr.

d) Autres marchandises :

Même tarif qu'au môle du Commerce.

Transfert d'un point du parc à un autre :

Charbons de toute nature, par tonne 45 fr.

Chargement sur wagons voie normale :

Charbons (de toute nature) :

Par lots de 1 à 50 tonnes, sans pesage, la tonne 45 fr.

Par lots de 1 à 50 tonnes, avec pesage, la tonne 50

Par lots au-dessus de 50 tonnes, sans pesage, la tonne 35

Par lots au-dessus de 50 tonnes, avec pesage, la tonne 45

Majorations des taxes pour manipulation en dehors des heures normales :

Le minimum de ces majorations est porté à : par engin et par heure :

Pour les charbons 3.400 fg.

Pour les minerais 2.400

Pour les embarquements des dimanches matin (et jours fériés), par engin et par heure 920

3° STATIONNEMENT ET MAGASINAGE.

a) Marchandises ordinaires débarquées :

Tarif applicable à partir du 11^e jour de stationnement, par quintal brut, suivant la formule :

$$S \text{ (fr.)} = (1 + 0,15 n + 0,015 n^2) f \times 10,125$$

n étant le n° du jour de retrait compté à partir de l'expiration du délai de stationnement gratuit :

Au 11 ^e jour..	12 fr.	Au 38 ^e jour..	172 fr.	Au 65 ^e jour..	553 fr.
12 ^e —..	13	39 ^e —..	182	66 ^e —..	570
13 ^e —..	16	40 ^e —..	193	67 ^e —..	588
14 ^e —..	19	41 ^e —..	203	68 ^e —..	607
15 ^e —..	22	42 ^e —..	214	69 ^e —..	627
16 ^e —..	25	43 ^e —..	225	70 ^e —..	648
17 ^e —..	28	44 ^e —..	237	71 ^e —..	669
18 ^e —..	32	45 ^e —..	249	72 ^e —..	690
19 ^e —..	36	46 ^e —..	261	73 ^e —..	711
20 ^e —..	40	47 ^e —..	274	74 ^e —..	732
21 ^e —..	45	48 ^e —..	287	75 ^e —..	753
22 ^e —..	50	49 ^e —..	300	76 ^e —..	774
23 ^e —..	55	50 ^e —..	313	77 ^e —..	795
24 ^e —..	60	51 ^e —..	327	78 ^e —..	817
25 ^e —..	66	52 ^e —..	341	79 ^e —..	839
26 ^e —..	72	53 ^e —..	355	80 ^e —..	861
27 ^e —..	79	54 ^e —..	370	81 ^e —..	884
28 ^e —..	86	55 ^e —..	385	82 ^e —..	907
29 ^e —..	93	56 ^e —..	400	83 ^e —..	930
30 ^e —..	101	57 ^e —..	415	84 ^e —..	953
31 ^e —..	109	58 ^e —..	432	85 ^e —..	976
32 ^e —..	117	59 ^e —..	450	86 ^e —..	1.001
33 ^e —..	125	60 ^e —..	467	87 ^e —..	1.026
34 ^e —..	134	61 ^e —..	484	88 ^e —..	1.052
35 ^e —..	143	62 ^e —..	501	89 ^e —..	1.078
36 ^e —..	152	63 ^e —..	519	90 ^e —..	1.104
37 ^e —..	162	64 ^e —..	536		

N.B. — 1° Une majoration temporaire de 100 % des taxes ci-dessus est applicable aux marchandises lorsque la durée de leur stationnement au delà du délai de franchise dépasse cinq jours.

2° Les destinataires des marchandises ci-dessus, entreposées en magasins par lots inférieurs ou égaux à 50 tonnes, qui retirent leurs marchandises avant l'expiration du délai de dépôt gratuit de dix jours, bénéficient d'une prime égale à un franc quatre-vingt-dix centimes (1 fr. 90) par quintal et par jour d'avance sur l'expiration de ce délai, le montant total de cette prime ne pouvant toutefois être supérieur à neuf francs cinquante centimes (9 fr. 50) par quintal.

3° Les marchandises ordinaires débarquées et restées en stationnement, paient à partir du 8^e jour suivant l'expiration du délai de dépôt gratuit une surtaxe temporaire de 40 francs par quintal, se superposant à la taxe de stationnement et à la majoration éventuelle, calculée comme dit ci-dessus.

(Cette surtaxe correspond aux frais d'utilisation temporaire du marché de gros de la ville de Casablanca pour l'entrepôt des marchandises.)

b) Marchandises ordinaires à embarquer :

Tarif applicable à partir du 11^e jour de stationnement, par quintal brut :

Du 11 ^e au 20 ^e jour	4 fr.
Du 21 ^e au 30 ^e —	12
Du 31 ^e au 40 ^e —	60
Du 41 ^e au 50 ^e —	88
Du 51 ^e au 60 ^e —	137
Du 61 ^e au 70 ^e —	188
Du 71 ^e au 80 ^e —	236
Du 81 ^e au 90 ^e —	295

Les taxes afférentes à chaque décade se cumulent.

c) Marchandises dangereuses et inflammables, débarquées ou à embarquer (par quintal brut) :

Du 3 ^e jour au 7 ^e jour inclus	13 fr.
Du 8 ^e — au 11 ^e —	26
Du 12 ^e — au 15 ^e —	40
Du 16 ^e — au 20 ^e —	51
Du 21 ^e — au 25 ^e —	66
Du 26 ^e — au 30 ^e —	74

Les taxes afférentes à chaque période se cumulent.

d) Marchandises ordinaires en transbordement (par quintal brut) :

Du 21 ^e au 30 ^e jour inclus	5 fr.
Du 31 ^e au 40 ^e —	16
Du 41 ^e au 50 ^e —	74
Du 51 ^e au 60 ^e —	130
Du 61 ^e au 70 ^e —	180
Du 71 ^e au 80 ^e —	255
Du 81 ^e au 90 ^e —	315

e) Matières précieuses, or, argent, bijoux (par quintal brut et par jour) :

Pour le 4 ^e et le 5 ^e jour	32 fr.
A partir du 6 ^e jour	60

f) Marchandises ordinaires en transit international (par quintal brut et par jour)

0 fr. 70

g) Animaux vivants :

Parcage (par tête et par jour) :

Chameaux, chevaux, bœufs	8 fr.
Porcins	5
Moutons, chèvres	3

Hébergement au lazaret (par tête et par jour) :

Bovins, équidés	18 fr.
Ovins, caprins	6
Porcins	9
Autres non dénommés	9

h) Parc à charbon et à minerais (le terrain est loué au mètre carré) :

Par jour	1 fr.
Par mois	22

Réduction de 50 % pour les minerais de fer et de manganèse.

Location d'éléments de murettes de clôture :

Par mètre linéaire et par jour	1 fr.
Par mètre linéaire et par semestre	75

4° LOCATION DE GRUES, ENGINS DE LEVAGE DIVERS, APPAREILS ET OUTILLAGE DIVERS.

Location de défenses de quai, d'amarres, de passerelles, location d'allèges :

a) Grue électrique de quai (5 tonnes), auto-grue, portique roulant :

Par tonne manipulée	168 fr.
Avec minimum par demi-heure d'emploi	655
Portique du quai à charbon, l'heure	4.800
Grues du quai à charbon (12 t. 5), l'heure	3.000

b) Engins de levage flottants :

Ponton-mât de 150 tonnes :

Tarif horaire (colis d'un poids inférieur ou égal à 30 t.), par heure	5.500 fr.
Minimum de perception	11.000

Tarif à la tonne manipulée (colis d'un poids supérieur à 30 t.) :

Par tonne manipulée	500 fr.
Minimum de perception par opération	11.000

Pontons-grues de 30 tonnes et 15 tonnes :

Tarif honaire :

Par heure	5.000 fr.
Minimum de perception	10.000

Tarif à la tonne manipulée :

Par tonne	1.000 fr.
Minimum de perception par opération	10.000

c) Benne preneuses :

Benne de 3.500 litres à céréales :

Par demi-journée indivisible	1.800 fr.
------------------------------------	-----------

Benne ordinaire :

Par demi-journée indivisible	1.600
------------------------------------	-------

Benne à minéral de 1.000 litres :

Par demi-journée indivisible	620
------------------------------------	-----

Benne à minéral de 800 litres :

Par demi-journée indivisible	440
------------------------------------	-----

d) Défenses de quai (type « Travaux publics »), par jour et par poste :

Navire jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	320 fr.
Navire de plus de 1.500 tonneaux de jauge brute	400

e) Amarres de poste (par 24 heures et par poste) :

Navire jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	3.200 fr.
Navire de plus de 1.500 tonneaux de jauge brute	4.600

f) Passerelles pour navires :

Passerelles et matériel de mise en place et d'enlèvement :

Par passerelle	3.950 fr.
----------------------	-----------

g) Allèges (par tonne de portée en lourd) :

La demi-journée	35 fr.
La journée	45
La journée pour charbon de soutes	17

Transbordement de marchandises de navire à navire :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne	127 fr.
— — — 2 ^e — — —	117
— — — 3 ^e — — —	108
— — — 4 ^e — — —	84
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	168

5° MANUTENTION ET OPÉRATIONS DIVERSES. PESAGE.

a) Evacuation des escarbilles :

Par opération ne dépassant pas 2 heures	3.600 fr.
Par heure ou fraction en plus	600

b) Transports de marchandises en dehors de la zone occupée par la société gérante :

De l'enceinte gérée aux terre-pleins d'usage public situés dans l'enceinte du port et <i>vice versa</i> , la tonne ..	108 fr.
---	---------

Du navire aux terre-pleins d'usage public, sans stationnement dans la zone gérée et <i>vice versa</i> , la tonne ..	60
---	----

c) Pesage (par bascules charretières) :

Par quintal métrique ou fraction	3 fr.
--	-------

Délivrance d'un détail de pesées :

Jusqu'à 20 pesées	6 fr.
Pour chaque pesée en sus de 21 à 100	0 fr. 30
Pour chaque pesée au-dessus de 100	0 fr. 10

Autres engins que les bascules charretières, avec fourniture de main-d'œuvre pour les manipulations :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, par tonne	45 fr.
— — — 2 ^e — — —	40
— — — 3 ^e — — —	35
— — — 4 ^e — — —	32
Marchandises dangereuses ou inflammables, par tonne ..	45

Sans fourniture de main-d'œuvre pour les manipulations :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, par tonne	22 fr.
— — — 2 ^e — — —	21
— — — 3 ^e — — —	17
— — — 4 ^e — — —	16
Marchandises dangereuses ou inflammables, par tonne ..	22

N.B. — Même taxe que pour les bascules charretières pour la délivrance de détail de poids.

Pesage d'animaux vivants (tous engins), par tête :

Bœufs, chevaux, mulets, chameaux	14 fr.
Anes, veaux, porcs	4
Chèvres, moutons	3

Pesage sur bascule charretière (halle au poisson) :

Par quintal ou fraction	2 fr.
-------------------------------	-------

d) Opérations diverses :

Arrimage avec classement spécial :

Briques, tuiles, planches, madriers, par tonne	118 fr.
Traverses de chemin de fer, poutrelles, fers, par tonne ..	45
Charbons de toute nature jusqu'à 2 mètres de hauteur, par tonne	35
Charbons de toute nature de 2 à 4 mètres de hauteur, par tonne	60

Désarrimage simple :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne	27 fr.
— — — 2 ^e — — —	27
— — — 3 ^e — — —	23
— — — 4 ^e — — —	22
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	27

Désarrimage, transport, réarrimage avec classement :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne.....	83 fr.
— — — 2 ^e — —	83
— — — 3 ^e — —	74
— — — 4 ^e — —	60
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne....	83

Désarrimage, transport, réarrimage sans classement :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne.....	45 fr.
— — — 2 ^e — —	40
— — — 3 ^e — —	35
— — — 4 ^e — —	35
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne....	45

Reconnaissance de la marchandise avec désarrimage et réarrimage (manutention par le propriétaire) :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne.....	14 fr.
— — — 2 ^e — —	9
— — — 3 ^e — —	9
— — — 4 ^e — —	8
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne....	17

Chargement ou déchargement de marchandises sur wagons ou sur camions :	
Bois de caissage ou de construction, la tonne	118 fr.
Bonbonnes (vides ou pleines), la tonne	125
Briques, la tonne	150
Billots vides, la tonne	118
Briquettes de charbon, la tonne	108
Caisses vides, la tonne	118
Carreaux, la tonne	150
Charbon de bois en sacs, la tonne	125
Charbon de bois en vrac, la tonne	150
Charbon de terre, la tonne	125
Céréales en sacs, la tonne	60

Colis divers et fûts pleins :	
Poids unitaire jusqu'à 100 kilos, la tonne	125 fr.
Poids unitaire de 101 à 200 kilos, la tonne	150
Poids unitaire supérieur à 200 kilos, la tonne	188
Fûts vides, la tonne	146
Faitières, la tonne	150
Fers en barres ou en boîtes, jusqu'à 200 kilos, la tonne	146
Fers en barres ou en boîtes, supérieures à 200 kilos, la tonne	178
Madriers, la tonne	118
Minerais en vrac, la tonne	150
Minerais en sac, la tonne	125
Marchandises diverses en vrac, la tonne	150
Perches, poteaux, piquets, la tonne	118
Poussier de charbon, la tonne	125
Primeurs (avec arrimage et classement spécial), la tonne	108
Sacherie, poids unitaire jusqu'à 101 kilos, la tonne	108
Sacherie, poids unitaire supérieur à 101 kilos, la tonne	125
Sable en vrac, la tonne	125
Sel en vrac, la tonne	125
Tuiles, la tonne	150
Traverses de chemin de fer	118

Arrimage et chargement au quai à charbons :	
Arrimage du charbon avec classement spécial :	
Jusqu'à 2 mètres de hauteur, par tonne	35 fr.
De 2 à 4 mètres de hauteur, par tonne	60
Au-dessus de 4 mètres, par tonne : de gré à gré.	
Chargement sur camions des charbons de toute nature, la tonne	35

5° UTILISATION DES ENGINs DE RADOUR ET DES ENGINs DES CALES DE HALAGE.

a) Engins de cale de halage.

Cabestan électrique : 95 francs l'heure ou fraction, plus le prix de l'énergie électrique consommée, majoré de 35 %.

Trucks sur rails : 52 francs par jour et par truck utilisé.

b) Dock flottant.	
1. Assèchement et remise à flot d'un navire :	
Pour 1.000 tonneaux de jauge brute et au-dessous.	18.000 fr.
Pour chaque tonneau en plus de 1.001 à 2.000 tonneaux	21
Pour chaque tonneau en plus de 2.001 à 3.000 tonneaux	17
Pour chaque tonneau au-dessus de 3.000 tonneaux.	12
Et par fraction de 100 tonnes de chargement.....	1.800
2. Relevage du dock pour travaux spéciaux et réim-mersion après achèvement des travaux	
	10.800 fr.
3. Maintien à sec du dock pour préparation de tins ou bers spéciaux, par jour	
	27.000 fr.
4. Occupation du dock (période normale), par jour d'occupation :	
Pour 500 tonneaux de jauge brute et au-dessous....	10.800 fr.
Pour chaque tonneau en plus de 501 à 2.000 ton-neaux	12
Pour chaque tonneau en plus au-dessus de 2.000 tonneaux	4
Pour chaque fraction de 100 tonnes de chargement..	190
5. Location d'engins divers.	
Espars, épontilles, étais supplémentaires :	
Espars de moins de 4 mètres de long :	
Premier jour	150 fr.
Par jour en sus	21
Espars de 4 mètres de long et au-dessus :	
Premier jour	227 fr.
Par jour en sus	21
Abloches, par unité	21
Cales	8
Déplacement d'épontilles, étais, espars, à la demande des capitaines :	
Par pièce déplacée et remise en place	45 fr.
Par pièce de faux tin et remise en place.....	1.360
Par pièce déplacée de tins ou contre-tins mobiles, par pièce enlevée et remise en place	150
Manches et lances à eau :	
Par manche et par heure de location	280 fr.
Chemin d'accès au navire :	
Par chemin et par jour	280 fr.
Chevalets et accessoires :	
Par cheval de 3 mètres et au-dessous, et par jour.	60 fr.
— 3 à 5 mètres de haut et par jour.	108
— plus de 5 mètres de haut et par jour.	190
Échelles :	
4 mètres de long et au-dessous, par jour	45 fr.
Pour chaque mètre en sus.....	4
Poutrelles d'échafaudages :	
Jusqu'à 4 mètres de long, par jour	55 fr.
Au-dessus de 4 mètres de long, par jour	84
Planches d'échafaudages :	
Jusqu'à 5 mètres de long, par jour	12 fr.
Au-dessus de 5 mètres de long et par jour.....	17
Grue électrique (par heure ou par fraction d'heure) :	
Heures normales de jour :	
Première heure	730 fr.
Chaque heure en sus	545
En dehors des heures normales et dimanches et jours fériés :	
Première heure	1.100 fr.
Chaque heure en sus	820

Cabestan électrique (par heure ou fraction d'heure) :	
Heures normales de jour	730 fr.
En dehors des heures normales et dimanches et jours fériés	1.100
Eclairage pour travail de nuit (par heure ou fraction d'heure) :	
Par lampe de 1.000 bougies	108 fr.
Par lampe de 600 bougies	60
Minimum de perception par nuit	1.800
Fourniture d'énergie électrique suivant tarif S.M.D. :	
Compresseurs d'air (sans fourniture d'énergie) :	
Compresseurs de 90 CV., l'heure	640 fr.
Compresseurs de 30 CV., l'heure	280
6° FOURNITURE D'EAU DOUCE AUX NAVIRES	
(non compris le prix de l'eau fournie par la S.M.D., ni les taxes municipales).	
a) Prise aux bouches du quai (manchés fournis par le navire), la tonne	6 fr.
b) Prise aux bouches du quai (livraison dans les soutes du navire) :	
Pour les 20 premières tonnes, la tonne	35 fr.
De la 21 ^e à la 50 ^e tonne, la tonne	27
Au-dessus de la 50 ^e tonne, la tonne	14
c) Prise à la citerne de la Manutention marocaine par les moyens du bord :	
Pour les 20 premières tonnes, la tonne	108 fr.
De la 21 ^e à la 50 ^e tonne, la tonne	84
Au-dessus de la 50 ^e tonne, la tonne	60
d) Mêmes opérations, eau livrée dans les soutes du navire, par les moyens de la citerne :	
Pour les 20 premières tonnes, la tonne	146 fr.
De la 21 ^e à la 50 ^e tonne, la tonne	94
Au-dessus de la 50 ^e tonne, la tonne	84
7° VENTE DE GLACE (halle au poisson).	
En barres, la tonne	280 fr.
Broyée, la tonne	370
8° PÉAGES SUR MARCHANDISES ET PASSAGERS.	
a) Par tonne brute de marchandise débarquée ou embarquée (à l'exception des phosphates embarqués)	7 fr. 50
b) Par tonne de phosphate embarquée	40 fr.
c) Utilisation des voies ferrées du port, par tonne transportée	7 fr. 50
d) Par passager débarqué ou embarqué	40 fr.
Par touriste en croisière	55 fr.
Avec modalités d'application actuellement en vigueur.	
9° REDEVANCES SUR LES LIQUIDES EMBARQUÉS OU DÉBARQUÉS (usage de pipe-line, à l'exception des produits pétroliers).	
Huiles végétales en vrac, la tonne	188 fr.
Goudrons et bitumes, la tonne	53
10° STATIONNEMENT DES NAVIRES ET EMBARCATIONS.	
a) Stationnement à flot :	
Par tonne de jauge brute et par jour :	
De 1 à 500 tonneaux	3 fr. 20
Du 501 ^e au 1.000 ^e tonneau	2 fr. 30
Du 1.001 ^e au 3.000 ^e tonneau	1 fr. 70
Au-dessus du 3.000 ^e tonneau	0 fr. 90
Avec modalités de calcul et de réduction actuellement en vigueur ;	

b) Stationnement sur cales :	
Remorqueurs, barcasses, chalands, vedettes, etc. :	
Franchise de quatre jours, à partir du 5 ^e jour, par mètre carré d'encombrement et pour une durée totale de stationnement de N jours :	
Remorqueurs, barcasses, chalands.....	$\frac{N^2}{200} \times 2 \text{ fr. } 30$;
Autres unités.....	$\frac{N^2}{100} \times 2 \text{ fr. } 30$;
Navires, embarcations de pêche de plus de 3 tonneaux de jauge brute :	
Jusqu'au 10 ^e jour de stationnement inclus, taxe de 2 fr. 30 par tonneau de jauge brute et par jour ;	
A partir du 11 ^e jour, par tonneau et pour une durée totale de stationnement de N jours :	
Taxe de : $(N + \frac{N^2}{100}) \times 2 \text{ fr. } 30$,	
avec modalités de calcul des taxes actuellement en vigueur.	
11° LOCATIONS DE MAGASINS ET TERRE-PLEINS AU MÈTRE CARRÉ.	
a) Magasins et locaux aménagés de la halle au poisson :	
Stalles de mareyeurs. — Par stallé et par mois.....	1.400 fr.
Magasins pour usiniers et pêcheurs, par mètre carré et par an	185
Locaux des teintureriers de filets :	
Par mois : chalutiers	1.940 fr.
Par mois : sardiniers	2.150
b) Terre-pleins et magasins loués aux administrations publiques :	
Terre-pleins : par mètre carré et par mois.....	9 fr.
Magasins : par mètre carré et par mois	93
12° LOCATIONS DIVERSES A LA HALLE AU POISSON.	
a) Frigorifique :	
Par quintal de poisson et par jour :	
Pour le premier jour	22 fr.
Pour chaque jour suivant	9
Location de casier monorail :	
Par casier et par jour	13 fr.
Manipulation de poisson, par caisse	26
Duplicata de bon de dépôt.....	26
b) Chariot, l'unité et par opération	9
Monte-charge, par tonne manipulée	65
13° RISTOURNE A PAYER AUX NAVIRES	
AUTORISÉS A EMPLOYER LEURS PROPRES ENGINES POUR DÉBARQUER OU EMBARQUER LEURS MARCHANDISES.	
Cette ristourne est portée à neuf francs cinquante centimes (9 fr. 50) par tonne brute manipulée.	

ART. 3. — Les administrations de la guerre et de la marine, lorsque les opérations de chargement et de déchargement des marchandises leur appartenant n'auront pas été confiées à la Manutention marocaine, paieront toutefois, au profit du budget annexe du port, la moitié de la taxe d'embarquement ou de débarquement afférente aux marchandises ordinaires de 3^e catégorie.

ART. 4. — Le présent arrêté entrera en vigueur quinze (15) jours francs après la date de sa parution au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Rabat, le 16 mars 1949.

GIRARD.

**Arrêté du directeur des travaux publics
sur la police de la circulation et du roulage
dans le périmètre du port d'Agadir.**

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 7 mars 1916 sur la police des ports maritimes, et notamment l'article 3 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 19 septembre 1941, et notamment les articles premier, 2, 3 et 4 ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics du 17 mars 1945 réglementant l'accès du port d'Agadir ;

Vu l'avis émis par le général, chef du commandement d'Agadir-confins ;

Vu l'avis émis par la chambre mixte d'agriculture, du commerce et d'industrie d'Agadir ;

Considérant qu'il y a lieu d'édicter des mesures propres à assurer la commodité et la sécurité de la circulation dans l'enceinte du port d'Agadir,

ARRETE :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Les véhicules doivent emprunter les chaussées des voies publiques, à l'exclusion des trottoirs et refuges.

Les trottoirs et refuges sont réservés aux piétons qui ne doivent utiliser la chaussée que pour la traverser, sans y stationner.

Dûment avertis de la venue d'un véhicule, ils doivent se ranger pour le laisser passer.

ART. 2. — Les usagers de la voie publique circulant à l'intérieur des limites du port doivent obéir à toute injonction des agents énumérés à l'article 52 du dahir du 7 mars 1916 sur la police des ports, et suivre les indications qui peuvent être données par signaux visuels ou sonores et panneaux établis par les soins du service des travaux publics.

Signaux.

ART. 3. — La signalisation employée est celle faisant l'objet de l'instruction générale en date du 10 mai 1948 sur la signalisation routière au Maroc.

La pose ou l'usage de signaux similaires sont interdits.

ART. 4. — Les signaux lumineux indiquent :

1° Le rouge : l'arrêt absolu ;

2° Le vert : la voie libre à allure ralentie.

Règles générales de la circulation.

ART. 5. — Les règles de la circulation s'appliquent à tous les véhicules automobiles ou hippomobiles, cycles ou motocycles, animaux de selle, de bât ou de charge, ainsi qu'aux troupeaux.

D'une manière générale, les règles de la circulation en usage dans la ville d'Agadir, en ce qui concerne la priorité de passage, les bifurcations et croisements de voies, les signaux de virage, d'arrêt ou de ralentissement, la vitesse, l'éclairage, les appareils avertisseurs, sont applicables dans le périmètre du port d'Agadir.

Circulation à droite de la chaussée.

ART. 6. — La circulation doit s'effectuer en suivant la droite de la voie publique, par rapport au sens de la marche.

Les véhicules doivent, toutes les fois qu'il n'y a pas d'obstacles, prendre la partie de la chaussée qui se trouve à leur droite, alors même que le milieu de la chaussée est libre.

ART. 7. — Dans les voies divisées en deux chaussées, par refuges ou terre-pleins, les véhicules doivent toujours emprunter la chaussée de droite, de telle façon que la circulation soit établie dans un seul sens, sur chacune de ces chaussées.

Les refuges, terre-pleins, bornes lumineuses, doivent être contournés par la droite.

Voies à sens interdit.

ART. 8. — Les voies à sens interdit sont indiquées par le signal correspondant.

Voies interdites à certains véhicules.

ART. 9. — Sauf dérogation accordée par le représentant des travaux publics, toute la zone en bordure des quais, jusqu'à la limite extrême de portée des grues, est interdite à tous véhicules autres que ceux des services d'exploitation du port.

Les véhicules ne doivent stationner sur les terre-pleins que pendant le temps strictement nécessaire à leur chargement ou leur déchargement.

ART. 10. — L'accès de la jetée principale est formellement interdit à tous véhicules autres que ceux nécessités par les besoins du service de l'exploitation ou des travaux.

ART. 11. — Pour des raisons de sécurité publique, la circulation aux abords des quais de commerce situés sur la jetée principale, est interdite pendant les opérations de chargement ou de déchargement du navire à toute personne ne justifiant pas d'un motif de service dans cette zone.

Stationnement : règles générales.

ART. 12. — On ne doit faire stationner sans nécessité, sur la voie publique, aucun véhicule, ni aucune bête de trait, de selle ou de charge.

Toutefois, le stationnement normal des véhicules est autorisé sous les réserves suivantes :

Tout véhicule s'arrêtant ou stationnant sur la voie publique doit se placer de façon à avoir le trottoir à sa droite et à moins de 30 centimètres de sa roue droite et l'avant tourné dans le sens de la circulation.

Il est interdit de stationner sur plusieurs files d'un même côté d'une chaussée.

Il est interdit de laisser des cycles en stationnement le long des bordures de trottoirs.

ART. 13. — Le stationnement de tout véhicule est interdit sur l'épi est du port, en dehors des opérations de déchargement ou de chargement.

ART. 14. — Un lieu de stationnement est réservé aux véhicules venant charger du poisson. Ce lieu de stationnement sera signalé à l'aide de panneaux.

ART. 15. — Le stationnement aux abords des magasins de l'acorage est réservé aux véhicules transportant des marchandises pour leurs opérations de chargement ou de déchargement.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Dispositions spéciales concernant le public.

ART. 16. — Pour des raisons de sécurité publique, la circulation dans toute la zone en bordure des quais, jusqu'à la limite extrême de portée des grues, est interdite pendant les opérations de chargement ou de déchargement des navires et des allèges, à toute personne qui ne justifie pas d'une occupation dans ladite zone.

ART. 17. — Il est interdit au public de passer et de stationner dans le rayon d'action des engins de manutention mécanique : grues, portiques, mâts de charge, titans, etc.

L'accès des engins est interdit en tout temps.

ART. 18. — Le stationnement à proximité des amarres, pendant les manœuvres d'amarrage et démarage des navires, est formellement interdit comme étant particulièrement dangereux.

Stationnement des autobus, taxis, fiacres, transports en commun, voitures particulières.

ART. 19. — Le stationnement des véhicules se fait aux parcs-autos aménagés à cet effet.

Stationnement devant les magasins.

ART. 20. — Le stationnement devant les magasins est réservé aux voitures servant au transport des marchandises pour leurs opérations de chargement ou de déchargement.

Ces véhicules doivent être rangés dans les emplacements tracés à cet effet.

Embarras sur la voie publique.

ART. 21. — Il est interdit de déposer des marchandises, matériaux, des outils ou autres objets encombrants sur les chaussées réservées à la circulation ou dans les parcs réservés au stationnement des véhicules.

Dispositions spéciales aux véhicules hippomobiles.

ART. 22. — Tout conducteur de véhicule non suspendu et non muni d'avant-train doit se tenir en permanence à la hauteur de la bête attelée, à moins que celle-ci ne soit munie d'un mors et de guides.

Dispositions spéciales aux cycles.

ART. 23. — Il est interdit de faire monter une deuxième personne sur une bicyclette ou sur une motocyclette, à moins que celles-ci n'aient été spécialement construites ou aménagées à cet usage.

Il est interdit aux cyclistes :

- De se faire remorquer par un autre véhicule ;
- De circuler de front à plus de deux.

Dispositions spéciales aux petits transporteurs.

ART. 24. — Les petits transporteurs doivent stationner dans les endroits qui leur sont assignés. Il leur est interdit de quitter les lieux de stationnement pour aller se livrer au racolage.

Les véhicules et les animaux de trait doivent être tenus en bon état d'entretien. Ceux qui ne rempliraient pas ces conditions pourront être éloignés du périmètre du port.

Tarifs.

ART. 25. — Les tarifs des fiacres, taxis et autobus sont ceux fixés par l'arrêté municipal de la ville d'Agadir.

Pistage, racolage et colportage. — Guides.

ART. 26. — Le pistage, le racolage et le colportage, pour quelque commerce que ce soit, sont interdits à l'intérieur du périmètre du port, sans autorisation spéciale délivrée par le chef de la subdivision maritime.

Les pisteurs, colporteurs et guides admis sur autorisation spéciale du chef de la subdivision maritime à exercer leur profession devront se conformer aux prescriptions suivantes :

Guides : les guides devront porter leur insigne d'une manière apparente. Tout racolage leur est interdit.

Pisteurs d'hôtels : les pisteurs d'hôtels devront porter sur leur coiffure, d'une manière apparente, le nom de l'hôtel qu'ils représentent.

Colporteurs : sont seuls admis à la vente ou à l'exposition les objets d'origine et de fabrication marocaines.

Les tapis mis en vente devront être estampillés et munis de leur certificat d'origine qui devra être présenté à toute réquisition. Les prix de tous les objets devront être marqués sur ceux-ci en chiffres connus et apparents.

L'étalage de chaque marchand devra être muni d'un pannoneau de 30 cm. x 50 cm. portant, en langue française, l'indication de son nom, de son adresse et du numéro de l'autorisation.

ART. 27. — Les agents du service des travaux publics, sous l'autorité de l'ingénieur, chef de l'arrondissement d'Agadir, et les agents de police, sous l'autorité du commissaire de police d'Agadir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 23 mars 1949.

GIRARD.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 23 mars 1949, une enquête publique est ouverte, du 28 mars au 28 avril 1949, dans la circonscription de contrôle civil de Fès-banlieue, sur le projet de

reconnaissance des droits d'eau sur les ouïnat El-Hajjaj et sur l'aïn El-Kerma, et sur le projet de prise d'eau sur les ouïnat El-Hajjaj, au profit de MM. Bensouda, propriétaires.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Fès-banlieue, à Fès.

La totalité du débit des ouïnat El-Hajjaj et de l'aïn El-Kerma est présumée appartenir au domaine public.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau sur les ouïnat El-Hajjaj par MM. Bensouda, comporte les caractéristiques suivantes :

MM. Bensouda sont autorisés à prélever les trois quarts du débit total des ouïnat El-Hajjaj, pour l'irrigation de 14 hectares de leur propriété non immatriculée, dite « Bled Aricha », sise sur la rive droite de l'oued Boufkrane.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

* * *

Par arrêté du directeur des travaux publics du 28 mars 1948, une enquête publique est ouverte, du 11 avril au 18 avril 1949, dans le poste de contrôle civil de Tiflet, à Tiflet, sur le projet de prise d'eau, par pompage dans un puits, au profit de M. Frimigacci Alain, colon à Camp-Monod.

Le dossier est déposé dans les bureaux du poste de contrôle civil de Tiflet, à Tiflet.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes :

M. Frimigacci Alain, colon à Camp-Monod, est autorisé à prélever, par pompage dans un puits, un débit continu de 14 l.-s., pour l'irrigation de la propriété dite « Ferme Suzanne », titre foncier n° 2101 R., sise à Camp-Monod.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Arrêté du directeur de l'instruction publique ordonnant une enquête en vue du classement du site du marabout de Sidi Ahmed el Bernoussi (circonscription de Fès-banlieue).

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu le dahir du 21 juillet 1945 relatif à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité, et à la protection des villes anciennes et des architectures régionales, et, en particulier, son titre deuxième,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête est ordonnée en vue du classement du site du marabout de Sidi Ahmed el Bernoussi, dans la circonscription de Fès-banlieue. L'étendue de ce site est figurée par un polygone teinté en rouge sur le plan au 1/100.000^e annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Le classement comporte les servitudes de protection suivantes, à l'intérieur de ce polygone :

- a) Servitudes non œdificandi ;
- b) Interdiction de déboisement et de l'introduction d'essences d'arbres étrangers au site. L'exploitation normale des arbres existants ou qui seraient plantés reste cependant autorisée. L'abatage des pistachiers-térébinthes est interdit ;
- c) Interdiction d'ouverture ou d'exploitation de carrières ;
- d) Interdiction de publicité sous toutes ses formes, fixes ou mobiles ;
- e) L'établissement de lignes aériennes, électriques, télégraphiques, téléphoniques ou autres sera subordonné à l'accord de la direction de l'instruction publique (inspection des monuments historiques) ;
- f) L'établissement de routes, pistes et ouvrages d'art sera subordonné au même accord.

ART. 3. — Par application des articles 4 à 8 inclus du dahir susvisé du 21 juillet 1945 le présent arrêté sera, dès sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat, notifié administrativement, publié et affiché dans les conditions prévues auxdits articles, par les soins du contrôleur civil, chef de la circonscription de Fès-banlieue, saisi, à cet effet, par le directeur de l'instruction publique.

Les pièces justificatives de l'accomplissement de ces formalités seront adressées sans délai, dès la clôture de l'enquête, par le contrôleur civil, chef de la circonscription de Fès-banlieue, au directeur de l'instruction publique (inspection des monuments historiques).

Dès la publication du présent arrêté, le site du marabout de Sidi Ahmed el Bernoussi, tel qu'il est défini à l'article premier ci-dessus, sera assimilé à un immeuble classé dans les conditions fixées à l'article 9 du dahir susvisé du 21 juillet 1945.

Rabat, le 23 mars 1949.

Pour le directeur de l'instruction publique
et par délégation,

L'inspecteur des monuments historiques,

HENRI TERRASSE.

Arrêté du directeur de l'instruction publique ordonnant une enquête en vue du classement du site de Bahllil (cercle de Sefrou, bureau du cercle).

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu le dahir du 21 juillet 1945 relatif à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité, et à la protection des villes anciennes et des architectures régionales, et, en particulier, ses titres premier et deuxième,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête est ordonnée en vue du classement du site de Bahllil (bureau du cercle de Sefrou). L'étendue de ce site est figurée par des polygones teintés en rouge, jaune et bleu sur les plans annexés à l'original du présent arrêté.

Le classement aura pour effet de créer les servitudes suivantes à l'intérieur de ces périmètres :

1° a) La zone teintée en rouge est grevée d'une servitude *non œdificandi* ;

b) La zone teintée en jaune est réservée à l'extension de l'habitat indigène ;

c) La zone teintée en bleu sera utilisée pour l'habitat européen ;

2° Dans ces trois zones :

a) Tous les bâtiments indigènes seront construits dans le style local et avec les matériaux en usage dans le pays. L'autorisation de bâtir sera délivrée par les autorités de contrôle locales, après examen du projet et de l'emplacement. Le dossier des constructions importantes par leur volume ou leur situation sera soumis au visa de l'inspection des monuments historiques ;

b) Les bâtiments européens seront établis dans le style local. Ils ne seront édifiés que sur les emplacements de la zone réservée à cet usage. L'autorisation de bâtir sera soumise au visa de l'inspection des monuments historiques ;

c) Les bâtiments indigènes ou européens existants ne seront modifiés que dans les mêmes conditions ;

3° La publicité sous toutes ses formes et l'affichage sont interdits. La signalisation routière sera soumise au visa de l'inspection des monuments historiques ;

4° Le déboisement et l'introduction d'essences étrangères au pays sont interdits. L'exploitation normale des forêts et boisements reste cependant autorisée ;

5° Les carrières ne seront ouvertes qu'en des emplacements défilés aux vues, après avis de l'inspection des monuments historiques ;

6° Les lignes aériennes, téléphoniques, électriques ou autres ne seront établies qu'après accord de la direction de l'intérieur et l'inspection des monuments historiques ;

7° Le tracé des rues et places de Bahllil ne pourra être modifié ou complété que sur avis conforme de l'inspection des monuments historiques ou sur ordre du directeur de l'intérieur, après consultation de l'inspection des monuments historiques. Il en sera de même pour les pistes ou routes d'accès et la construction des ouvrages d'art.

ART. 2. — Par application des articles 4 à 8 inclus du dahir susvisé du 21 juillet 1945 le présent arrêté sera, dès sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat, notifié administrativement, publié et affiché dans les conditions prévues auxdits articles, par les soins du contrôleur civil, chef du bureau du cercle de Sefrou, saisi, à cet effet, par le directeur de l'instruction publique.

Les pièces justificatives de l'accomplissement de ces formalités seront adressées, sans délai, par le chef du bureau du cercle de Sefrou, au directeur de l'instruction publique.

Rabat, le 28 mars 1949.

Pour le directeur de l'instruction publique
et par délégation,

L'inspecteur des monuments historiques,

HENRI TERRASSE.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1895, du 18 février 1949, page 207.

Délimitation de massifs boisés (commandement d'Agadir-confins).

Arrêté viziriel du 1^{er} février 1949 (2 rebia II 1368).

2° alinéa :

Au lieu de :

« Il y sera procédé, à compter du 5 avril 1949, conformément... » ;

Lire :

« Il y sera procédé, à compter du 5 mai 1949, conformément... »

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1899, du 18 mars 1949, page 338.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts fixant les conditions de fonctionnement de l'École marocaine d'agriculture.

ARTICLE PREMIER.

Au lieu de :

« Le directeur adjoint, chef de la division de l'agriculture et de l'élevage, président ;

« Le chef du bureau de la section administrative de la division de l'agriculture et de l'élevage » ;

Lire :

« Le directeur adjoint, chef de la division de l'agriculture et de l'élevage, président ;

« Le chef de la section administrative de la division de l'agriculture et de l'élevage. »

ART. 22.

Au lieu de :

« Aucune dépense ne peut être engagée par le directeur » ;

Lire :

« Aucune dépense ne peut être engagée que par le directeur. »

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (8 jourmada I 1367) portant attribution de nouveaux taux d'indemnité de logement aux fonctionnaires et agents des cadres généraux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367) portant attribution de nouveaux taux d'indemnité de logement, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 29 septembre 1948 (25 kaada 1367),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1948, le taux de l'élément fixe C de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, tel qu'il a été fixé par l'arrêté viziriel susvisé du 29 septembre 1948 (25 kaada 1367), est porté à 27.780 francs.

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant le taux des indemnités pour charges de famille et de l'indemnité familiale de résidence allouées aux fonctionnaires et agents des cadres généraux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360) fixant le taux de l'indemnité de logement et des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents citoyens français en fonction dans une administration publique du Protectorat, modifié par les arrêtés viziriels des 11 juin 1945 (29 jourmada II 1364), 8 octobre 1946 (12 kaada 1365), 25 février 1947 (4 rebia II 1366) et 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367) ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360) portant création d'une indemnité dite « indemnité familiale de résidence », tel qu'il a été modifié par les arrêtés viziriels des 8 octobre 1946 (12 kaada 1365), 25 février 1947 (4 rebia II 1366) et 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} septembre 1948, les taux annuels de l'indemnité pour charges de famille allouée aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, sont fixés ainsi qu'il suit :

Au titre du 1 ^{er} enfant	4.365 fr.
Au titre du 2 ^e enfant	25.920
Au titre de chaque enfant à partir du 3 ^e ..	38.880

Art. 2. — A compter de la même date, les taux annuels de l'indemnité dite « indemnité familiale de résidence » allouée aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, sont fixés à :

- 4.365 francs pour les ménages sans enfant ;
- 25.920 francs pour une famille d'un enfant ;
- 51.840 francs pour une famille de deux enfants ;
- 64.800 francs pour une famille de trois enfants et davantage.

ART. 3. — L'indemnité dite « indemnité familiale de résidence » accordée aux ménages sans enfant, est supprimée à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant le taux de l'indemnité pour charges de famille allouée aux fonctionnaires, magistrats et agents du Makhzen central.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 décembre 1943 (12 hija 1362) attribuant une indemnité pour charges de famille aux fonctionnaires et agents du Makhzen central, tel qu'il a été modifié par les arrêtés viziriels des 11 juin 1945 (29 jourmada II 1364), 8 octobre 1946 (12 kaada 1365), 25 février 1947 (11 rebia II 1366) et 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} septembre 1948, les taux annuels de l'indemnité pour charges de famille allouée aux fonctionnaires, magistrats et agents du Makhzen central, visés par l'arrêté viziriel susvisé du 10 décembre 1943 (12 hija 1362), sont remplacés par les suivants :

Au titre du 1 ^{er} enfant	4.365 fr.
Au titre du 2 ^e enfant	25.920
Au titre de chaque enfant à partir du 3 ^e ..	38.880

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (8 jourmada I 1367) fixant le taux de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et agents en fonction dans les cadres réservés aux Marocains dans les administrations publiques du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367) fixant le taux de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et agents en fonction dans les cadres réservés aux Marocains dans les administrations publiques du Protectorat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 29 septembre 1948 (25 kaada 1367),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux annuels de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et agents en fonction dans les cadres réservés aux Marocains, tels qu'ils ont été fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 29 septembre 1948 (25 kaada 1367), sont modifiés ainsi qu'il suit :

Fonctionnaires et agents du Makhzen	15.000 fr.
Fonctionnaires et agents du 1 ^{er} groupe	11.230
Fonctionnaires et agents du 2 ^e groupe	9.000

ART. 2. — Le taux mensuel de l'indemnité de logement des agents auxiliaires marocains relevant du statut du 5 octobre 1931 (22 jourmada II 1350), est porté de 880 à 950 francs.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté porteront effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) modifiant le taux de l'aide familiale allouée aux fonctionnaires et agents des cadres réservés aux Marocains.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 22 décembre 1943 (24 hija 1362) instituant une aide familiale en faveur des fonctionnaires et agents des cadres réservés aux Marocains, et les textes qui l'ont modifié, notamment l'arrêté viziriel du 16 mars 1948 (5 jourmada I 1367),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux annuels de l'aide familiale allouée aux fonctionnaires et agents des cadres réservés aux Marocains, sont remplacés par les suivants :

Un enfant	4.365 fr.
Deux enfants	16.850
Trois enfants	25.275
Quatre enfants	33.700
Pour chaque enfant au-dessus du 4 ^e	8.425

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} septembre 1948.

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

TEXTES PARTICULIERS

CORPS DU CONTRÔLE CIVIL

Arrêté résidentiel

fixant les nouveaux traitements des agents du corps du contrôle civil, à compter du 1^{er} janvier 1949.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 31 juillet 1913 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 juin 1942 formant statut du corps du contrôle civil, et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 10 janvier 1949 fixant les traitements des agents du corps du contrôle civil, à compter du 1^{er} janvier 1948 ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 mars 1949 fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Après s'être assuré de l'adhésion de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté résidentiel susvisé du 10 janvier 1949 :

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements (1)
	Francs	Francs
Contrôleur civil chef de région :		
3 ^e échelon	950.000	1.080.000
2 ^e échelon	896.000	1.012.000
1 ^{er} échelon	823.000	931.000
Contrôleur civil chef d'un commandement territorial supérieur ou exerçant des fonctions équivalentes :		
2 ^e échelon	789.000	892.000
1 ^{er} échelon	744.000	846.000
Contrôleur civil :		
Classe exceptionnelle	735.000	828.000
1 ^{re} classe :		
2 ^e échelon	721.000	800.000
1 ^{er} échelon	663.000	741.000
2 ^e classe	593.000	676.000
3 ^e classe	526.000	606.000
Contrôleur civil adjoint :		
1 ^{re} classe :		
2 ^e échelon	481.000	544.000
1 ^{er} échelon	425.000	490.000
2 ^e classe	379.000	438.000
3 ^e classe :		
2 ^e échelon	337.000	388.000
1 ^{er} échelon	297.000	339.000
Contrôleur civil stagiaire :		
Après 1 an	250.000	294.000
Avant 1 an	240.000	274.000

(1) Sont maintenues toutes les autres dispositions de l'arrêté résidentiel susvisé du 10 janvier 1949.

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1949, le montant de l'indemnité forfaitaire pour travaux et services supplémentaires permanents allouée aux agents du corps du contrôle civil, prévue à l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1947, modifié par l'arrêté résidentiel du 20 décembre 1948, réduit de 25 % en application de l'article 3 de l'arrêté viziriel du 15 décembre 1948, est réduit de 50 %.

Rabat, le 28 mars 1949.

A. JUIN.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Arrêté viziriel du 29 mars 1949 (28 Jomada I 1368) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, le traitement du conseiller juridique du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 (6 Jomada I 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 février 1949 (19 rebia II 1368) fixant le traitement du conseiller juridique du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le traitement de base du conseiller juridique du Protectorat est fixé à 931.000 francs à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 28 Jomada I 1368 (29 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 29 mars 1949 (28 Jomada I 1368) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, le traitement du conseiller économique du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 (6 Jomada I 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 février 1949 (19 rebia II 1368) fixant le traitement du conseiller économique du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le traitement de base du conseiller économique du Protectorat, délégué économique du Maroc à Paris, est porté à 931.000 francs à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 28 Jomada I 1368 (29 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES

Dahir du 2 mars 1949 (1^{er} Jomada I 1368) modifiant le dahir du 5 novembre 1937 (1^{er} Ramadan 1356) fixant le statut des cadis.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes. — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième paragraphe de l'article 10 du dahir du 5 novembre 1937 (1^{er} Ramadan 1356), tel qu'il a été modifié par le dahir du 30 mai 1939 (10 rebia II 1358), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 10 (deuxième paragraphe). — En cas de vacance d'un « poste de cadi par suite du décès, de la mutation, de la mise en « disponibilité, de la suspension, du licenciement ou de la révo- « cation du titulaire, la remise de 15 % qui revenait à celui-ci peut « être allouée, par décision de Notre vizir de la justice, à l'adel ou « au fonctionnaire du Makhzen central chargé de l'intérim.

« Une indemnité mensuelle de fonctions du montant de l'indem- « nité de fonctions de juge allouée aux cadis de 4^e classe, peut être « accordée dans les mêmes conditions aux intéressés. »

Fait à Rabat, le 1^{er} Jomada I 1368 (2 mars 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur, à compter du 1^{er} janvier 1949.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu les arrêtés résidentiels des 30 décembre 1948 et 19 janvier 1949 fixant les traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par les arrêtés résidentiels susvisés des 30 décembre 1948 et 19 janvier 1949 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS de base 1948	NOUVEAUX traitements de base 1949 (*)
	Francs	Francs
<i>Cadre des adjoints de contrôle.</i>		
Adjoint principal de contrôle de classe exceptionnelle :		
3 ^e échelon	526.000	606.000
2 ^e échelon	507.000	583.000
1 ^{er} échelon	475.000	553.000
Adjoint principal de contrôle :		
Hors classe	435.000	508.000
1 ^{re} classe	390.000	457.000
2 ^e classe	358.000	419.000
3 ^e classe	327.000	376.000
Adjoint de contrôle :		
Classe exceptionnelle	322.000	389.000
1 ^{re} classe	304.000	353.000
2 ^e classe	266.000	316.000
3 ^e classe	235.000	284.000
4 ^e classe	216.000	261.000
5 ^e classe	201.000	240.000
Adjoint de contrôle stagiaire :		
Après un an	187.000	222.000
Avant un an	176.000	210.000
<i>Cadre administratif.</i>		
Chef de division :		
Classe exceptionnelle	526.000	606.000
1 ^{re} classe	494.000	567.000
2 ^e classe	447.000	518.000
3 ^e classe	406.000	476.000
4 ^e classe	373.000	438.000
5 ^e classe	345.000	404.000
Chef de bureau :		
Classe exceptionnelle	415.000	468.000
1 ^{re} classe	373.000	423.000
2 ^e classe	341.000	385.000
3 ^e classe	309.000	348.000
4 ^e classe	287.000	319.000
5 ^e classe	260.000	287.000

(*) Sous la réserve des renvois figurant dans le présent arrêté, toutes les autres dispositions des arrêtés résidentiels susvisés des 30 décembre 1948 et 19 janvier 1949 sont maintenues.

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS de base 1948	NOUVEAUX traitements de base 1949
	Francs	Francs
Rédacteur principal :		
Classe exceptionnelle	306.000	379.000
1 ^{re} classe	287.000	341.000
2 ^e classe	263.000	315.000
3 ^e classe	247.000	295.000
4 ^e classe	228.000	272.000
Rédacteur :		
1 ^{re} classe	219.000	249.000
2 ^e classe	196.000	229.000
3 ^e classe	186.000	209.000
Stagiaire	167.000	191.000
Chef de comptabilité de classe exceptionnelle :		
2 ^e échelon	371.000	422.000
1 ^{er} échelon	341.000	385.000
Chef de comptabilité principal :		
Hors classe :		
3 ^e échelon	297.000	339.000
1 ^{er} échelon	268.000	303.000
1 ^{re} classe	236.000	266.000
2 ^e classe	209.000	232.000
Chef de comptabilité :		
1 ^{re} classe	178.000	191.000
2 ^e classe	161.000	170.000
3 ^e classe	144.000	151.000
Commis chef de groupe :		
Hors classe	260.000	287.000
1 ^{re} classe	244.000	272.000
2 ^e classe	233.500	261.000
3 ^e classe	219.500	247.000
4 ^e classe	209.500	236.000
5 ^e classe	197.500	224.000
Commis principal :		
Classe exceptionnelle	236.000	266.000
} après 3 ans.	228.000	250.000
} avant 3 ans.	208.500	231.000
Hors classe	199.000	221.000
1 ^{re} classe	191.000	213.000
2 ^e classe	184.000	206.000
3 ^e classe	173.500	194.000
Commis :		
1 ^{re} classe	164.500	182.000
2 ^e classe	153.000	167.000
3 ^e classe et stagiaire	136.000	143.000
Sténodactylographe :		
Hors classe (1)		
2 ^e échelon	193.500	216.000
1 ^{er} échelon	189.500	213.000
1 ^{re} classe	183.500	205.000
2 ^e classe	173.000	193.000
3 ^e classe	165.500	184.000
4 ^e classe	158.500	175.000
5 ^e classe	151.000	165.000
6 ^e classe	140.500	154.000
7 ^e classe	129.500	141.000

(1) Classe en voie d'extinction. Echelons maintenus à titre personnel aux agents qui en bénéficiaient au 31 décembre 1948.

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX	EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	de base 1948	traitements de base 1949		de base 1948	traitements de base 1949
	Francs	Francs		Francs	Francs
Dactylographe :			<i>Cadre des vérificateurs et collecteurs des droits ruraux.</i>		
Hors classe (1) :			Vérificateur :		
2 ^e échelon	186.000	201.000	Classe exceptionnelle	236.000	266.000
1 ^{er} échelon	182.000	199.000	1 ^{re} classe	228.000	250.000
1 ^{re} classe	176.000	190.000	2 ^e classe	208.500	231.000
2 ^e classe	166.000	179.000	Collecteur principal :		
3 ^e classe	158.500	170.000	1 ^{re} classe	199.000	221.000
4 ^e classe	152.000	162.000	2 ^e classe	191.000	213.000
5 ^e classe	145.000	153.000	3 ^e classe	184.000	206.000
6 ^e classe	134.500	142.000	4 ^e classe	173.500	194.000
7 ^e classe	124.000	130.000	5 ^e classe	164.500	182.000
Dame employée :			Collecteur :		
Hors classe (1) :			1 ^{re} classe	158.000	174.000
2 ^e échelon	182.500	194.000	2 ^e classe	148.000	158.000
1 ^{er} échelon	178.500	191.000	3 ^e classe	136.000	143.000
1 ^{re} classe	172.500	182.000	<i>Cadre des métiers et arts marocains.</i>		
2 ^e classe	162.500	172.000	Inspecteur :		
3 ^e classe	155.000	163.000	Classe exceptionnelle	507.000	593.000
4 ^e classe	148.500	155.000	Hors classe :		
5 ^e classe	141.000	146.000	2 ^e échelon	484.000	547.000
6 ^e classe	131.000	134.000	1 ^{er} échelon	438.000	500.000
7 ^e classe	120.000	123.000	1 ^{re} classe	395.000	454.000
<i>Cadre de l'interprétariat.</i>			2 ^e classe	371.000	422.000
Chef de bureau d'interprétariat :			3 ^e classe	341.000	385.000
Classe exceptionnelle	538.000	630.000	Inspecteur régional :		
Hors classe	526.000	606.000	Hors classe (après 3 ans)		
1 ^{re} classe	493.000	565.000	Hors classe		
2 ^e classe	444.000	512.000	1 ^{re} classe		
3 ^e classe	399.000	462.000	2 ^e classe		
4 ^e classe	364.000	420.000	3 ^e classe		
5 ^e classe	327.000	368.000	4 ^e classe		
Interprète principal :			5 ^e classe		
Classe exceptionnelle	433.000	490.000	Agent technique principal :		
Hors classe :			1 ^{re} classe		
2 ^e échelon	425.000	474.000	2 ^e classe		
1 ^{er} échelon	415.000	468.000	3 ^e classe		
1 ^{re} classe	373.000	426.000	4 ^e classe		
2 ^e classe	337.000	388.000	Agent technique :		
3 ^e classe	304.000	353.000	Hors classe		
4 ^e classe	260.000	304.000	1 ^{re} classe		
Interprète :			2 ^e classe		
Hors classe			3 ^e classe		
1 ^{re} classe	304.000	353.000	4 ^e classe		
2 ^e classe	281.000	329.000	5 ^e classe		
3 ^e classe	257.000	305.000	Stagiaire		
4 ^e classe	238.000	284.000			
5 ^e classe	220.000	263.000			
Stagiaire	189.000	226.000			
Commis principal d'interprétariat :			<i>Cadre de l'architecture et de l'urbanisme.</i>		
Classe exceptionnelle	236.000	266.000	Architecte :		
} après 3 ans.		228.000	Classe exceptionnelle		
} avant 3 ans.		208.500	Hors classe		
Hors classe	199.000	221.000	1 ^{re} classe		
1 ^{re} classe	191.000	213.000	2 ^e classe		
2 ^e classe	184.000	206.000	3 ^e classe		
3 ^e classe	173.500	194.000	Inspecteur principal d'architecture :		
Commis d'interprétariat :			Hors classe		
1 ^{re} classe	164.500	182.000	1 ^{re} classe		
2 ^e classe	153.000	167.000	2 ^e classe		
3 ^e classe et stagiaire	136.000	143.000			

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	de base 1948	traitements de base 1949
	Francs	Francs
Inspecteur d'architecture :		
1 ^{re} classe	254.000	302.000
2 ^e classe	229.000	272.000
3 ^e classe	208.000	245.000
4 ^e classe	183.000	214.000
* Stagiaire	162.000	188.000
Dessinateur principal :		
Classe exceptionnelle	322.000	389.000
1 ^{re} classe	310.000	365.000
2 ^e classe	287.000	341.000
3 ^e classe	263.000	317.000
Dessinateur :		
Classe exceptionnelle	240.000	288.000
Hors classe	222.000	267.000
1 ^{re} classe	208.000	250.000
2 ^e classe	196.000	234.000
3 ^e classe	185.000	218.000
4 ^e classe	173.000	202.000
5 ^e classe	162.000	188.000
Cadre des techniciens des plans de villes.		
<i>1^{re} catégorie (2) :</i>		
Contrôleur principal des plans de villes, géomètre principal, contrôleur principal des plantations :		
Hors classe :		
2 ^e échelon	345.000	397.000
1 ^{er} échelon	341.000	396.000
1 ^{re} classe	308.000	361.000
2 ^e classe	264.000	312.000
Contrôleur des plans de villes, géomètre, contrôleur des plantations :		
1 ^{re} classe	243.000	287.000
2 ^e classe	222.000	261.000
3 ^e classe	200.000	235.000
4 ^e classe	181.000	211.000
5 ^e classe	163.000	189.000
<i>2^e catégorie :</i>		
Dessinateur principal, opérateur principal, conducteur principal de travaux, conducteur principal de plantations :		
1 ^{re} classe	310.000	365.000
2 ^e classe	284.000	335.000
3 ^e classe	255.000	302.000
Dessinateur, opérateur, conducteur de travaux et conducteur de plantations :		
Classe exceptionnelle	234.000	276.000
Hors classe	213.000	249.000
1 ^{re} classe	199.000	233.000
2 ^e classe	190.000	222.000
3 ^e classe	181.000	210.000
4 ^e classe	171.000	198.000
5 ^e classe	163.000	189.000

(2) titre personnel, l'agent percevant actuellement le traitement de 354.000 francs bénéficiera du traitement de 411.000 francs.

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	de base 1948	traitements de base 1949
	Francs	Francs
<i>3^e catégorie :</i>		
Agent technique principal et chef jardinier principal :		
Hors classe		
1 ^{re} classe	240.000	274.000
2 ^e classe	216.000	246.000
3 ^e classe	203.000	229.000
3 ^e classe	192.000	215.000
Agent technique et chef jardinier :		
1 ^{re} classe	183.000	203.000
2 ^e classe	171.000	189.000
3 ^e classe	162.000	177.000
4 ^e classe	152.000	165.000
5 ^e classe	139.000	150.000

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1949, le montant de l'indemnité forfaitaire pour travaux et services supplémentaires permanents allouée aux agents du cadre des adjoints de contrôle, prévue à l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1947, modifié par l'arrêté résidentiel du 20 décembre 1948, réduit de 25 % en application de l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1948, est réduit de 50 %.

Rabat, le 26 mars 1949.

A. JUIN.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale, tel qu'il a été modifié par l'arrêté résidentiel du 3 décembre 1947,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 21 de l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 21. —

« Le grade de commissaire divisionnaire peut être attribué, dans les conditions ci-dessus, à des commissaires principaux chargés de fonctions spéciales à l'administration centrale, au commissaire chef du service du contrôle des étrangers et de la surveillance du territoire, aux commissaires chefs des sûretés régionales de Rabat, Fès, Meknès, Oujda et Marrakech, au commissaire chargé de la police mobile de sûreté et de la police des renseignements généraux et spéciale de Casablanca, au commissaire central chargé des services de police urbaine de Casablanca, au commissaire chef de la section économique et de la police des jeux. Leur nombre est limité à douze.

« Le grade de commissaire principal peut être accordé, dans les conditions fixées à l'alinéa précédent, à des commissaires chefs de section à l'administration centrale, aux commissaires chefs de la police mobile de sûreté, de la police des renseignements généraux et de la police urbaine de Casablanca, au commissaire spécial du port de Casablanca, à l'un des deux commissaires de la police mobile de sûreté ou de la police des renseignements généraux à

« Rabat, Fès, Marrakech, Oujda et Meknès, aux commissaires adjoints
« aux commissaires divisionnaires chefs des sûretés régionales
« d'Oujda, Fès, Meknès, Rabat et Marrakech, aux commissaires chefs
« de la police mobile de sûreté de Port-Lyautey et Safi, ainsi qu'au
« commissaire chef de la sûreté régionale d'Agadir.

« Leur nombre est limité à dix-neuf. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 28 mars 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel fixant les traitements du cadre réservé aux Marocains dans l'administration pénitentiaire.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 2 juillet 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires en service au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924 portant organisation du service pénitentiaire, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 mars 1948 portant abrogation de certains arrêtés viziriels relatifs à la rémunération des personnels en activité de l'Etat, des municipalités et des établissements publics, et attribuant une avance provisoire à ces personnels ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1948, les traitements globaux et les grades et classes que comporte le cadre réservé aux Marocains dans l'administration pénitentiaire sont fixés ainsi qu'il suit :

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS globaux 1945	NOUVEAUX traitements globaux
	Francs	Francs
Chefs gardiens :		
1 ^{re} classe	48.000	153.000
2 ^e classe	45.000	146.500
3 ^e classe	43.500	139.000
4 ^e classe	42.000	137.000
Gardiens :		
Hors classe	39.000	127.000
1 ^{re} classe	37.500	124.500
2 ^e classe	36.000	122.500
3 ^e classe	34.800	118.500
4 ^e classe	33.600	114.000

ART. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées aux articles 6 et 8 du dahir du 2 juillet 1945. Est incorporée dans le traitement, à compter du 1^{er} janvier 1948, l'avance provisoire instituée par l'arrêté viziriel susvisé du 20 mars 1948.

ART. 3. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs grade et classe respectifs.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des agents du cadre réservé dans leur grade ou classe comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 4. — Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux agents en service à Tanger ou dans la zone d'influence espagnole.

Rabat, le 26 mars 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements du personnel des services actifs de la police générale, à compter du 1^{er} janvier 1949.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 18 décembre 1948 fixant les nouveaux traitements et indemnités du personnel des services actifs de la police générale ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Après s'être assuré de l'adhésion de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté résidentiel susvisé du 18 décembre 1948 :

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Commissaire divisionnaire :		
Après 3 ans de grade	580.000	690.000
Avant 3 ans de grade	568.000	666.000
Commissaire principal :		
1 ^{re} classe	525.000	605.000
2 ^e classe	471.000	553.000
3 ^e classe :		
Après 10 ans de service effectif dans le grade de commissaire	428.000	509.000
Avant 10 ans de service effectif dans le grade de commissaire	412.000	477.000
Commissaire :		
1 ^{re} classe :		
3 ^e échelon	394.000	464.000
2 ^e échelon	382.000	451.000
1 ^{er} échelon	370.000	438.000
2 ^e classe :		
3 ^e échelon	346.000	410.000
2 ^e échelon	333.000	396.000
1 ^{er} échelon	319.000	381.000
3 ^e classe :		
3 ^e échelon	293.000	353.000
2 ^e échelon	282.000	341.000
1 ^{er} échelon	268.000	326.000
4 ^e classe	256.000	317.000
Stagiaire	236.000	285.000
Élève commissaire (1)	217.000	259.000
Inspecteur-chef principal :		
1 ^{re} classe	351.000	420.000
2 ^e classe	339.000	399.000
3 ^e classe	323.000	376.000

(1) Les conditions d'accès seront fixées ultérieurement.

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	1948	traitements
	Francs	Francs
Inspecteur-chef :		
1 ^{re} classe :		
3 ^o échelon	307.000	365.000
2 ^o échelon	295.000	349.000
1 ^{er} échelon	284.000	334.000
2 ^o classe :		
3 ^o échelon	267.000	326.000
2 ^o échelon	257.500	303.000
1 ^{er} échelon	249.500	290.000
3 ^o classe :		
3 ^o échelon	234.000	273.000
2 ^o échelon	225.500	262.000
1 ^{er} échelon	217.000	248.000
4 ^o classe (1)	198.000	230.000
Commandant principal des gardiens de la paix :		
1 ^{re} classe	457.000	528.000
2 ^o classe	409.000	474.000
Commandant des gardiens de la paix :		
1 ^{re} classe	380.000	450.000
2 ^o classe	351.000	420.000
3 ^o classe	324.000	391.000
4 ^o classe	295.000	360.000
Officier de paix principal :		
1 ^{re} classe	307.000	374.000
2 ^o classe	288.000	353.000
3 ^o classe	270.000	333.000
Officier de paix :		
1 ^{re} classe :		
Après 2 ans de service effec- tif dans le grade d'officier de 1 ^{re} classe	269.500	332.000
Avant 2 ans de service effec- tif dans le grade d'officier de 1 ^{re} classe	259.500	312.000
2 ^o classe :		
Après 2 ans dans le grade d'officier	240.000	285.000
Avant 2 ans dans le grade d'officier	231.500	268.000
Secrétaire principal :		
1 ^{re} classe	318.000	386.000
2 ^o classe :		
Après 8 ans dans le grade de secrétaire	297.000	360.000
Avant 8 ans dans le grade de secrétaire	288.000	342.000
Secrétaire de police :		
Hors classe :		
4 ^o échelon (après 6 ans dans la hors classe)	271.000	330.000
3 ^o échelon (après 4 ans dans la hors classe)	262.500	314.000
2 ^o échelon	256.500	301.000
1 ^{er} échelon	243.500	285.000

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	1948	traitements
	Francs	Francs
Secrétaire de police (suite) :		
Classe exceptionnelle	229.500	266.000
1 ^{re} classe	215.500	248.000
2 ^o classe	204.000	231.000
3 ^o classe	194.000	216.000
Stagiaire	184.500	203.000
Inspecteur principal :		
Classe exceptionnelle (2)	281.000	351.000
Hors classe	277.000	343.000
1 ^{re} classe	262.000	322.000
Inspecteur sous-chef hors classe :		
2 ^o échelon	249.000	302.000
1 ^{er} échelon	240.500	286.000
Inspecteur sous-chef :		
Classe unique	229.500	270.000
Inspecteur :		
Hors classe	221.500	255.000
1 ^{re} classe	205.500	235.000
2 ^o classe	194.500	219.000
3 ^o classe	185.500	204.000
Stagiaire	174.500	189.000
Brigadier-chef :		
1 ^{re} classe	254.500	308.000
2 ^o classe :		
Après 2 ans dans le grade de brigadier-chef	241.500	289.000
Avant 2 ans dans le grade de brigadier-chef	235.000	276.000
Brigadier :		
1 ^{re} classe	229.500	270.000
2 ^o classe	218.000	248.000
Sous-brigadier :		
Après 2 ans dans le grade de sous-brigadier	215.000	244.000
Avant 2 ans dans le grade de sous-brigadier	209.000	232.000
Gardien de la paix :		
Hors classe	206.000	230.000
Classe exceptionnelle	195.500	215.000
1 ^{re} classe	186.000	201.000
2 ^o classe	177.500	188.000
3 ^o classe	169.500	176.000
Stagiaire	165.500	170.000
Agent spécial expéditionnaire :		
Hors classe	200.500	206.000
1 ^{re} classe	192.500	197.000
2 ^o classe	183.000	187.000
3 ^o classe	178.000	181.000
4 ^o classe	172.000	173.000
5 ^o classe	165.300	165.300
6 ^o classe	154.800	154.800
Stagiaire	142.800	142.800

(2) Classe exceptionnelle qui sera attribuée au choix aux inspecteurs princi-
paux hors classe ayant au moins deux ans de service dans ce grade et dans la
limite de 20 % de l'effectif du grade. Les bénéficiaires seront désignés par arrêté
du directeur des services de sécurité publique.

Rabat, le 26 mars 1949.

A. JUIN.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 Joumada I 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories du personnel de la direction des travaux publics, à compter du 1^{er} janvier 1949.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 28 janvier 1949 (28 rebia I 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 (6 Joumada I 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 28 janvier 1949 (28 rebia I 1368) :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Ingénieurs principaux des travaux publics :		
1 ^{re} classe	577.000	646.000
2 ^e classe	552.000	618.000
3 ^e classe	517.000	584.000
Ingénieurs subdivisionnaires, et adjoints des travaux publics :		
Subdivisionnaires :		
Classe exceptionnelle :		
2 ^e échelon (après 2 ans)	518.000	584.000
.....	507.000	562.000
1 ^{er} échelon (avant 2 ans)	505.000	576.000
.....	493.000	552.500
1 ^{re} classe	466.000	534.500
2 ^e classe	426.000	490.000
3 ^e classe	386.000	446.000
4 ^e classe	359.000	410.000
Adjoints		
1 ^{re} classe	330.000	374.000
2 ^e classe	302.000	337.000
3 ^e classe	273.000	300.000
4 ^e classe :		
2 ^e échelon (après 1 an)	257.000	281.000
1 ^{er} échelon (avant 1 an)	237.000	258.000
Sous-ingénieurs des travaux publics :		
Classe exceptionnelle	433.500	491.000
Hors classe :		
3 ^e échelon (après 4 ans)	429.500	483.000
2 ^e échelon (après 2 ans)	391.000	446.000
1 ^{er} échelon (avant 2 ans)	371.000	422.000
1 ^{re} classe	345.500	394.000
2 ^e classe	323.000	368.000
3 ^e classe	306.500	346.000
4 ^e classe	289.000	323.000
5 ^e classe	266.500	297.000
6 ^e classe	249.500	275.000
7 ^e classe	230.000	251.000
8 ^e classe	209.000	226.000

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Adjoints techniques des travaux publics :		
Principaux :		
1 ^{re} classe	335.000	381.000
2 ^e classe	312.000	354.000
3 ^e classe	294.000	330.000
4 ^e classe	276.000	306.000
Adjoints techniques :		
1 ^{re} classe	257.000	281.000
2 ^e classe	235.000	254.000
3 ^e classe	219.000	232.000
4 ^e classe	196.000	206.000
Agents techniques des travaux publics :		
Principaux :		
Classe exceptionnelle :		
Après 3 ans	290.000	343.000
Avant 3 ans	264.000	312.000
Hors classe	248.000	290.000
1 ^{re} classe	231.000	268.500
2 ^e classe	218.000	250.000
3 ^e classe	205.000	232.000
Agents techniques :		
1 ^{re} classe	193.000	214.000
2 ^e classe	180.500	197.000
3 ^e classe	166.500	178.500
Conducteurs de chantier :		
Principaux :		
1 ^{re} classe	222.000	273.000
2 ^e classe	210.000	257.000
3 ^e classe	195.000	238.500
Conducteurs :		
1 ^{re} classe	187.000	227.000
2 ^e classe	179.000	215.000
3 ^e classe	170.000	203.000
4 ^e classe	158.000	188.500
5 ^e classe	147.000	175.500
Inspecteurs d'aconage :		
Classe exceptionnelle	463.000	564.000
1 ^{re} classe	440.000	517.500
2 ^e classe	388.000	455.000
3 ^e classe	342.000	397.000
Officiers de port :		
Capitaines :		
1 ^{re} classe	374.000	462.000
2 ^e classe	340.000	425.000
3 ^e classe :		
2 ^e échelon (après 2 ans)	300.000	384.000
1 ^{er} échelon (avant 2 ans)	271.000	350.000
Lieutenants :		
1 ^{re} classe	285.000	364.000
2 ^e classe	262.000	338.000
3 ^e classe	243.000	314.500
Stagiaires	220.000	288.000

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	1948	traitements
	Francs	Francs
Sous-lieutenants :		
1 ^{re} classe	234.000	306.000
2 ^o classe	212.500	272.000
3 ^o classe	193.500	240.000
4 ^o classe	174.000	208.000
Stagiaires	144.500	171.000
Maitres de phare :		
Classe exceptionnelle	215.500	268.000
1 ^{re} classe	197.000	242.500
2 ^o classe	180.000	218.000
Maitres adjoints de phare :		
1 ^{re} classe	162.000	188.000
2 ^o classe	145.500	163.500
3 ^o classe	133.000	148.000
4 ^o classe	129.000	142.000
5 ^o classe	125.500	136.000
Chefs de bureau de circonscription :		
1 ^{re} classe	366.000	435.000
2 ^o classe	353.500	410.000
Chefs de bureau d'arrondissement :		
Principaux :		
Classe exceptionnelle	353.500	410.000
Hors classe	315.000	360.000
1 ^{re} classe	296.000	337.000
2 ^o classe	272.000	311.000
3 ^o classe	247.000	285.000
4 ^o classe	228.000	263.500
Chefs de bureau :		
1 ^{re} classe	209.000	241.000
2 ^o classe	192.000	222.000
3 ^o classe	176.000	204.000
4 ^o classe	162.000	188.000

Art. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1949, l'indemnité de fonctions créée au profit de deux secrétaires-comptables et l'indemnité de recrutement allouée aux inspecteurs et contrôleurs d'aconage et officiers de port, réduites de 25 % en application de l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 29 janvier 1949 (28 rebia I 1368), sont réduites de 50 %.

Art. 3. — Sous la réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessus, toutes les autres dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 29 janvier 1949 (28 rebia I 1368) sont maintenues.

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1949.

*Le Commissaire résident général,
A. JUIN.*

Arrêté du directeur des travaux publics modifiant et complétant les arrêtés directoriaux des 22 octobre 1945 et 13 mars 1947 relatifs à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires, d'employés et agents publics et de sous-agents publics de la direction des travaux publics.

Par arrêté directorial du 23 mars 1949, et à compter du 1^{er} janvier 1948, le 3^e paragraphe de l'article 2 des arrêtés directoriaux des 22 octobre 1945 et 13 mars 1947 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« 3^e Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services « dans une administration publique du Protectorat, le service légal « et les services de guerre non rémunérés par pension étant toute- « fois pris en compte, le cas échéant. »

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté du directeur des finances modifiant l'arrêté directorial du 3 octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel administratif de la direction des finances.

Par arrêté directorial du 26 mars 1949, et à compter du 1^{er} janvier 1948, l'article 2 de l'arrêté du 3 octobre 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« 3^e Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services « dans une administration publique du Protectorat ou dans un « emploi relevant des établissements français de Tanger ou de l'admi- « nistration de cette zone, le service militaire légal et les services « de guerre non rémunérés par pension étant toutefois pris en « compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES.

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) allouant une indemnité forfaitaire aux professeurs chargés de cours à l'École de prospection et d'études minières au Maroc.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 11 juillet 1948 (4 ramadan 1367) relatif à l'École de prospection et d'études minières au Maroc, en rémunérant notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 septembre 1947 (12 kaada 1366) allouant une indemnité forfaitaire aux professeurs chargés de cours à l'École de prospection et d'études minières au Maroc,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux chargés de cours de l'École de prospection et d'études minières du Maroc, en rémunération des travaux supplémentaires effectués, une indemnité forfaitaire par heure de cours effectivement réalisée, fixée par décision du directeur de la production industrielle et des mines, et payable mensuellement, à terme échu, sur production de mémoires justificatifs.

Le taux horaire maximum de cette indemnité est fixé à 1.000 francs pour les professeurs agrégés et les ingénieurs du corps des mines et à 700 francs pour les autres professeurs.

Art. 2. — Les répétiteurs des exercices de physique et chimie reçoivent une indemnité annuelle fixée, par décision du directeur de la production industrielle et des mines, dans la limite d'un maximum annuel de 24.000 francs.

Le taux de l'indemnité forfaitaire attribuée aux professeurs chargés des cours de dessin et des travaux pratiques de topographie, est fixé, dans les mêmes conditions, dans la limite d'un maximum annuel de 36.000 francs.

Art. 3. — Il est alloué aux chargés de cours, pour les interrogations et corrections auxquelles ils procèdent, une indemnité de :
20 francs par copie corrigée ;
100 francs par heure d'interrogation.

ART. 4. — L'arrêté viziriel du 27 septembre 1947 (12 kaada 1366) allouant une indemnité forfaitaire aux professeurs chargés de cours à l'École de prospection et d'études minières au Maroc est abrogé.

ART. 5. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fail à Rabat, le 27 jourmada I^{er} 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts ouvrant un concours pour six emplois de secrétaire de conservation foncière.

Aux termes d'un arrêté directorial du 14 mars 1949, un concours pour six emplois de secrétaire de conservation foncière est ouvert à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique).

Deux emplois sont réservés aux candidats marocains et deux autres aux bénéficiaires des dispositions du dahir du 11 octobre 1947.

Le nombre d'emplois susceptibles d'être attribués aux femmes est fixé à deux.

Les épreuves exclusivement écrites auront lieu simultanément à Rabat et à Paris, les 15 et 16 juin 1949, dans les conditions fixées par l'arrêté directorial du 7 février 1949.

Les demandes d'inscription accompagnées de toutes pièces réglementaires exigées, devront parvenir à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique) un mois avant la date du concours.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant l'arrêté directorial du 10 octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel technique et du personnel administratif propres à la direction des affaires économiques.

Par arrêté directorial du 21 mars 1949, et à compter du 1^{er} janvier 1948, l'article 2 de l'arrêté directorial du 10 octobre 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« 3° Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services « dans une administration publique du Protectorat, le service légal « et les services de guerre non rémunérés par une pension étant « toutefois pris en compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) portant fixation du régime d'indemnité de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 2 juillet 1945 (21 rejeb 1364) portant réforme des traitements des fonctionnaires en service au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 décembre 1948 (13 safar 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera majorée, en 1948, la rétribution des agents des cadres généraux mixtes au titre du reclassement de la fonction publique ;

Avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1948, il est alloué une indemnité de charges administratives, non soumise à retenues pour pensions civiles et ne comportant pas la majoration marocaine, aux chefs des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique ci-après :

Provisaires, directeurs et directrices des lycées et collèges, directeur de l'École industrielle et commerciale de Casablanca.

Les conditions d'attribution et les taux de cette indemnité sont fixés conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 2. — Le montant annuel de l'indemnité de charges administratives varie uniquement en fonction de l'importance de chaque établissement d'enseignement et, éventuellement, de ses annexes, sans qu'il soit tenu compte, notamment, ni de l'ancienneté de service des bénéficiaires, ni, en cas de changement de catégorie de l'établissement à la tête duquel ils se trouvent placés, du taux de l'indemnité auquel ils pouvaient antérieurement prétendre.

L'attribution de l'indemnité de charges administratives est liée à l'exercice effectif des fonctions qui y ouvrent droit.

Dans le cas où un fonctionnaire assure l'intérim de ces fonctions, il peut bénéficier, au lieu et place du fonctionnaire qu'il remplace, d'une partie de cette indemnité, dont le montant est fixé proportionnellement à la durée totale de l'intérim.

ART. 3. — Les taux forfaitaires de l'indemnité de charges administratives sont fixés conformément au tableau ci-après :

CLASSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS	TAUX annuel de l'indemnité
	Francs
1 ^{re} catégorie : établissements comptant moins de 100 points	12.000
2 ^e catégorie : établissements comptant de 101 à 300 points	20.000
3 ^e catégorie : établissements comptant de 301 à 500 points	30.000
4 ^e catégorie : établissements comptant de 501 à 800 points	40.000
5 ^e catégorie : établissements comptant de 801 à 1.200 points	55.000
6 ^e catégorie : établissements comptant de 1.201 à 1.700 points	70.000
7 ^e catégorie : établissements comptant plus de 1.700 points	85.000
Hors catégorie, constituée uniquement par les établissements qui auront fait l'objet d'un classement dans cette catégorie par arrêté du directeur de l'instruction publique approuvé par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances	95.000

Un arrêté du directeur de l'instruction publique approuvé par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances, fixera les conditions dans lesquelles les établissements d'enseignement seront classés dans les catégories ci-dessus indiquées.

ART. 4. — Les adjoints à certains des chefs des établissements prévus à l'article premier pourront également bénéficier, à partir du 1^{er} janvier 1948, d'une indemnité forfaitaire de charges administratives de même nature que celle des chefs d'établissements.

La liste des bénéficiaires de l'indemnité prévue à l'alinéa ci-dessus est ainsi fixée :

1° Adjoints aux chefs d'établissements d'enseignement du second degré :

Censeurs ;

2° Adjoints aux chefs d'établissements de l'enseignement technique :

Censeurs, surveillants généraux pourvus du professorat des écoles nationales professionnelles, collèges techniques et établissements assimilés, ou licenciés ou certifiés.

Cette indemnité sera allouée à raison au maximum d'un agent par établissement, le petit lycée Lyautey de Casablanca ouvrant droit à pareille indemnité pour un agent.

Les conditions d'attribution de l'indemnité prévue au présent article sont analogues à celles qui ont été définies dans les articles 2 et 3 ci-dessus.

En aucun cas, toutefois, le montant annuel de l'indemnité allouée à un des fonctionnaires visés au présent article ne pourra excéder la moitié de l'indemnité de charges administratives susceptible d'être allouée au chef d'établissement dont il est l'adjoint.

Dans le cas exceptionnel où le chef d'établissement n'a pas droit à une indemnité de charges administratives, le taux d'indemnité susceptible d'être alloué à son adjoint est fixé directement à la moitié du montant annuel figurant à l'article 3 et compte tenu du classement de l'établissement dans les catégories prévues audit article.

ART. 5. — En ce qui concerne le grand lycée Lyautey de Casablanca, l'indemnité prévue à l'article 4 ci-dessus sera allouée, à titre exceptionnel et transitoire, aux deux censeurs en fonction à la date de publication du présent arrêté.

ART. 6. — Dans les établissements du second degré comportant une section technique correspondant à un indice au moins égal à 300 points, l'indemnité prévue à l'article 4 ci-dessus pourra, éventuellement être allouée, en outre, à l'adjoint au chef d'établissement qui sera chargé de cette section s'il remplit les conditions fixées audit article.

Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949).

MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUN.

Arrêté du directeur de l'instruction publique fixant les conditions de classement des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique en vue de l'attribution de l'indemnité de charges administratives.

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 28 mars 1949 portant fixation du régime d'indemnité de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le classement des établissements d'enseignement, visés par l'arrêté viziriel du 28 mars 1949, dans les différentes catégories prévues à l'article 3 du même texte, est effectué au début de chaque année scolaire, compte tenu de l'effectif scolaire en place au 1^{er} novembre de l'année considérée.

Cet effectif est pondéré en affectant à chaque catégorie d'élèves un nombre variable de points calculés en prenant pour base le tableau de correspondance ci-dessous :

CATEGORIES D'ÉLÈVES	NOMBRE de points correspondants
1° Élèves autres que ceux expressément visés au paragraphe 2° ci-après et appartenant notamment à toutes classes jusqu'au baccalauréat compris :	
Élèves externes	1
Élèves demi-pensionnaires ou fréquentant la cantine	2
Élèves internes	4
2° Élèves des classes préparatoires aux grandes écoles ; élèves des sections techniques des lycées et collèges et de l'École industrielle et commerciale de Casablanca ; élèves des trois premières années des sections normales primaires :	
Élèves externes	2
Élèves demi-pensionnaires ou fréquentant la cantine	3
Élèves internes	5

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les établissements visés à l'article premier de l'arrêté viziriel du 28 mars 1949, et dont le chef n'est assisté d'aucun personnel de surveillance générale ou de secrétariat, pourront être classés dans les conditions suivantes :

L'effectif pondéré obtenu dans les conditions fixées à l'article précédent, pourra être majoré d'un nombre de points égal à la moitié de l'effectif total des élèves externes, augmenté de l'effectif total des élèves internes, demi-pensionnaires et fréquentant la cantine des établissements considérés.

Rabat, le 30 mars 1949.

R. THABAULT.

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille modifiant l'arrêté du 10 janvier 1946 fixant les conditions d'incorporation de certains agents auxiliaires dans les cadres de fonctionnaires de la direction de la santé publique et de la famille.

Par arrêté directorial du 18 mars 1948, le troisième paragraphe de l'article 2 de l'arrêté du 10 janvier 1946 est modifié ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1948 :

« 3° Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services dans une administration publique du Protectorat ou dans un emploi relevant des établissements français de Tanger ou de l'administration de cette zone, le service militaire légal et les services de guerre non rémunérés par une pension étant toutefois pris en compte, le cas échéant. »

(La suite du paragraphe sans modification.)

Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille modifiant l'arrêté du 27 juin 1947 relatif à l'incorporation de certains agents auxiliaires journaliers ou à contrat de la direction de la santé publique et de la famille dans les cadres d'employés et agents publics et de sous-agents publics.

Par arrêté directorial du 18 mars 1949, le troisième paragraphe de l'article 2 de l'arrêté du 27 juin 1947 est modifié ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1948 :

« 3° Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services dans une administration publique du Protectorat ou dans un emploi relevant des établissements français de Tanger ou de l'administration de cette zone, le service militaire légal et les services de guerre non rémunérés par une pension étant toutefois pris en compte, le cas échéant. »

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 Joumada I 1368) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 21 décembre 1948 (19 safar 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 4 juillet 1945 (23 rejob 1364) fixant les traitements et les délais d'avancement du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 décembre 1948 (13 safar 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera majorée, en 1948, la rétribution des agents des cadres généraux mixtes au titre du reclassement de la fonction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 novembre 1948 (8 moharrem 1368) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 décembre 1948 (19 safar 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE. -- Les articles premier et 4 de l'arrêté viziriel susvisé du 21 décembre 1948 (19 safar 1368) sont complétés ou modifiés comme suit :

« Article premier. -- Les traitements de base et les classes ou échelons afférents aux emplois énumérés ci-après, sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1948 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS des différents services	Traitements de base 1945	Indices	Nouveaux traitements	OBSERVATIONS																																																				
<i>Administration centrale (1).</i>				<p>(1) Les traitements de base afférents aux emplois ci-dessous de l'administration centrale de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones sont ceux fixés par l'arrêté viziriel du 22 décembre 1948 (20 safar 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs à compter du 1^{er} janvier 1948.</p> <p>Ces traitements sont attribués aux chefs de bureau, sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux, rédacteurs et chefs de groupe de l'Office, d'après le tableau de correspondance ci-après :</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;">Hiérarchie de l'Office des P.T.T.</td> <td style="text-align: center;">Hiérarchie du personnel administratif du Protectorat</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"><i>Chef de bureau :</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Chef de bureau :</i></td> </tr> <tr> <td>4^e échelon</td> <td>Hors classe.</td> </tr> <tr> <td>3^e échelon</td> <td>1^{re} classe.</td> </tr> <tr> <td>2^e échelon</td> <td>2^e classe.</td> </tr> <tr> <td>1^{er} échelon</td> <td>3^e classe.</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"><i>Sous-chef de bureau :</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Sous-chef de bureau :</i></td> </tr> <tr> <td>3^e échelon</td> <td>1^{re} classe.</td> </tr> <tr> <td>2^e échelon</td> <td>2^e classe.</td> </tr> <tr> <td>1^{er} échelon</td> <td>3^e classe.</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"><i>Rédacteur principal :</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Rédacteur principal :</i></td> </tr> <tr> <td>3^e échelon</td> <td>1^{re} classe.</td> </tr> <tr> <td>2^e échelon</td> <td>2^e classe.</td> </tr> <tr> <td>1^{er} échelon</td> <td>3^e classe.</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"><i>Rédacteur :</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Rédacteur :</i></td> </tr> <tr> <td>4^e échelon</td> <td>1^{re} classe.</td> </tr> <tr> <td>3^e échelon</td> <td>2^e classe.</td> </tr> <tr> <td>2^e échelon</td> <td>3^e classe.</td> </tr> <tr> <td>1^{er} échelon</td> <td>Stagiaire.</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"><i>Chef de groupe :</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Chef de groupe :</i></td> </tr> <tr> <td>6^e échelon</td> <td>Hors classe.</td> </tr> <tr> <td>5^e échelon</td> <td>1^{re} classe.</td> </tr> <tr> <td>4^e échelon</td> <td>2^e classe.</td> </tr> <tr> <td>3^e échelon</td> <td>3^e classe.</td> </tr> <tr> <td>2^e échelon</td> <td>4^e classe.</td> </tr> <tr> <td>1^{er} échelon</td> <td>5^e classe.</td> </tr> </table>	Hiérarchie de l'Office des P.T.T.	Hiérarchie du personnel administratif du Protectorat	<i>Chef de bureau :</i>	<i>Chef de bureau :</i>	4 ^e échelon	Hors classe.	3 ^e échelon	1 ^{re} classe.	2 ^e échelon	2 ^e classe.	1 ^{er} échelon	3 ^e classe.	<i>Sous-chef de bureau :</i>	<i>Sous-chef de bureau :</i>	3 ^e échelon	1 ^{re} classe.	2 ^e échelon	2 ^e classe.	1 ^{er} échelon	3 ^e classe.	<i>Rédacteur principal :</i>	<i>Rédacteur principal :</i>	3 ^e échelon	1 ^{re} classe.	2 ^e échelon	2 ^e classe.	1 ^{er} échelon	3 ^e classe.	<i>Rédacteur :</i>	<i>Rédacteur :</i>	4 ^e échelon	1 ^{re} classe.	3 ^e échelon	2 ^e classe.	2 ^e échelon	3 ^e classe.	1 ^{er} échelon	Stagiaire.	<i>Chef de groupe :</i>	<i>Chef de groupe :</i>	6 ^e échelon	Hors classe.	5 ^e échelon	1 ^{re} classe.	4 ^e échelon	2 ^e classe.	3 ^e échelon	3 ^e classe.	2 ^e échelon	4 ^e classe.	1 ^{er} échelon	5 ^e classe.
Hiérarchie de l'Office des P.T.T.	Hiérarchie du personnel administratif du Protectorat																																																							
<i>Chef de bureau :</i>	<i>Chef de bureau :</i>																																																							
4 ^e échelon	Hors classe.																																																							
3 ^e échelon	1 ^{re} classe.																																																							
2 ^e échelon	2 ^e classe.																																																							
1 ^{er} échelon	3 ^e classe.																																																							
<i>Sous-chef de bureau :</i>	<i>Sous-chef de bureau :</i>																																																							
3 ^e échelon	1 ^{re} classe.																																																							
2 ^e échelon	2 ^e classe.																																																							
1 ^{er} échelon	3 ^e classe.																																																							
<i>Rédacteur principal :</i>	<i>Rédacteur principal :</i>																																																							
3 ^e échelon	1 ^{re} classe.																																																							
2 ^e échelon	2 ^e classe.																																																							
1 ^{er} échelon	3 ^e classe.																																																							
<i>Rédacteur :</i>	<i>Rédacteur :</i>																																																							
4 ^e échelon	1 ^{re} classe.																																																							
3 ^e échelon	2 ^e classe.																																																							
2 ^e échelon	3 ^e classe.																																																							
1 ^{er} échelon	Stagiaire.																																																							
<i>Chef de groupe :</i>	<i>Chef de groupe :</i>																																																							
6 ^e échelon	Hors classe.																																																							
5 ^e échelon	1 ^{re} classe.																																																							
4 ^e échelon	2 ^e classe.																																																							
3 ^e échelon	3 ^e classe.																																																							
2 ^e échelon	4 ^e classe.																																																							
1 ^{er} échelon	5 ^e classe.																																																							
<i>Services administratifs extérieurs.</i>				<p>Le renvoi (1^{er}) est complété comme il suit :</p> <p>« Les inspecteurs principaux des 4^e et 5^e échelons (ancienne hiérarchie) au traitement de base de 156.000 et 162.000 (échelle de 1945) perçoivent le traitement de 555.000 s'ils réunissent plus de six ans de grade. »</p>																																																				
Inspecteur principal.																																																								

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS des différents services	Traitements de base 1945	Indices	Nouveaux traitements	OBSERVATIONS
<i>Après commis (ancienne formule), ajouter :</i>				
Agent principal d'exploitation (11 quater) :				
5 ^e échelon	84.000	250	240.000	(11 ter) A titre transitoire, les commis intégrés dans le nouveau cadre d'agents d'exploitation et en possession de l'échelon de traitement de 54.000, 46.500 ou 43.500 francs recevront les traitements ci-après : 1 ^e Echelon de 54.000 francs, indice 190, nouveau traitement : 175.500 francs ; 2 ^e Echelon de 46.500 francs, indice 166, nouveau traitement : 157.500 francs ; 3 ^e Echelon de 43.500 francs, indice 153, nouveau traitement : 145.000 francs. (11 quater) En attendant l'intervention des statuts particuliers à ces catégories, la durée minimum du temps passé dans chacun des échelons de l'emploi d'agent principal ou d'agent d'exploitation est fixée à deux ans.
4 ^e échelon	78.000	238	224.500	
3 ^e échelon	72.000	226	213.000	
2 ^e échelon	66.000	214	199.000	
1 ^{re} échelon	60.000	202	188.000	
Agent d'exploitation (11 ter et 11 quater) :				
5 ^e échelon	57.000	190	177.500	(12) Ces emplois pourront être transformés en emplois d'agent et d'agent principal d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones, dont les indices seront : 140/250.
4 ^e échelon	51.000	178	167.500	
3 ^e échelon	48.000	166	159.500	
2 ^e échelon	45.000	153	150.500	
1 ^{re} échelon	42.000	140	139.000	
Commis principal (12) et commis (12) : (Sans changement.)				

Supprimer le dernier alinéa de l'article 4 à partir de :

« Indemnité de fonctions de 4.000 à 10.000 francs par an allouée aux inspecteurs principaux..... »

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1368 (30 mars 1949).

MOHAMMED EL MOKRI.

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Arrêté du trésorier général du Protectorat ouvrant un concours pour le recrutement de commis du Trésor.

Aux termes d'un arrêté du trésorier général du Protectorat du 14 mars 1949, un concours pour le recrutement de onze commis du Trésor aura lieu à Rabat, le 20 mai 1949 ; sur ces onze emplois, cinq sont réservés aux candidats masculins (dont deux aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947), et six aux candidats féminins (dont deux aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947).

Le nombre d'emplois réservés aux candidats marocains est fixé à deux.

Ce concours est ouvert aux candidats remplissant les conditions fixées par l'article 4, paragraphe VI, de l'arrêté viziriel du 29 octobre 1945, modifié par celui du 16 décembre 1947 (B.O. n° 1837, du 9 janvier 1948).

Les inscriptions seront reçues à la trésorerie générale à Rabat, jusqu'au 5 mai 1949 inclus.

Arrêté du trésorier général du Protectorat modifiant et complétant l'arrêté du 10 décembre 1945 fixant les conditions d'incorporation de certains agents auxiliaires dans les cadres de fonctionnaires de la trésorerie générale.

Aux termes d'un arrêté du trésorier général du Protectorat du 18 mars 1949, l'article 2 de l'arrêté du 10 décembre 1945 fixant les conditions d'incorporation de certains agents auxiliaires dans les cadres de fonctionnaires de la trésorerie générale, est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1948 :

« Article 2. —

« 3^e Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services dans une administration publique du Protectorat, le service légal et les services de guerre non rémunérés par une pension étant toutefois pris en compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

OFFICE MAROCAIN DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE.

Arrêté résidentiel fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, à compter du 1^{er} janvier 1949.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 2 février 1938 formant statut du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 18 janvier 1949 fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre particulier de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté résidentiel du 18 janvier 1949 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements (1)
	Francs	Francs
Directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre :		
1 ^{re} classe	574.000	638.000
2 ^e classe	543.000	601.000
3 ^e classe	501.000	556.000
4 ^e classe	469.000	520.000
Chefs de division :		
Classe exceptionnelle	526.000	606.000
1 ^{re} classe	494.000	567.000
2 ^e classe	447.000	518.000
3 ^e classe	406.000	476.000
4 ^e classe	373.000	438.000
5 ^e classe	345.000	404.000
Chefs de bureau :		
Classe exceptionnelle	415.000	468.000
1 ^{re} classe	373.000	423.000
2 ^e classe	341.000	385.000
3 ^e classe	309.000	348.000
4 ^e classe	287.000	319.000
5 ^e classe	260.000	287.000
Rédacteurs principaux :		
Classe exceptionnelle	306.000	379.000
1 ^{re} classe	287.000	341.000
2 ^e classe	263.000	315.000
3 ^e classe	247.000	295.000
4 ^e classe	228.000	272.000
Rédacteurs :		
1 ^{re} classe	210.000	249.000
2 ^e classe	196.000	230.000
3 ^e classe	180.000	209.000
Stagiaires	167.000	191.000
Commis chefs de groupe :		
Hors classe	260.000	287.000
1 ^{re} classe	244.000	272.000
2 ^e classe	233.500	261.000
3 ^e classe	219.500	247.000
4 ^e classe	209.500	236.000
5 ^e classe	197.500	224.000
Commis principaux :		
Classe exceptionnelle :		
Après 3 ans	228.000	250.000
Avant 3 ans	208.500	231.000
Hors classe	199.000	221.000
1 ^{re} classe	191.000	213.000
2 ^e classe	184.000	206.000
3 ^e classe	173.500	194.000
Commis :		
1 ^{re} classe	164.500	182.000
2 ^e classe	153.000	167.000
3 ^e classe et stagiaires	136.000	143.000

(1) Sont maintenues toutes les autres dispositions de l'arrêté résidentiel susvisé du 18 janvier 1949.

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements (1)
	Francs	Francs
Sténodactylographes :		
1 ^{re} classe	183.500	205.000
2 ^e classe	173.000	193.000
3 ^e classe	165.500	184.000
4 ^e classe	158.500	175.000
5 ^e classe	151.000	165.000
6 ^e classe	140.500	154.000
7 ^e classe	129.500	141.000
Dactylographes :		
1 ^{re} classe	176.000	190.000
2 ^e classe	166.000	179.000
3 ^e classe	158.500	170.000
4 ^e classe	152.000	162.000
5 ^e classe	145.000	153.000
6 ^e classe	134.500	142.000
7 ^e classe	124.000	132.000
Dames employées :		
1 ^{re} classe	172.500	182.000
2 ^e classe	162.500	172.000
3 ^e classe	155.000	163.000
4 ^e classe	148.500	155.000
5 ^e classe	141.000	146.000
6 ^e classe	131.000	134.000
7 ^e classe	120.000	123.000

Rabat, le 26 mars 1949.

A. JUIN.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté directorial du 23 février 1949, l'arrêté du 18 juillet 1948 portant création d'emplois, est modifié ainsi qu'il suit :

- « »
- « Article unique. — Sont créés, à compter du 1^{er} janvier 1947, dans les services d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones :
- « Deux emplois de commis (au lieu de quatre) ;
- « »
- « Deux emplois de facteur à traitement global (au lieu de trois) ;
- « »
- « par transformation de dix emplois d'auxiliaire (au lieu de douze) ;
- « »
- « Onze emplois de sous-agent public, par transformation de onze emplois de journalier rétribués sur les crédits du chapitre 61, article 10 (au lieu de huit). »

Nominations et promotions.

CORPS DU CONTRÔLE CIVIL.

Est nommé *contrôleur civil adjoint de 3^e classe (2^e échelon)* du 1^{er} mars 1949 : M. Milcent Louis, *contrôleur civil adjoint de 3^e classe (2^e échelon)* en Tunisie. (Décret du président du conseil des ministres du 2 mars 1949.)

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Sont nommés, pour ordre, du 16 décembre 1948 :

Sous-chef de bureau de 2^e classe (nouvelle hiérarchie) : M. Oved Georges, administrateur civil de 3^e classe (2^e échelon) ;

Sous-chefs de bureau de 3^e classe (nouvelle hiérarchie) : MM. Roussel Rodolphe et de Boysson André, administrateurs civils de 3^e classe (1^{er} échelon),

anciens élèves de l'École nationale d'administration.

(Arrêtés du secrétaire général du Protectorat du 18 février 1949.)

Sont nommés, après concours, *commis stagiaires du cadre des administrations centrales* :

Du 26 décembre 1948 : MM. Hornecker Eugène (bénéficiaire du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés), et Bernard Marceau ;

Du 17 janvier 1949 : M. Chebihi Abdallah ;

Du 1^{er} février 1949 : M. Bonelli Jean ;

Du 16 février 1949 : M. Berdugo Daniel.

(Arrêtés du secrétaire général du Protectorat des 3, 7 et 24 février 1949.)

Sont intégrés dans le cadre des secrétaires d'administration du secrétariat général du Protectorat, en application de l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 (art. 22), et nommés du 1^{er} octobre 1948 :

Secrétaires d'administration de 1^{re} classe (2^e échelon) : MM. Biancamaria Antoine et Morati Hercule, commis chefs de groupe hors classe ;

Secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon) : M. Péter Paul, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon).

(Arrêtés du secrétaire général du Protectorat du 15 mars 1949.)

*
* *
*

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Sont promus :

Du 1^{er} janvier 1945 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon* : MM. Ahmed ben Mohamed ben Mekki et Mohamed ben Lahcèn ben Abdelkader, sous-agents publics de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} août 1945 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon* : M. Ali ben Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} novembre 1945 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon : M. Ahmed ben Bouazza ben Maati, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon : M. El Kebir ben Allal, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Ahmed ben Brick ben Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon : M. Homad ben Ali, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} mai 1946 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon* : M. Hassan ben Abdallah, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Du 1^{er} juin 1946 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon* : M. Mohamed ben Djillali ben Bouya, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} septembre 1946 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon* : M. Abdesslem ben Bouazza, sous-agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon ;

Du 1^{er} novembre 1946 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon : M. Messaoud ben Aomar ben Khalifa, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon : M. Abdesslemould Maalem ben Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon : M. Aomar ben Ahmed, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} décembre 1946 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon* : M. Driss ben Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Du 1^{er} février 1947 :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon : M. El Haddi ben Mohamed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 9^e échelon : M. Aomar ben Lahcèn ben Ahmed, sous-agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon ;

Du 1^{er} avril 1947 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon* : M. Abdesslem ben M'Hamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} mai 1947 :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon : M. Abderrahman ben Mekki, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon : M. Saïd ben Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} juin 1947 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon* : M. Moba ben Larbi, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} juillet 1947 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon* : M. Mohamed ben Kaddour, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} août 1947 :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon : M. Ahmed ben Allal, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon : M. Maati Zemouri, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} septembre 1947 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon : M. Ahmed ben Mohamed ben Mekki, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Cheikh ben Hamou, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Du 1^{er} novembre 1947 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon : M. Abdelkader ben Hadj, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon : M. Mohamed ben Lahcèn ben Abdelkader, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon : M. Haddou ben Salah, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Ahmed ben Ali ben Bachâ, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Du 1^{er} décembre 1947 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon* : M. Lahcèn ben Ali, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} janvier 1948 :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon : M. Lhassen ou Jaa, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon : MM. Abdesslem ben Houmad Erroudani et M'Bark ben Mohamed, sous-agents publics de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} mars 1948 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon* : M. Mohamed ou Haddou, sous-agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon ;

Du 1^{er} avril 1948 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon* : M. Driss ben Sfia, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} mai 1948 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon* : M. Abdallah ben Lahcèn, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} juin 1948 : *sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon* : M. Ali ben Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon ;

Du 1^{er} août 1948 : *sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon* : M. Mohamed ben Hadj ben Bouchaïb, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon ;

Du 1^{er} septembre 1948 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon : M. Ahmed ben Bouazza ben Maati, *sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon* ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon : M. Ahmed ben Salem, *sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* ;

Du 1^{er} janvier 1949 : *chaouch de 6^e classe* : M. Mohamed ou Abdallah ou Bezzi, *chaouch de 7^e classe* ;

Du 1^{er} mars 1949 : *sous-agent public de 3^e catégorie, 8^e échelon* : M. Ahmed Brick ben Mohamed, *sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon*.

(Arrêtés directoriaux du 18 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 18 août 1943, et 4^e échelon du 1^{er} juillet 1946 : M. Mazzella Vincent, *ouvrier qualifié* ;

Agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1942, et 5^e échelon du 1^{er} mai 1946 : M. Brison Camille, *chauffeur* ;

Agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944, et 2^e échelon du 1^{er} décembre 1946 : M. Estevan José, *ouvrier qualifié* ;

Agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mars 1945, et 7^e échelon du 1^{er} janvier 1948 : M. Couderc Fernand, *surveillant de travaux*.

(Arrêtés directoriaux du 18 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Sont reclassés :

Du 1^{er} janvier 1945 : *chef gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 16 janvier 1944 (bonifications pour services militaires : 35 mois 15 jours), et chef gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} août 1946* : M. Sabri Abdelkader, *chef gardien de 3^e classe* ;

Du 1^{er} janvier 1948 :

Chef gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1944 (bonifications pour services militaires : 36 mois) : M. Ahmed ben Maati, *chef gardien de 2^e classe* ;

Chef gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945 (bonifications pour services militaires : 36 mois) ; chef gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1947 : M. M'Hamed ben Larbi, *chef gardien de 4^e classe* ;

Chef gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 19 mai 1945 (bonifications pour services militaires : 21 mois 15 jours) : M. Larbi ben Maati ben Ali, *chef gardien de 3^e classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 2 février 1945 (bonifications pour services militaires : 15 mois 29 jours) : M. Larbi ben Mohammed, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 1^{er} août 1943 (bonifications pour services militaires : 12 mois) : M. Bouchaïb ben Slimane, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 21 février 1944 (bonifications pour services militaires : 46 mois 10 jours) : M. Aomar ben Kabbour, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 3 juillet 1947 (bonifications pour services militaires : 28 jours) : M. Hamouane ben Saïd, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 26 juin 1941 (bonifications pour services militaires : 5 mois 5 jours) : M. M'Barck ben Ali, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 18 juin 1947 (bonifications pour services militaires : 2 mois 13 jours) : M. Aomar ben Ali, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 15 novembre 1934 (bonifications pour services militaires : 30 mois 16 jours) : M. Mohamed ben Ali ben Ahmed, *gardien hors classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 21 décembre 1946 (bonifications pour services militaires : 48 mois 10 jours) : M. Rahal ben Mohamed Oueddès, *gardien de 1^{re} classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 1^{er} juin 1946 (bonifications pour services militaires : 30 mois) : M. Abdelkader ben Salah, *gardien de 1^{re} classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 22 août 1945 (bonifications pour services militaires : 51 mois 9 jours) : M. Mimoun ben el Hadj Abdelkader, *gardien de 1^{re} classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 15 janvier 1945 (bonifications pour services militaires : 57 mois 15 jours) : M. Messaoud ben Sraa, *gardien de 1^{re} classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945 (bonifications pour services militaires : 57 mois) : M. Ali ben Hamad, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 19 octobre 1947 (bonifications pour services militaires : 49 mois 12 jours) : M. Brahim ben Allal ben Salem, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 3 septembre 1947 (bonifications pour services militaires : 49 mois 28 jours) : M. M'Hamed ben Mohamed Oujdi, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 8 février 1947 (bonifications pour services militaires : 50 mois 23 jours) : M. Mohamed ben Miloudi, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 20 avril 1946 (bonifications pour services militaires : 55 mois 5 jours) : M. Mohamed ben Kacem ben Ahmed, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien hors classe, avec ancienneté du 20 août 1944 (bonifications pour services militaires : 38 mois 11 jours) : M. Aomar ben Ahmed ben Abdallah, *gardien de 1^{re} classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 29 mars 1945 (bonifications pour services militaires : 35 mois 2 jours) ; gardien hors classe (ancienneté du 29 juin 1947) : M. Lyazit ben Brahim, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} juin 1946 (bonifications pour services militaires : 30 mois), gardien hors classe à la même date (ancienneté et traitement) du 1^{er} juin 1948 : M. Ben Hamida ben Aomar, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944 (bonifications pour services militaires : 6 mois) et gardien de 1^{re} classe à la même date, avec ancienneté du 1^{er} avril 1948 : M. Kaddour ben Mohamed ben Abdesslem, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 28 juin 1946 (bonifications pour services militaires : 30 mois 3 jours) : M. Aomar ben Ahmed ben Mohamed, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 19 avril 1946 (bonifications pour services militaires : 42 mois 12 jours) : M. Daoud ben Mohamed, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 25 juillet 1946 (bonifications pour services militaires : 38 mois 6 jours) : M. Mohamed ben Aomar, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 6 mars 1945 (bonifications pour services militaires : 44 mois 25 jours) : M. Mahjoub ben Barck, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} mai 1947 (bonifications pour services militaires : 24 mois) : M. M'Hamed ben Miloud ben Mustapha, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1947 (bonifications pour services militaires : 24 mois) : M. Mohamed ben Larbi, *gardien de 2^e classe* ;

Gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 5 août 1943 (bonifications pour services militaires : 16 mois 26 jours) ; gardien de 1^{re} classe à la même date, avec ancienneté du 5 février 1947 : M. Mohamed ben M'Hamed ben Chebbah, *gardien de 3^e classe* ;

Gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 20 juillet 1944 (bonifications pour services militaires : 21 mois 11 jours) ; *gardien de 1^{re} classe* à la même date, avec ancienneté du 20 septembre 1946 : M. Moktar ben Bouazza, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 25 août 1945 (bonifications pour services militaires : 20 mois 6 jours) : M. Abdallah ben Mohamed, gardien de 2^e classe ;

Du 1^{er} juillet 1948 :

Gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 8 mars 1948 (bonifications pour services militaires : 27 mois 23 jours) : M. Bouchaïb ben el Arbi ben Jilali, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 2 février 1947 (bonifications pour services militaires : 64 mois 29 jours) : M. Ali ben Jilali ben Ahmed, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 2^e classe, avec ancienneté du 11 avril 1948 (bonifications pour services militaires : 26 mois 20 jours) : M. Abdallah ben Mohamed ben Ahmed, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 8 septembre 1947 (bonifications pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. Saïd ben Bouchaïb ben Abdallah, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 8 septembre 1946 (bonifications pour services militaires : 21 mois 23 jours) : M. Mohamed ben M'Hamed ben el Mekki, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 8 septembre 1947 (bonifications pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. Mohamed ben Ali ben Bouali, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 8 septembre 1947 (bonifications pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. Boudjemaa ben Faradj ben Ahmed, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 8 septembre 1947 (bonifications pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. Sellam ben Allal ben Hadj Kacem, gardien de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe, avec ancienneté du 8 septembre 1947 (bonifications pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. Slimane ben Abdelkader ben Bouazza, gardien de 3^e classe ;

Surveillant de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 13 août 1946 (bonifications pour services militaires : 52 mois 18 jours) : M. Mondoloni Antoine, surveillant stagiaire.

Sont titularisés et nommés *gardiens de 3^e classe* :

Du 1^{er} mars 1949 : MM. Lahcèn ben Mahjoub et Omar ben Driss ;

Du 1^{er} avril 1949 : M. Abida ben Ahmed ben Belbardi, gardiens stagiaires.

(Arrêtés directoriaux des 2, 6, 11 février, 8 et 10 mars 1949.)

Est nommé *inspecteur sous-brigadier de police mobile* du 1^{er} octobre 1942, *inspecteur sous-chef de 1^{re} classe* (ancienne hiérarchie) du 1^{er} janvier 1943, *inspecteur sous-chef hors classe* (ancienne hiérarchie) du 1^{er} janvier 1945, et reclassé *inspecteur sous-chef hors classe, 2^e échelon* (nouvelle hiérarchie) du 1^{er} janvier 1945 : M. Dias Vincent, inspecteur hors classe, 2^e échelon.

Sont titularisés et reclassés :

Inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} février 1948, ancienneté du 29 décembre 1947 : M. Traversat André, inspecteur stagiaire (bonifications pour services militaires : 49 mois 2 jours) ;

Gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} juillet 1946, ancienneté du 2 décembre 1944 : M. Nicolâi Jean (bonifications pour services militaires : 85 mois 14 jours) ;

Gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1948, ancienneté du 20 octobre 1946 : M. Duclau Adrien (bonifications pour services militaires : 65 mois 11 jours) ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 20 octobre 1948 : M. Santoni Raymond (bonifications pour services militaires : 3 mois 11 jours) ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Allal ben Brahim ben Omar, gardiens de la paix stagiaires.

(Arrêtés directoriaux des 10, 21 février, 4, 8 et 15 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DES FINANCES

Sont nommés *inspecteurs adjoints de 1^{re} classe* :

Du 19 juin 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1948 : M. Gravelle Pierre ;

Du 4 juin 1948 (ancienneté et traitement) : M. Jacq Robert, inspecteurs adjoints du département de la Seine-Inférieure, détachés au Maroc.

(Arrêtés directoriaux du 21 février 1949.)

Est nommé, après concours, *surnuméraire des domaines* du 1^{er} janvier 1949 : M. Labry-Pierre, agent temporaire. (Arrêté directorial du 29 janvier 1949.)

Sont reclassées, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 et de l'arrêté viziriel du 7 octobre 1946, et promues :

Commis de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 25 mars 1944, et *commis de 1^{re} classe* à la même date : M^{me} Albert Marthe, née Havy, commis de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 15 février 1944, et *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1947 : M^{lle} Thirion Pauline, commis de 3^e classe ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1947, avec ancienneté du 12 mai 1947 : M^{lle} Martinez Yvonne, commis de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} juin 1947, avec la même ancienneté, et *commis de 1^{re} classe* à la même date : M^{lle} Bacq Line, commis de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 9 mars 1949.)

Sont reclassées, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, et promues :

Commis de 3^e classe du 1^{er} juin 1947, avec ancienneté du 16 mars 1945, et *commis de 2^e classe* du 1^{er} avril 1948 : M^{lle} Knafo Hélène, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945, et *commis de 2^e classe* du 1^{er} mai 1948 : M^{lle} Chauvin Anne-Marie, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1945, et *commis de 2^e classe* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} juin 1948 : M^{lle} Moreau Germaine, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1946 : M^{lle} Blin Yvonne, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} juin 1947, avec ancienneté du 5 mai 1947 : M^{lle} Meunier Marguerite, commis de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 9 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1947 :

Employé public de 3^e catégorie, 6^e échelon (*surveillant de travaux de 1^{re} classe*), avec ancienneté du 20 juillet 1944 : M. Edelein Eugène ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (*caporal de moins de 20 hommes*), avec ancienneté du 16 juin 1945 : M. El Houssine ben Hammadi ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (manœuvre), avec ancienneté du 1^{er} avril 1944 : M. M'Bark ben Bouchta, agents journaliers.

(Arrêtés directoriaux du 31 janvier 1949.)

Sont titularisés et nommés :

Agent public de 4^e catégorie, 4^e échelon (chauffeur ordinaire) du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 12 octobre 1944) : M. Miloudi Mohamed ;

Agent public de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon (chef de chantier) du 1^{er} septembre 1947 (ancienneté du 25 juin 1946) : M. Garcia José, agents journaliers.

(Arrêtés directoriaux des 21 décembre 1948 et 31 janvier 1949.)

* * *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Sont nommés :

Cavalier de 1^{re} classe des eaux et forêts du 1^{er} mai 1949 : M. Moha ou Saïd ould Haddou, cavalier de 2^e classe des eaux et forêts ;

Cavaliers de 4^e classe des eaux et forêts du 1^{er} mai 1949 : MM. Bihi ben Abdallah et Mohand Ali ou Kessou, cavaliers de 5^e classe des eaux et forêts ;

Cavalier des eaux et forêts de 6^e classe du 1^{er} avril 1949 : M. Moulay Saddick bel Hassane, cavalier des eaux et forêts de 7^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 7^e classe du 1^{er} mai 1949 : MM. Kouider ben Mohamed, Salah ben Kebir, Allal ben Boudjerna, Bouchaïb ben Bouchaïb, Baskri ben Frouk, Aomar ben Djillali, Mohamed ben Ahmed, Mohamed ben Tayeb, Abdallah ben Embark et Brik ben Mohamed, cavaliers de 8^e classe des eaux et forêts.

(Arrêtés directoriaux du 15 mars 1949.)

Est nommé cavalier de 7^e classe des eaux et forêts du 1^{er} mai 1949 : M. Mohamed ben Allal, cavalier de 8^e classe des eaux et forêts. (Arrêté directorial du 15 mai 1949.)

Est nommée, après concours, commis stagiaire du cadre des administrations centrales du 26 décembre 1948 : M^{me} Goubroun Rolande. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 3 février 1949.)

Est reclassée, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, commis de 3^e classe du 1^{er} mars 1948 (ancienneté du 1^{er} mars 1945) et promu commis de 2^e classe du 1^{er} mars 1948 : M^{me} Perbal Georgette, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 14 mars 1949.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} octobre 1948 :

Palefreniers de 1^{re} classe : Si Mohamed ben Ali, Si Mansour ben Djillali et Si Abdel'Atti ben Blal, palefreniers de 1^{re} classe stagiaires ;

Palefreniers de 4^e classe : Si Driss ben Assou, Si Ahmed ben Bouchta, Si Achour ben Brahim, Si Abbès ben Hamida, Si Djillali ben Mohamed, Si Lahcèn ben Larbi, Si Ahmed ben Brahim, Si Bouazza ben Fki, Si Madani ben Kaddour, Si Bassidi ben Ali, Si el Haj ben Mohamed, Si Azzouz ben Abdeselem, Si el Habib ben F'Dil, Si Moulay Larbi ben Driss, Si Ahmed ben Abderrahmane, Si Sellam ben Mohamed, Si Mohamed ben Mansour, Si Abdeselem ben Driss, Si Abdeselem ben Larbi, Si Lahcèn ben Mohamed, Si Ahmed ben Saïd, Si ben Aïssa ben Ahmed, Si Mohamed ben Ouakrine, Si Abdeselem ben Abdallah, Si Mohamed ben Akka, Si Ali ben Fatmi, Si Fatmi ben Mohamed, Si Aomar ben Moktar, Si Mohameddine ben Mohamed, Si Allal ben Hamou, Si Allal ben Ahmed, Si Seghir ben Allal, Si Lahcèn ben Bouazza, Si Allal ben Larbi, Si Ahmed ben Kebir, Si Ahmed ben Allal,

Si Abdeselem ben Rahal, Si Miloudi ben Brahim, Si Mohamed ben Larbi, Si Mohamed ben Ali, Si Mohamed ben Allal, Si Djillali ben Mohamed, Si Messaoud ben Mohamed, Si Lahcèn ben Hamada, Si Mohamed ben Kaddour, Si Salah ben M'Ahmed ben el Hassèn, Si Sizzane ben Abdellatti, Si Kebir ben Kebir, Si Mekki ben Mansour,

Si Mohamed ben Salah, Si Slimane ben Abdellah, Si Lahcèn ben Mohamed, Si el Haj ben Moha, Si Mohamed ben Ahmed, Si M'Barek ben Embarek, Si Lahcèn ben Hassou, Si Ahmed ben Bouih, Si Houcine ben Abdellatti, Si Habib ben Larbi, Si Abdellah ben Thami, Si Salah ben Azzouz, Si Abbès ben Bouchaïb, Si M'Ahmed ben Mohamed, Si Mohamed ben Bouchta, Si Slimane ben el Habib, Si el Housseïne ben Brahim, Si Tijani ben Abdeselem, Si Mohamed ben Abdeselem, Si Allal ben Abdallah, Si Mahjoub ben Hamida, Si Abdelkader ben Lahoucine, Si el Ayed ben Mohamed, Si Mohamed ben Abdelkader, Si Akka ben Hassan, Si Mohammed ben Kaçem, Si Abderrahmane ben Mohamed,

Si el Houcine ben Lahcèn, Si Khalifa ben Abdelkader, Si Moulay Ahmed ben Lahcèn, Si Mohamed ben Ej Jilali, Si Ahmed ben Salem, Si Driss ben Driss, Si Lahcèn ben Mohamed, Si ben Aïssa ben Akki, Si Mohamed ben Haouari, Si Maati ben Abdeselem, Si Miloudi ben Driss, Si Ayed ben Mohamed, Si Mohamed ben Habib, Si el Maati ben Mokrier, Si Lahcèn ben Abbès, Si Lahcèn ben Abdellatti, Si el Kebir ben Larbi, Si Ali ben Haddou, Si M'Ahmed ben Larbi, Si Abbès ben Salah, Si Abdeselem ben Mohamed, Si Tahar ben Mohamed, Si Lahcèn ben Mohamed, Si Mohamed ben Si Ahmed, Si Mohamed ben Abdelkader, Si Ali ben Matti, Si Sellem ben Belcacem, Si Mohamed ben Mimoun, Si Lahcèn ben Mohamed, Si Ahmed ben Abdeselem, Si Mohamed ben Seddiq, Si Ahmed ben Lahder, Si Mohamed ben Abdellah, Si Mohamed ben Dahad, Si Mohamed ben Aomar, Si ej Jilali ben Messaoud, Si M'Hamed ben Taïbi, Si Slimane ben Aomar, Si Mohamed ben Mekki, Si M'Bark ben Mohamed, Si Saïd ben Mohamed.

(Arrêtés directoriaux du 4 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé employé public stagiaire de 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1947 (ancienneté du 1^{er} février 1944) : M. Dabat André, dessinateur journalier. (Arrêté directorial du 6 octobre 1948.)

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Sont reclassés :

Professeur licencié de 6^e classe (cadre normal) du 1^{er} octobre 1948, avec 3 ans 11 mois 19 jours d'ancienneté : M^{me} Desjoyaux Simone (bonifications pour services militaires : 1 an 11 mois 19 jours, et suppléances : 2 ans) ;

Professeur d'éducation physique et sportive de 3^e classe (cadre normal), avec 2 ans 11 mois d'ancienneté : M. Coupey Fernand.

(Arrêtés directoriaux des 26 janvier et 2 mars 1949.)

Sont reclassés :

Répétiteur surveillant (cadre unique, 2^e ordre) de 6^e classe du 1^{er} octobre 1948, avec 2 ans 7 mois 26 jours d'ancienneté (bonifications pour services militaires : 2 ans 7 mois 26 jours), et répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} octobre 1948, avec 3 ans 7 mois 26 jours d'ancienneté : M. Serrano Manuel ;

Répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} octobre 1947, avec 4 ans 10 mois d'ancienneté : M. Bertrand Georges (bonifications pour services militaires : 2 ans 10 mois).

(Arrêtés directoriaux des 23 février et 15 mars 1949.)

Est reclassé professeur licencié (cadre normal) de 4^e classe du 1^{er} octobre 1948, avec 9 jours d'ancienneté : M. Payonne Henri (bonifications pour services militaires : 6 ans 9 jours). (Arrêté directorial du 10 mars 1949.)

Est reclassé répétiteur chargé de classe de 6^e classe du 1^{er} janvier 1943, avec 3 ans 3 mois d'ancienneté, et promu répétiteur chargé de classe de 5^e classe du 1^{er} janvier 1943, avec 3 mois d'ancienneté, nommé chargé d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie) de 5^e classe, avec 3 ans 2 mois d'ancienneté, et promu chargé d'ensei-

nement (cadre normal, 2^e catégorie) de 4^e classe du 1^{er} avril 1946 : M. Sicre Guy (bonifications pour suppléances : 1 an 6 mois). (Arrêté directorial du 2 décembre 1948.)

Sont nommés :

Institutrice de 6^e classe (cadre particulier) du 1^{er} janvier 1949 : M^{lle} Bensimon Léa ;

Professeur licencié de 6^e classe (cadre normal) du 1^{er} février 1949 : M. Sourdel Dominique ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Arnone Gabrielle ;
Chargé d'enseignement de 6^e classe (cadre normal) : M^{me} Pinalat Marie.

(Arrêtés directoriaux des 25 janvier, 14 février, 7 et 12 mars 1949.)

Sont nommés mouderrès de 6^e classe :

Du 1^{er} octobre 1948 : M. Mesfioui Ahmed ben Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1949 : MM. Lakdar Abderrahmane Derfouti, Maroufi Mohamed et Maati ben Mohamed ben Hima ;

Du 1^{er} mars 1949 : M. Mohamed ben Mahjoub.

(Arrêtés directoriaux du 9 février 1949.)

Sont promus :

Du 1^{er} janvier 1949 :

Mouderrès de 4^e classe : M. Mohamed ben Mohamed Regragui ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon : M. Larbi ben Hadj ben Bouazza, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 8^e échelon : M. Hassan Bou Ayed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon ;

Du 1^{er} février 1949 :

Professeur agrégé (cadre normal) de 5^e classe : M^{lle} Reynaud Josette ;

Instituteur hors classe : M. Rahal Ghoul.

(Arrêtés directoriaux des 6, 9, 22 février et 12 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Est reclassée commis de 3^e classe du 1^{er} février 1947, avec ancienneté du 1^{er} février 1945, et promue commis de 2^e classe du 1^{er} février 1948 (traitement et ancienneté) : M^{lle} Baritaud Renée, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 1^{er} mars 1949.)

* * *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

M. Guisset Marcel, receveur de 1^{re} classe, atteint par la limite d'âge locale, est rayé des cadres et remis à la disposition de son administration d'origine à compter du 1^{er} février 1949. (Arrêté directorial du 31 janvier 1949.)

Sont promus commis N.F. :

6^e échelon du 1^{er} octobre 1948 : MM. Azoulay Fernand et Mohamed ben Allel ben M'Hamed Addel ;

6^e échelon du 1^{er} novembre 1948 : MM. El Baz Amrame ben Jonathan ben Judah et Tétouani Messod ;

9^e échelon du 21 octobre 1948 : M^{me} Ortal Marie-Jeanne ;

4^e échelon du 21 février 1948 : M^{me} Demier Lucile ;

Facteur 7^e échelon du 16 septembre 1948 : M. Gherbi Kaddour.

(Arrêté directorial du 17 février 1949.)

Sont promus, après concours :

Contrôleur 4^e échelon du 1^{er} décembre 1948 : M. Morand Jacques ;

Commis N.F. stagiaires :

Du 1^{er} janvier 1949 : M. Poulain Robert ;

Du 10 janvier 1949 : M. Oliver Joseph.

(Arrêtés directoriaux des 30 novembre, 31 décembre 1948 et 9 janvier 1949.)

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 :

Commis N.F. :

9^e échelon du 1^{er} août 1948 : M. Artéro Emmanuel ;

6^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 7^e échelon du 16 avril 1945 ; 8^e échelon du 16 avril 1947 ; 6^e échelon du 1^{er} janvier 1948 : M. Renoult René ;

11^e échelon du 1^{er} juin 1948 ; 10^e échelon du 21 décembre 1948 : M. Savarit Roger ;

9^e échelon du 1^{er} août 1948 : M. Illouze Simon ;

Agents des installations extérieures :

7^e échelon du 14 septembre 1948 : M. Garcia Antoine ;

9^e échelon du 4 avril 1948 ; 8^e échelon du 11 juin 1948 : M. Mulet Henri ;

9^e échelon du 14 avril 1948 ; 8^e échelon du 26 avril 1948 : M. Ivorra Lorenzo.

(Arrêtés directoriaux des 26 janvier, 21 et 28 février 1949.)

M. Renard Henri, ingénieur 3^e échelon des services métropolitains, est placé en service détaché pour le service de l'Office des P.T.T. du Maroc à compter du 1^{er} octobre 1948. (Arrêté directorial du 18 février 1949.)

Sont réintégrés dans les cadres de l'Office des P.T.T. :

Commis N.F., 11^e échelon du 16 février 1949 : M. Benhaïm Roger ;

Agent des installations intérieures, 3^e échelon du 1^{er} février 1949 : M. Penel Damas-Joseph.

(Arrêtés directoriaux des 31 janvier et 15 février 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé sous-agent public de 1^{re} catégorie, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1947 et 3^e échelon du 1^{er} janvier 1948 : M. Salem ben M'Bark. (Arrêté directorial du 15 janvier 1949.)

* * *

TRÉSORERIE GÉNÉRALE.

Sont titularisés et nommés, après concours :

Du 1^{er} janvier 1949 :

Commis de 3^e classe :

M. Beuchotte Raoul, commis auxiliaire de 6^e classe ;

M. Amzallag Samuel ; M^{lles} Girard Jeanine, Ségura Émilienne, Cazorla Annette, Vincent Marceline ; M^{me} Eymard Odette, auxiliaires de complément ;

M. Cuévas Maxime, agent temporaire ;

Commis stagiaires : MM. Lauret Fernand, Sempastous François, Courmollet Jean, agents temporaires ;

Du 1^{er} février 1949 :

Commis stagiaires : MM. Berlet Paul, Zemmori Edmoham ben Faquir et Zniber Ahmed ben Kacem.

(Arrêtés du trésorier général du 23 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé commis de 2^e classe du 21 octobre 1947 (ancienneté du 19 août 1945) : M. Wilde Johannès, agent temporaire. (Arrêté du trésorier général du 23 mars 1949.)

Admission à la retraite.

M. Pelous Jean, contrôleur central de classe exceptionnelle des domaines, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres à compter du 1^{er} février 1949. (Arrêté directorial du 17 février 1949.)

M. Hammadi Abdelaziz, interprète judiciaire principal de 1^{re} classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mai 1949. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 2 février 1949.)

M. Morain Raoul, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) de la direction de l'intérieur, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres le 1^{er} juin 1949. (Arrêté directorial du 18 mars 1949.)

Résultats de concours et d'examens.

Candidats définitivement admis à l'examen d'aptitude aux fonctions de secrétaire d'administration (ordre de mérite).

MM. Mallet André, Lefort Joseph, Hermellin Théodore, Sélariès Alexis, Bazon Jean, Antomarchi Charles, Ruiz Aimé, Vernet Yves, Grapin Jean, M^{me} Le Part Adrienne, M^{lle} Gauthier Marie-Antoinette ;

MM. Maréchal Henri et Mazurier Martial (ex æquo) ;

M^{mes} Saurel Madeleine, Beauvinon Suzanne, MM. Danguy Bernard, Teboul Léon, Simoni Jean, Cagnon Antoine, Debos Jean, Desguers Marcel, Coulon Alain, M^{lle} Baritaud Renée, M. Laporte Robert.

Examen professionnel du 7 février 1949 pour le recrutement de secrétaires-greffiers des juridictions françaises du Maroc.

Candidat admis : M. Cannac Pierre.

Concours pour le recrutement d'une inspectrice et de trois inspecteurs du travail (session de mars 1949).

Candidats admis :

Emploi d'inspectrice : M^{lle} Lavigne Geneviève ;

Emploi d'inspecteur (ordre de mérite) :

MM. Florès Lucien et Bent Gérard ;

Baracchini Francis (ce dernier bénéficiaire, en outre, du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés).

AVIS ET COMMUNICATIONS**DIRECTION DES FINANCES.**

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 28 MARS 1949. — *Patentes* : annexe des affaires indigènes d'El-Hammam, 4^e émission 1948 ; circonscription de contrôle civil des Rehamna, 2^e émission 1948 ; Boucheron, 2^e émission 1948.

Supplément à l'impôt des patentes : Meknès-médina, rôles spéciaux 8^e et 9^e de 1949 ; Rabat-Aviation, rôle spécial 1 de 1949 ; centre de l'Oasis, rôle spécial 2 de 1949 ; Rabat-nord, rôles spéciaux 10 et 11 de 1949 ; Rabat-sud, rôles spéciaux 9 et 10 de 1949.

LE 4 AVRIL 1949. — *Patentes* : annexe de Berrechid-banlieue, émission primitive 1948 ; Berrechid, émission primitive 1948 ; annexe de Boucheron-banlieue, émission primitive 1948 ; Boulhaut, 3^e émission 1947 ; Boucheron-banlieue, 2^e émission 1947 ; Boucheron, 3^e émission 1947 ; Fès-médina, émission spéciale 1948 (consignataires) ; circonscription de Boulemane, émission primitive 1948 ; centre de Boucheron, émission primitive 1948 ; Mogador, émission spéciale 1949 (consignataires) ; annexe des affaires indigènes d'Ahermoumou, émission primitive 1948 ; circonscription de Sefrou-banlieue, Fedala-banlieue, Casablanca-banlieue, émissions primitives 1948.

Taxe d'habitation : Boulhaut, émission primitive 1948 ; Boucheron, émission primitive 1948.

Taxe urbaine : Berrechid, émission primitive 1948 (art. 1^{er} à 520).

Taxe de compensation familiale : Casablanca-sud, 3^e émission 1948 ; Rabat-sud, 3^e émission 1948 ; Ain-ed-Diab, émission primitive 1948 ; Fès-banlieue, émission primitive 1948.

Tertib et prestations des Européens de 1948.

LE 1^{er} AVRIL 1949. — Agadir-confins, circonscription d'Inezgane ; région de Casablanca, circonscription d'Oued-Zem ; région de Fès, circonscription de Sefrou-ville ; ressortissants américains de la région de Fès et de la région de Meknès ; région de Rabat, circonscriptions d'Ouezzane-ville et banlieue, de Sidi-Slimane et de Port-Lyautey-ville et banlieue ; région de Marrakech, circonscriptions d'Amizmiz et d'Ouarzazate.

LE 10 AVRIL 1949. — Région de Casablanca, circonscriptions d'El-Borouj, de Beni-Mellal, d'Azemmour-banlieue, de Boulhaut et de Fedala-banlieue ; région de Fès, circonscriptions de Taza-banlieue et de Sefrou-banlieue ; région de Marrakech, circonscriptions de Tamana et d'Imi-n-Tanoute ; région d'Oujda, circonscriptions de Djerada, de Martimprey-du-Kiss et d'Oujda-banlieue ; région de Meknès, circonscriptions de Midelt et d'Azrou ; région de Rabat, circonscriptions de Tedders, de Tiflet et de Khemissèt ; ressortissants américains des régions de Rabat, de Marrakech et de Casablanca.

LE 12 AVRIL 1949. — Région de Casablanca, circonscription de Casablanca-banlieue ; région de Meknès, circonscription d'El-Hajeb ; région de Rabat, circonscriptions d'Oulmès et de Souk-el-Arba ; région de Fès, circonscription de Fès-banlieue ; région de Marrakech, circonscription de Marrakech-banlieue ; région d'Oujda, circonscription de Berkane.

Le chef du service des perceptions,
M. BOISSY.

Avis de concours pour vingt-cinq emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur.

Un concours pour vingt-cinq emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur aura lieu à partir du 27 mai 1949. Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Agadir. Les épreuves orales auront lieu exclusivement à Rabat.

Sur les vingt-cinq emplois mis au concours, huit sont réservés aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

Au cas où les candidats concourant au titre des emplois réservés ne parviendraient pas à pourvoir ces emplois, ceux-ci seraient attribués aux autres candidats venant en rang utile.

Le concours est ouvert à tous les candidats citoyens français ou assimilés justifiant des conditions énumérées à l'article 12 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques, et qui auront été autorisés par le directeur de l'intérieur à s'y présenter.

Les demandes d'admission au concours établies sur papier libre et les pièces réglementaires exigées, notamment celles qui sont susceptibles de permettre de déterminer la qualité de bénéficiaire du

dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés (état signalétique et des services militaires, etc.); devront parvenir à la direction de l'intérieur (bureau du personnel administratif), à Rabat, avant le 27 avril 1949, date de clôture du registre des inscriptions.

**Avis de concours
pour douze emplois de commis stagiaire d'interprétariat
de la direction de l'intérieur.**

Un concours pour douze emplois de commis stagiaire d'interprétariat de la direction de l'intérieur aura lieu à partir du 28 mai 1949.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Agadir. Les épreuves orales auront lieu exclusivement à Rabat.

Le concours est ouvert à tous les candidats justifiant des conditions énumérées à l'article 12 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques, et qui auront été autorisés par le directeur de l'intérieur à s'y présenter.

Les demandes des candidats, accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir à la direction de l'intérieur (bureau du personnel administratif), à Rabat, avant le 28 avril 1949, date de clôture du registre d'inscription.

Avis de concours pour l'emploi de secrétaire de conservation foncière.

Un concours pour six emplois de secrétaire de conservation foncière aura lieu à Rabat et Paris, les 15 et 16 juin 1949, dans les conditions fixées par l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 février 1949.

Sur le nombre des emplois mis au concours, deux emplois sont réservés aux candidats marocains, et deux autres aux bénéficiaires des dispositions du dahir du 11 octobre 1947 (pensionnés de guerre, victimes civiles de la guerre, orphelins de guerre, anciens combattants, prisonniers de guerre, membres de la résistance, etc.).

Le nombre d'emplois susceptibles d'être attribués aux femmes est fixé à deux.

A défaut de candidats admis dans les deux catégories réservées, tous les emplois mis au concours pourront être attribués aux candidats classés en rang utile.

Les candidats doivent être titulaires du brevet élémentaire, du diplôme de fin d'études secondaires du premier cycle, de la capacité en droit, du certificat d'études juridiques et administratives marocaines, ou de tous diplômes équivalents ou supérieurs à l'un de ceux énumérés ci-avant.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique), à Rabat, où les demandes d'inscription, accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir au plus tard le 15 mai 1949, date de clôture de la liste des inscriptions.

Avis de concours pour le recrutement de commis du Trésor.

Un concours pour le recrutement de onze commis du Trésor aura lieu à la trésorerie générale, à Rabat, le 20 mai 1949.

La répartition des emplois offerts est fixée comme suit :

Six pour les dames auxiliaires et temporaires du Trésor ;

Cinq pour les candidats masculins, en fonction ou non au Trésor,

dont deux réservés aux candidats marocains.

D'autre part, sur ces onze emplois, quatre sont réservés aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947.

Si les résultats du concours laissent disponible une partie des emplois réservés soit aux dames, soit aux anciens combattants et victimes de la guerre, soit aux Marocains, ceux-ci seront attribués aux autres candidats masculins français classés en rang utile.

Les candidats doivent être âgés de dix-huit ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du concours, cette limite d'âge pouvant être reculée de la durée des services civils antérieurs susceptibles d'être validés et du temps passé sous les drapeaux (service légal et de guerre). En ce qui concerne les candidats bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés, les conditions d'âge et de service ont été fixées par le dahir du 11 octobre 1947 (B.O. n° 1831, du 28 novembre 1947, p. 1227).

Pour tous renseignements complémentaires (programme, pièces à fournir, etc.), s'adresser à la trésorerie générale où la liste des inscriptions, ouverte dès maintenant, sera close le 5 mai 1949.

**Avis aux candidats à l'emploi d'inspecteur-élève
de l'administration métropolitaine de l'enregistrement.**

La clôture du registre d'inscription des candidatures au concours pour l'accès à l'emploi d'inspecteur-élève de l'administration métropolitaine de l'enregistrement est reportée du 31 mars au 15 avril 1949.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Examens de licences : sciences et lettres.

Session normale et session spéciale de mai 1949.

1^o *Délai d'inscription.* — Les candidats aux divers certificats de licence ès sciences, de P.C.B. et de licence ès lettres, délivrés par les universités de Bordeaux et d'Alger, sont priés de faire parvenir au directeur de l'instruction publique, à Rabat (bureau des examens), leur demande d'inscription à l'examen pour transmission aux facultés, avant le 20 avril 1949, accompagnée des pièces justificatives (fiche de démobilisation ou état des services militaires...) et de deux enveloppes portant leur adresse avec coupon-réponse).

Aucune demande ne sera acceptée après cette date.

Cette demande, écrite de la main du candidat, sur papier timbré à 10 francs, doit être libellée au nom de M. le Recteur de l'académie d'Alger ou Bordeaux.

Le certificat ou les certificats présentés doivent y être exactement dénommés et le centre des épreuves écrites — Rabat — doit être indiqué.

Pour les certificats qui comportent une ou plusieurs options, et en particulier pour le certificat d'études littéraires générales, il y a lieu de mentionner soigneusement ces options.

Les candidats aux certificats d'études pratiques (anglais, allemand, italien, espagnol, arabe ou russe) doivent obligatoirement mentionner la 2^e langue choisie pour l'oral.

2^o *Date d'ouverture des sessions.* — Les épreuves écrites, pour les candidats inscrits à la faculté de Bordeaux, commenceront le lundi 30 mai, à 8 heures, à l'Institut des hautes études marocaines à Rabat (pour les lettres) et au centre d'études supérieures scientifiques (pour les sciences).

La date des épreuves écrites pour les candidats inscrits à la faculté d'Alger sera communiquée ultérieurement.

OFFICE MAROCAIN
DES CHANGES

Rabat, le 10 mars 1949.

N° 34/O.M.C.

Avis relatif au règlement des frets et des billets de passage.

Le présent avis a pour objet de fixer les règles qui doivent être suivies en matière de règlement des frets et des billets de passage : aériens ou maritimes, à la suite des mesures monétaires du

17 octobre 1948, et de préciser à cet égard les dispositions des deux avis de l'Office marocain des changes publiés dans le *Bulletin officiel* du 11 février 1949.

Le montant des frets et des billets de passage à régler ou à recevoir en l'une des devises négociées sur le marché libre donnera lieu à acquisition ou à cession moitié à l'Office marocain des changes aux cours pratiqués par celui-ci, moitié au marché libre.

Le règlement des frets et des billets de passage payables en devises non cotées sur le marché libre ou dont la monnaie de compte est une devise non cotée sur ce marché, devra s'effectuer sur la base du cours de cette devise pratiqué par l'Office marocain des changes, le jour du paiement.

Par analogie avec les règles rappelées ci-dessus, la contre-valeur en francs des frets et des billets de passage — stipulés en une devise cotée sur le marché libre utilisée comme monnaie de compte — due par un importateur ou un exportateur résidant dans la zone franc à un transporteur résidant dans ladite zone, doit être calculée sur la base du cours moyen de la devise utilisée au jour de l'échéance.

Par cours moyen, il y a lieu d'entendre la moyenne arithmétique entre le cours officiel pratiqué par l'Office marocain des changes et le cours de ces devises au marché libre de Paris.

Le directeur de l'Office marocain des changes,

HENRI BONNEAU.

Médaille d'honneur du travail des employés et ouvriers et assimilés du commerce et de l'industrie.

(Extrait de l'arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale du 25 février 1949 publié dans les numéros du *Journal officiel* de la République française des 12 et 17 mars 1949.)

A. — MÉDAILLE EN ARGENT.

1^o Région de Casablanca.

Casablanca :

- MM. Abdelkader ben Abderrahman ben Miloud, gardien à l'Office chérifien des phosphates ;
 Aillet Barthélemy, ex-directeur à la Compagnie générale transatlantique ;
 Balloy Gustave, chef d'équipe à l'Office chérifien des phosphates ;
 Battu Pierre, conducteur de travaux à l'entreprise Schneider et C^o ;
 Bonaldi François-Henri, chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;
 Bonomo Joseph, chef d'équipe à l'Office chérifien des phosphates ;
 Bouhassira Chemaya, employé à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Boutin Jules, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Cabessa Isaac, conducteur de machines à la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc ;
 Castellanos Balthazar, chef d'équipe de l'Office chérifien des phosphates ;
 Charmetton Pierre-Antoine, employé à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Chatiron Pierre-Marie-Alfred, employé à l'Omnium nord-africain ;
 Cochon Jean, chef d'atelier à l'entreprise Schneider et C^o ;
 Damour Amédée, commis à la Compagnie générale transatlantique ;
 Degenne Eugène-Aristide, chauffeur à l'entreprise Schneider et C^o ;
 Degruson Fernand-Alfred, sous-chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;

- MM. Deloupy Edouard-Florentin, chef d'atelier à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Doublet Albert-Vincent-Jules, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Dublanc Paul-Marie-Eugène, sous-chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;
 Durand Louis-Philippe, carrossier à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Dusser Pierre-Marie-Prosper, chef de bureau à l'Office chérifien des phosphates ;
 El Houssine ben Abdesselam ben Abderrahmane, placeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 El Mali ben Rhazi ben Mohammed, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Ferriol François-Marius, chef d'installation à l'Office chérifien des phosphates ;
 Foizel Pierre-Paul, chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;
 Forget Henri, chef d'équipe à l'Office chérifien des phosphates ;
 Gallin Georges-Claudius, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Giacobbi Jean-Pierre, chef de bureau à l'Office chérifien des phosphates ;
 Guy Paul-Marie-Jean-Léon, chef de service à la Compagnie générale transatlantique ;
 Heyraud Maurice-Joseph, archiviste au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
 Houssine ben Mohammed ben Abbou, employé à l'hôtel Transatlantique ;
 Lagarde Fernand, employé à la Compagnie algérienne de crédit et de banque ;
 Larbi ben Abdallah ben Abdallah, manœuvre spécialisé aux Anciens Établissements Guichard ;
 Latrilhe Pierre-Edmond-Bernard, chef de service à la Compagnie algérienne de crédit et de banque ;
 Leleu Maurice, commis principal à la Compagnie générale transatlantique ;
 L'Horset Joseph-Marie-Yves, maître d'équipage à la Compagnie générale transatlantique ;
 Loup Fernand-Jacques, chauffeur-mécanicien à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Luciani Jean, employé à l'Office chérifien des phosphates ;
 M^{me} Marchal, née Lagarde Lucie-Brigitte, chef de service au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
 MM. Mbarek ben Ahmed ben Mohammed, conducteur de machines à la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc ;
 Mogica Toussaint-Mathias, chaudronnier à l'Office chérifien des phosphates ;
 Munier Victor-Auguste, directeur au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
 Olivier Louis-André-Joseph, économiste à la Compagnie algérienne de crédit et de banque ;
 Pace Eugène-Joseph, distributeur à l'Office chérifien des phosphates ;
 Palermo Arthur-Joseph, sous-chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;
 Palomo Modeste-Louis, mécanicien à la Compagnie marocaine des carburants ;
 Palut Léopold, mécanicien à l'Office chérifien des phosphates ;
 Paoletti François-Antoine, représentant général de la Compagnie générale transatlantique ;
 Poitout Henri-Marie, tourneur à l'entreprise Schneider et C^o ;
 Poitout Raymond, chef de service à la Compagnie marocaine des carburants ;

- MM. Pons Eugène-Arthur, commis principal à la Compagnie générale transatlantique ;
 Poupaud Achille-Charles, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc ;
 Rio Lucien, commis principal à la Compagnie générale transatlantique ;
 Rives-Lange Émile-Eugène-Marie, chef de garage à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Saïd ben Mohammed, soudeur à l'Office chérifien des phosphates ;
 Salah ben Saïd, chaouch à l'Office chérifien des phosphates ;
 Salem ben Thami, manutentionnaire à la Société internationale de régie coïntéressée des tabacs au Maroc ;
 Schlotter Jean-Maximilien, garçon de recettes à la Société marseillaise de crédits industriel et commercial et de dépôts ;
 Vacance Paul-Félix-Émilien, comptable à la Compagnie marocaine des carburants.

Settat :

- M. Lévy Abraham-Isaac, comptable au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.

2^o Région de Fès.

Fès :

- MM. Boullier Henri, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Chekroun Abraham, agent administratif à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Danan Meyer, agent gradé au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
 El Hachmi ben Hammou ben Abdallah, manoeuvre à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 El Marouf ben el Moktar ben el Larbi, manoeuvre à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Mohammed ben Mohammed ben Haj Abderrahman, portefaix à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.).

3^o Région de Marrakech.

Marrakech :

- MM. Alleau Henri, directeur de banque au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
 Bitton Meyer, chef caissier à la Banque commerciale du Maroc ;
 Ferrandez Jean, ouvrier à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Gardey Marcel-Auguste-Albert, chef d'agence à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Lhasèn ben Mohammed ben Omar, aide-pâtissier à l'hôtel de la Mamounia ;
 Mohammed ben Abdallah ben Allal, chaouch au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
 Moulay Ahmed ben Abdallah, aide-cuisinier à l'hôtel de la Mamounia ;
 Pérez Antonio, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.).

4^o Région de Meknès.

Meknès :

- MM. Niquet Émile-Claude, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.) ;
 Niquet Henri-Paul-Honoré, chauffeur à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.).

5^o Région d'Oujda.

Oujda :

- MM. Lakhdar ben Ali ben Mohammed, minerviste dans la maison Selma ;
 Sellam ben Rabah, minerviste dans la maison Selma.

6^o Région de Rabat.

Port-Lyautey :

- MM. Ben Aomar Ali ben Ahmed ben Mohammed, chef d'équipe à la Société internationale de régie coïntéressée des tabacs au Maroc ;
 Faraji ben Ouissadène, chauffeur aux transports Clément ;
 Ottaviani Ange-Paul, employé à la Compagnie marocaine des carburants.

Rabat :

- MM. Abdelkader ben Mohammed ben Abdelkader, magasinier à la société Les Moulins D. Baruk ;
 Abdelkader ben Rali ben el Mati, emballeur à la société Les Moulins D. Baruk ;
 Ali ben Mohammed ben Ali, représentant-livreur dans la maison Sam Benazeraf ;
 Amar Léon, caissier principal à la société Les Moulins D. Baruk ;
 Cascarret André, chef mécanicien à la société Les Moulins D. Baruk ;
 Guillaume Lucien-Charles, sous-chef de la comptabilité centrale à la Régie d'exploitation des ports de Port-Lyautey—Rabat ;

- M^{me} Husson, née Vergues Yvonne-Jeanné-Émilie, caissière comptable aux Établissements Fabre et Schardt ;

- MM. Lahsèn ben Omar, entonneur-étiqueteur dans la maison Sam Benazeraf ;

Lopez Joseph, chef d'atelier aux Établissements Fabre et Schardt ;

Mbarek ben Brahim, caviste dans la maison Sam Benazeraf ;
 Mohammed ben Abdallah, entonneur dans la maison Sam Benazeraf ;

Mohammed ben Hamou ben Haj ben Abderrahman, conducteur de cylindres à la société Les Moulins D. Baruk ;
 Mohammed ben Mhamed ben Hammad, gardien à la société Les Moulins D. Baruk ;

Verdo Manuel, bourrelier-sellier aux Établissements Fabre et Schardt.

Salé :

- MM. Brahim ben Feddou, veilleur de nuit à la société Les Moulins D. Baruk ;

Lahsèn ben Chacour ben Ahmed, conducteur de cylindres à la société Les Moulins D. Baruk ;

Lahsèn ben Mohammed, laveur à la société Les Moulins D. Baruk ;

Mohammed ben el Habib ben el Hachmi, employé à la société Les Moulins D. Baruk ;

Sustranck Ernest, chef d'usine, employé à la société Les Moulins D. Baruk.

B. — MÉDAILLE DE VERMEIL.

1^o Région de Casablanca.

Casablanca :

- MM. Aillet Barthélemy, ex-directeur à la Compagnie générale transatlantique ;

Balloy Gustave, chef d'équipe à l'Office chérifien des phosphates ;

Battu Pierre, conducteur des travaux à l'entreprise Schneider et C^{ie} ;

Bonaldi François-Henri, chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;

Cochon Jean, chef d'atelier à l'entreprise Schneider et C^{ie} ;

Degenne Eugène-Aristide, chauffeur à l'entreprise Schneider et C^{ie} ;

Dublanc Paul-Marie-Eugène, sous-chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;

Guy Paul-Marie-Jean-Léon, chef de service à la Compagnie générale transatlantique ;

MM. Larbi ben Abdallah ben Abdallah, manoeuvre spécialisé aux Anciens Etablissements Guichard ;
 L'Horset Joseph-Marie-Yves, maître d'équipage à la Compagnie générale transatlantique ;
 Palermo Arthur-Joseph, sous-chef de bureau à la Compagnie générale transatlantique ;
 Ricard César-Ignace-Ludovic, sous-directeur adjoint au Crédit Lyonnais ;
 Rio Lucien, commis principal à la Compagnie générale transatlantique ;
 Rives-Lange Emile-Eugène-Marie, chef de garage à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.).

2^o Région de Rabat.

Port-Lyautey :

M. Ben Admar Ali ben Ahmed ben Mohammed, chef d'équipe à la Société internationale de régie coïntéressée des tabacs au Maroc.

Rabāt :

MM. Abdelkader ben Mohammed ben Abdelkader, magasinier à la société Les Moulins D. Baruk ;
 Mohammed ben Mahmed ben Hammad, gardien à la société Les Moulins D. Baruk.

Erratum

à la nomination des membres de la commission municipale de Meknès, page 418.

Au lieu de :

« M. Sauvaire Charles, directeur de banque » ;

Lire :

« M. Sauvaire Georges, directeur de banque. »